

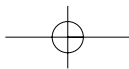
QUELLE TURQUIE POUR QUELLE EUROPE ?

- LETTRE DE M^{ME} MITTERRAND AUX EURODÉPUTÉS
- LA TURQUIE EN CHIFFRES
- SYSTÈME POLITIQUE ET MÉDIA TURCS
- LE GOULAG TURC EN 10 PORTRAITS
- EXAMEN CRITIQUE DES ARGUMENTS TURCS
- À QUI PROFITERA L'UNION DOUANIERE ?
- DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES

Dossier publié par

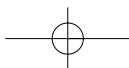
Le Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie
avec la collaboration de l'Institut kurde de Paris et de la Fondation France-Libertés

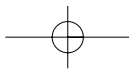
Paris - Décembre 1995



Ce dossier a été édité en allemand, en anglais et en français par
le *Comité international pour la libération des députés kurdes*
emprisonnés en Turquie (CILDEKT)
avec la collaboration de l'*Institut kurde de Paris* et de la *Fondation France-Libertés*,
avec le concours de la *Fédération Internationale des Droits de l'Homme* (FIDH),
de *Human Rights Watch* et de *Reporters sans Frontières*.

Le CILDEKT est organisme spécialisé dans la défense des prisonniers d'opinion
en Turquie regroupant des comités nationaux établis en Allemagne, en France, en Norvège et en Suède.





Lettre aux eurodéputés

par
Danielle MITTERRAND

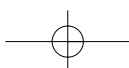
Vous connaissez l'intérêt que je porte depuis de nombreuses années au sort de la population kurde et les efforts que je déploie, avec d'autres O.N.G. françaises et occidentales de défense des droits de l'homme, pour sensibiliser l'opinion publique à cette question.

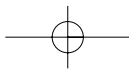
L'affaire des députés kurdes arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison pour délit d'opinion a ouvert une brèche dans le mur du silence entourant le terrible drame kurde en Turquie. Elle n'est malheureusement que la partie visible de l'iceberg de la politique turque de destruction et de dépeuplement du pays kurde, d'étouffement et d'élimination des élites politiques et culturelles kurdes. Il suffirait de passer deux jours dans ces provinces kurdes soumises au régime d'état d'urgence, à l'arbitraire total de l'armée et de la police, pour réaliser l'ampleur et l'intensité de l'oppression subie par cette population indigène. Sans s'y être rendu, M. Carnero Gonzales, rapporteur du Parlement européen, sur la base des témoignages recueillis à Ankara, relate dans son compte-rendu de mission des informations essentielles à ce sujet.

Longtemps indifférents, ou ne sachant pas comment raisonner leur allié turc, les gouvernements européens ont, dans l'ensemble, poursuivi jusqu'ici une politique de laissez-faire. Cependant, la vigilance démocratique des euro-députés, touchés notamment par le sort réservé à leurs collègues kurdes, a permis une avancée substantielle en liant la ratification éventuelle de l'union douanière à la satisfaction de certaines conditions en matière de respect des droits de l'homme et de libertés démocratiques.

Le Parlement européen qui, depuis des années, votait des résolutions sans impact pratique sur le problème kurde ou sur Chypre, dispose enfin, grâce à la question de l'union douanière, d'un moyen de pression véritable et exceptionnel pour essayer d'améliorer la situation en Turquie, en particulier le sort dramatique de ses 15 millions de Kurdes. Outre, les considérations humanitaires, nous ne devrions pas perdre de vue le fait que la situation kurde est une véritable poudrière pour la Turquie et la région, et aussi pour la paix en Europe dans la mesure où l'Union européenne abrite 3 millions de Kurdes et de Turcs vivant au diapason de leur pays d'origine. Quand on sait les conséquences dramatiques pour le Proche-Orient et pour l'Occident du non règlement à temps du problème palestinien, concernant une population beaucoup moins nombreuse, on peut facilement prévoir les dangers d'un pourrissement du problème kurde en Turquie.

C'est pourquoi, contrairement à nombre de nos gouvernants qui pensent en terme de marchés et d'intérêts politiques à court terme, je suis de l'avis que le Parlement européen doit reporter son vote de six mois ou un an, mettre en place une mission de bons offices pour amorcer un processus de dialogue en vue d'un règlement pacifique du problème kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes. Ce



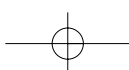


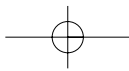
problème est la clé de voûte de la démocratisation en Turquie et la source de la plupart des difficultés actuelles de ce pays. Vos collègues espagnols, belges, britanniques, italiens ou finlandais qui ont l'expérience de problèmes de minorités pourraient peut-être faire profiter les Turcs de leur savoir-faire et les aider à surmonter leur paranoïa du séparatisme. Car les Kurdes de Turquie, que je connais depuis tant d'années, dans leur quasi-totalité, n'aspirent qu'à la libre expression de leur identité et à un certain degré d'autonomie ne remettant pas en cause les frontières existantes. Une dynamique de paix obligerait le PKK à déposer progressivement les armes, sinon il serait rapidement marginalisé comme l'ETA en Espagne.

Le vote de l'union douanière dans les conditions actuelles, comme le souligne à juste titre votre rapporteur, M. Carnero Gonzales, serait une *"grave erreur"*. L'opinion démocratique européenne sera vivement déçue. Il en ira de même de vrais démocrates kurdes et turcs chez qui vos prises de position en faveur de la démocratie ont suscité tant d'espoirs et de reconnaissance. Les autorités turques n'ayant, hormis quelques mesures cosmétiques, satisfait aucune des principales exigences avancées depuis bientôt un an par votre Parlement, une ratification hâtive ne peut que nuire gravement à votre propre crédibilité en Europe et aux yeux des Turcs eux-mêmes. L'attitude du Parti républicain du peuple, qui dans le contexte turc, semble le plus proche de nos conceptions démocratiques, ne doit pas nous égarer. Ce parti qui participe depuis 1991 à la coalition gouvernementale a hélas surtout servi à celle-ci d'alibi démocratique et de caution de gauche. Malgré ses états d'âme et son discours démocratique, il a dû couvrir l'implacable politique de destruction de plus de 3000 villages kurdes, de déplacements forcés de 3 millions de civils kurdes et de toutes ces violations massives des droits de l'homme que vous connaissez par ailleurs (des milliers d'assassinats *"mystérieux"* de civils par des escadrons de la mort de la police, des centaines de mort sous la torture, exécutions extra-judiciaires et disparitions, près de 12 000 prisonniers politiques condamnés et détenus dans des conditions indignes d'un Etat de Droit). Ce parti a-t-il agi, comme semble le suggérer l'ancien président du Parlement, M. Cindoruk, dans l'espoir de limiter les dégâts et sauver le pays d'une dictature d'extrême droite, c'est possible; mais les résultats sont là. Il a perdu son âme et une large partie de sa crédibilité auprès de ses électeurs kurdes et des démocrates kurdes; il risque fort de ne pas franchir la barre des 10% de suffrages aux prochaines élections et de ne plus être représentés au Parlement. Les Européens auraient alors bonne mine d'avoir en fin de compte facilité l'émergence d'une alliance autoritaire, voire fascisante, regroupant derrière le visage souriant de Mme Çiller, de chefs de police, des généraux, l'extrême droite néofasciste du Colonel Türkeş et les forces les plus rétrogrades, affairistes et ultra-nationalistes du pays. Si certains ne veulent plus écouter les cris de souffrance de la population kurde, qu'ils écoutent au moins les appels de l'ancien président du Parlement dénonçant la mise en place d'un Etat policier, le péril d'un régime *"ultra-nationaliste à la Serbe"* dirigé par Mme Çiller. Quand le secrétaire général du CHP lui-même, commentant la déclaration récente de son président, M. Baykal sur la mainmise de l'extrême droite sur l'appareil d'Etat, affirme que Mme Çiller est *"le cheval de Troie"* de l'extrême droite fasciste, ne restons pas sourds à cette alerte, même si, dans le même temps, par nationalisme ou par orgueil national, les mêmes vous appellent aussi à voter dès à présent en faveur de l'union douanière.

Que le chantage à l'islamisme, ou les considérations stratégiques évoquées à cette occasion ne nous impressionnent pas! La Turquie est une alliée militaire stratégique de l'Occident, certes, c'est même pour cela qu'elle fait partie de l'OTAN et tire une très large rente de situation, en termes d'aide militaire, de cette alliance. Avec ou sans l'union douanière, elle continuera d'en faire partie car c'est dans son intérêt et même si, en raison de son conflit kurde et de son instabilité politique, la fiabilité militaire de cette alliée est de plus en plus entamée, nos gouvernements continueront leurs relations militaro-stratégiques avec la Turquie. Vous pouvez en être sûrs.

L'argument de l'union douanière comme *"encouragement"* à la démocratisation ne vaut guère mieux. Car on ne cesse de l'utiliser depuis 1949 pour maintenir la Turquie au sein du Conseil de l'Europe, avec les





résultats que vous savez dans le domaine des droits de l'homme! Une fois l'union douanière votée, les résolutions et encouragements du Parlement européen n'auront pas plus d'impact que ceux prodigués jusqu'ici sans effet par le malheureux Conseil de l'Europe, qui a perdu dans l'affaire turque de sa crédibilité politique et morale. Et vous êtes bien placés pour savoir l'effet des résolutions précédentes du Parlement européen sur les dirigeants d'Ankara.

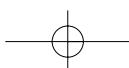
Quant au péril islamiste, comme l'analysent si bien votre rapporteur et celui de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, il a des causes politiques, économiques et morales internes, notamment la guerre du Kurdistan, marginalisant, condamnant à la misère des millions de citoyens du pays. Tout en brandissant cette menace, le gouvernement turc ne cesse d'ailleurs pas d'encourager, voire de *"sponsoriser les activités islamistes comme antidote au nationalisme kurde"* comme le relève le rapport du Sénat américain. Le vote du Parlement européen ne pourrait, dans ce contexte, avoir qu'une incidence limitée sur l'audience des islamistes. Et les Turcs sont économiquement et militairement trop dépendants de l'Occident pour chercher on ne sait quelle alternative à l'Est, vu l'état déplorable de leurs relations avec les États de la région et vu surtout le fait que leurs seuls voisins terrestres en Asie mineure sont en fait les Kurdes peuplant de part et d'autre les frontières de la Turquie avec l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Arménie.

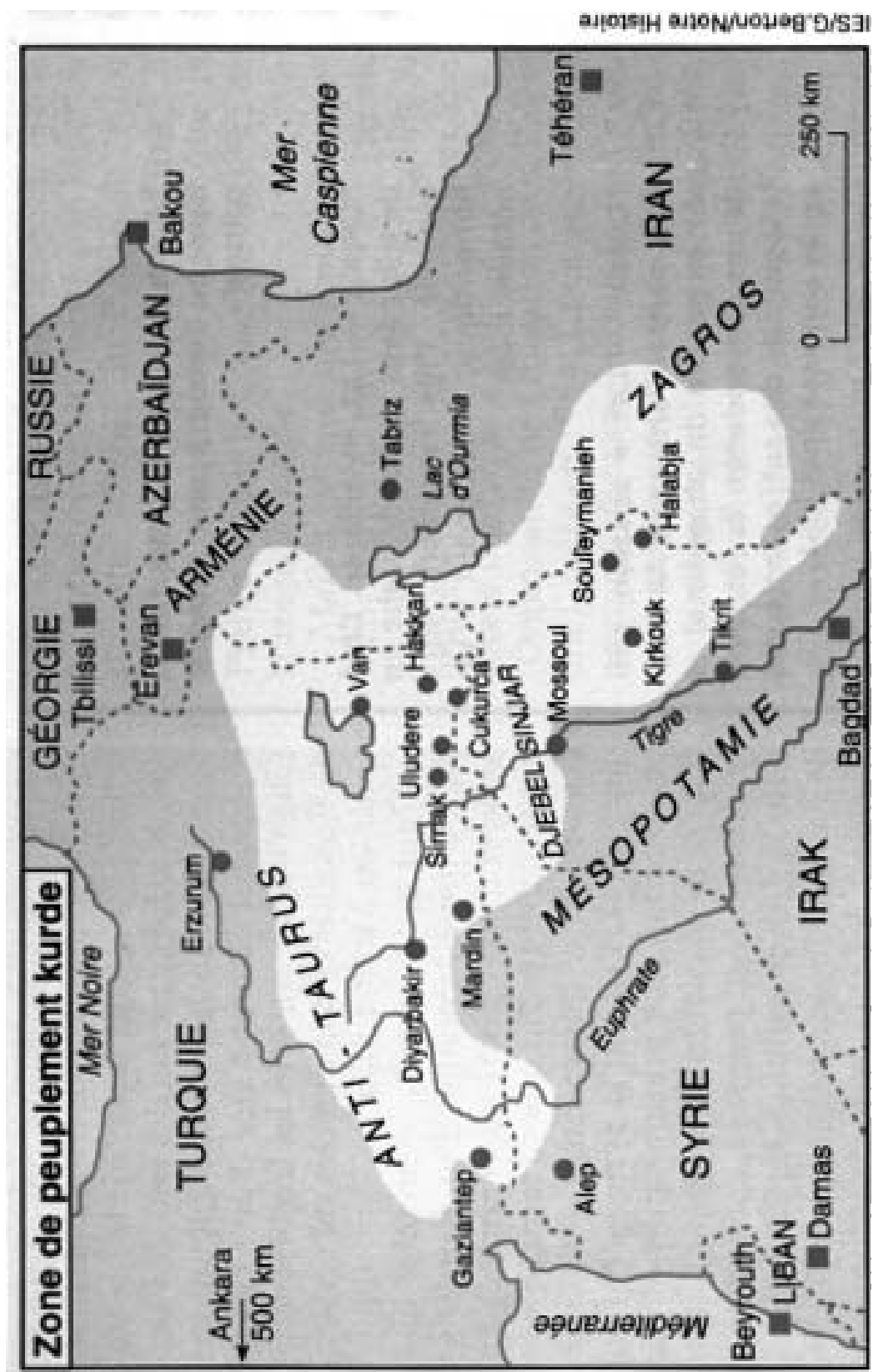
En conclusion, je dirai que le refus ou le report de la ratification de l'union douanière donne un moyen de pression exceptionnel pour susciter une évolution démocratique en Turquie. Sachons l'utiliser pour instaurer la paix et une véritable démocratie dans ce pays que nous aimons avec ses Kurdes et ses Turcs, qui a besoin de l'Europe comme l'Europe a besoin de lui. Un vote de refus incitera, je l'espère, les responsables turcs à remettre en cause leur intolérable politique kurde. Un vote positif, dans les circonstances actuelles, serait perçu comme une abdication morale par l'immense majorité de nos citoyens, sensibles au sort des Kurdes et à la situation intolérable des droits de l'homme en Turquie. En revanche, un report de vote permettrait au Parlement européen de préserver l'avenir et de jouer un rôle positif dans la construction de la paix et de la démocratie dans ce pays. La Turquie sera bienvenue quand elle aura réglé son problème kurde, rétabli la paix et la stabilité chez elle. Tout comme après la nuit noire de la dictature franquiste, la Communauté européenne, que ses pères ont conçu comme un espace de paix, de démocratie de respect d'autrui, a su accueillir l'Espagne démocratique respectueuse de sa diversité, l'Union européenne saura, le moment venu, faire toute sa place à une Turquie démocratique, ayant assuré la paix chez elle, assumant sa diversité culturelle et linguistique, garantissant le droit à l'identité de ses citoyens kurdes.

Suivant, souvent au jour le jour, la situation dans ce pays qui me tient à coeur, en contact avec nombre d'O.N.G. des droits de l'homme européennes, turques, et kurdes impliquées en Turquie, je tenais, avant le vote important du Parlement européen vous faire part de mes réflexions sur ce sujet.

Dans l'espoir qu'elles seront utiles à votre information, je tiens à vous assurer, Madame, Monsieur, de mes sentiments les meilleurs.

Danielle Mitterrand





LA TURQUIE EN CHIFFRES

Superficie totale : 779.452 km²

Superficie des régions à majorité kurde :
230.000 km²

Population totale : 61,2 millions en 1994

Population kurde : 15 à 20 millions (estimation)
dont près de la moitié vivant dans l'Ouest turc avec
d'importantes communautés dans les grandes
métropoles turques : Istanbul (2,5 millions), Adana
(1 million), Izmir, Mersin...

Population urbaine : 61,3%; rurale : 38,7% (1992)

Population émigrée : 2,8 millions (dont 58% en
Allemagne, 9% en France)

Minorités : Outre les Turcs et les Kurdes, qui sont les
deux peuples formant chacun une forte majorité sur
une partie du territoire, la Turquie compte aussi de
nombreuses minorités. Certaines sont reconnues
(Grecs, moins de 5000; Arméniens, environ
50.000; juifs). D'autres ne bénéficient d'aucun statut:
Lazes et Géorgiens (environ 3 millions) sur le littoral
de la Mer Noire, Bosniaques, Arabes (750.000) et
Circassiens.

Religion : Musulmans sunnites : 70%.

Les Kurdes sunnites sont de rite **chaféite** tandis que
les Turcs sunnites sont de rite **hanéfite**.

Musulmans chiites **alévites** : 28,5%

L'alévisme est différent du chiisme duodécimal très
hiérarchisé et dogmatique des Persans et des Azéris
de l'Iran. Environ 25% des Kurdes, ceux des
provinces limitrophes de l'Anatolie centrale turque,
sont de confession alévie.

Autres :

Yézidis (avatar kurde du zoroastrisme) : 0,8%

Chrétiens de rites orientaux et **juifs** : 0,7%

Officiellement laïc, l'Etat rétribue tout le personnel
et le clergé des mosquées sunnites ainsi que l'ensemble
des dépenses des milliers d'écoles secondaires et des
facultés de théologie sunnites. Les autres confessions
ne perçoivent aucun subside de l'Etat.

Langues : turc, kurde, laze, arabe, arménien, grec. Le turc
est la langue officielle de l'administration, de
l'enseignement et des médias. L'arménien et le grec
sont enseignés dans les écoles communautaires de ces
deux minorités. L'arabe est enseigné dans les écoles
religieuses sunnites financées par l'Etat ainsi que dans
les cours coraniques organisés par les mosquées.
L'usage du kurde est interdit dans l'enseignement, les
publications et la radio-télévision même privés.
Langue d'origine indo-européenne le kurde est au
turc, langue ouralo-altaïque, ce que le français est à
l'hongrois.

Alphabétisme : 19,3% en moyenne nationale; environ
35% dans les régions kurdes où nombre de villages
n'ont pas d'écoles et où près de 4000 écoles restent
depuis plusieurs années fermées en raison de la
guerre.

PNB : \$ 171 milliards (1993)

Revenu annuel per capita : \$ 2852,6 (1993)

Revenu annuel per capita dans 19 provinces à
majorité kurde : \$ 204 (1993)

(En 1994 le PNB a baissé de 6%)

Classement mondial du PNUD : 68ème rang selon les
indicateurs du développement humain (IDH) en
1994

Dette extérieure : \$ 67,356 milliards (1993)

Importations en 1994 : \$ 23,270 milliards

Union européenne : \$ 10,278 milliards (44,2%)

dont Allemagne : \$ 3,645 milliards (15,7%)

Italie : \$ 2,008 milliards (8,6%)

France : \$ 1,458 milliards (6,3%)

Royaume Uni : \$ 1,189 milliards (5,0%)

Etats-Unis : \$ 2,426 milliards (10,4%)

Japon : \$ 9675 millions (4,2%)

Pays musulmans : \$ 3,372 milliards (14,5%)

dont Arabie Saoudite (pétrole) : \$ 1,229 milliards
(5,3%)

Fédération de Russie : \$ 1,046 milliards (4,5%)

Républiques "turcophones" : \$ 192,6 millions (0,8%)

Exportations en 1994 : \$ 18,106 milliards

Union européenne : \$ 8,269 milliards (45,7%)

dont Allemagne : \$ 3,934 milliards (21,7%)

Italie : \$ 1,033 milliard (5,7%)

Royaume Uni : \$ 888,9 millions (4,9%)

France : \$ 851,2 millions (4,7%)

Etats-Unis : \$ 1,520 milliard (8,4%)

Japon : \$ 186,5 millions (1,0%)

Pays musulmans : \$ 3,051 milliards (16,9%)

Fédération de Russie : \$ 820,3 millions (4,5%)

Républiques "turcophones" : \$ 444,2 millions (2,5%)

Investissements étrangers en 1994 : \$ 1,484 milliards

Union européenne : \$ 970,6 millions

dont France : \$ 256,3 millions

Allemagne : \$ 223,5 millions

Pays-Bas : \$ 196 millions

Italie : \$ 164 millions

Etats-Unis : \$ 157,3 millions

Japon : \$ 125,9 millions

Pays musulmans : \$ 45,3 millions

Système mono-caméral avec un Parlement appelé **Grande
Assemblée Nationale de Turquie** ayant 450 sièges (à la
suite de l'amendement récent de la Constitution ce nombre
sera porté à 550 lors des prochaines élections).

SYSTÈME POLITIQUE : UN PARLEMENTARISME SOUS L'ÉPÉE DE DAMOCLÈS DE L'ARMÉE

Pourcentage des femmes au Parlement : 2%

Régime de parti unique de 1923 à 1950, dirigé d'abord par le *Chef Éternel* Atatürk (littéralement père des Turcs) puis, à sa mort en 1938, par le *Chef National* İsmet İnönü (ex-général). **Alternance politique** en 1950 avec le Parti démocrate dont 3 leaders, le Premier ministre Menderès et deux de ses principaux ministres, élus par le suffrage universel, furent pendus par les auteurs du Coup d'État militaire de 1960. Transition progressive à un régime parlementaire, lequel fut interrompu en mars 1971 par un nouveau coup d'État militaire destituant le gouvernement Demirel. Retour au régime civil sous surveillance militaire, en 1974, lequel fut à nouveau «suspendu» pour 4 ans par le coup d'État militaire de septembre 1980. Passage au régime civil en 1984.

Idéologie officielle : La Turquie est le seul État européen inscrivant dans sa Constitution une idéologie officielle. Celle-ci est basée sur *«le concept de nationalisme et les principes et les réformes mis en oeuvre par Atatürk, fondateur de la République turque, guide immortel et héros incomparable»*. Selon le préambule de la Constitution *«aucune opinion ou pensée ne peut se voir accorder protection à l'encontre des intérêts nationaux turcs, du principe d'indivisibilité de l'entité turque du point de vue de l'État et du territoire, des valeurs historiques et spirituelles inhérentes au peuple turc, ni du nationalisme, des principes, des réformes et du modernisme d'Atatürk»*.

Constitution : comme les trois précédentes Constitutions de l'histoire turque, la Constitution actuelle, qui date de 1982, a été élaborée et imposée par l'armée selon la conception que celle-ci a de la société et de la démocratie.

Cette Constitution institue et officialise la tutelle de l'armée sur la vie politique du pays à travers le **Conseil de sécurité nationale**, regroupant, en une sorte de Politburo à la soviétique, autour des 5 hauts commandants de l'armée, le président de la République, le Premier ministre et les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Défense. **Le véritable «homme fort» du pays est le chef d'état-major des armées** qui dépend théoriquement du Premier ministre, et non pas du Ministre de la défense comme dans d'autres pays. Le gouvernement civil est surtout chargé de l'administration courante et de la gestion économique dans le cadre des «recommandations» du Conseil de sécurité nationale. A ce jour, toutes ces

«recommandations» sans exception, ont été adoptées, généralement sans débat, par le Gouvernement et le Parlement.

Statut des Kurdes : Depuis la création de la Turquie moderne en 1923, le Kurdistan turc a subi au total 49 ans de régimes d'exceptions : loi martiale, état de siège, état d'urgence, etc. Régenté jusqu'en 1950 par un *Inspecteur général des provinces de l'Est*, il est actuellement placé sous l'autorité d'un «Super Gouverneur» de la Région d'état d'exception. Les deux premiers titulaires de ce poste sont candidats aux élections législatives sur la liste de Mme. Çiller.

PARTIS POLITIQUES

Le carcan étouffant de la Constitution turque n'autorise qu'une vie politique restreinte et sous tutelle. Dans ce cadre restreint ont pu émerger deux partis de droite, conservateurs et autoritaires, et deux partis de centre gauche, nationalistes, ainsi qu'un parti islamiste et un parti d'extrême droite néofasciste. Les tentatives de créer un parti pro-kurde légal (HEP, DEP) ont été brutalement étouffées par la Cour Constitutionnelle.

DYP

(PARTI DE LA JUSTE VOIE) de Mme. Çiller; principale formation de la coalition gouvernementale disposant de 162 sièges sur 450. Fondé par M. Cindoruk, ce parti présidé longtemps par M. Demirel comprend une forte fraction d'ultra-nationalistes turcs idéologiquement proches de l'extrême droite du Colonel Türkes. Il inclut aussi les islamistes conservateurs ainsi qu'une aile plus moderniste proche des milieux d'affaires.

CHP

(PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE) de M. Deniz Baykal, second partenaire de la coalition gouvernementale.

En raison de nombreuses défections, le CHP ne dispose plus que de 48 sièges. Ancien parti unique fondé par Atatürk, de tradition étatiste, jacobine et laïque, ce parti fut dissout lors du coup d'État militaire. Ses partisans fondèrent alors le SODEP, devenu plus tard le SHP, qui finalement en août dernier fusionna avec le CHP reconstitué et passa sous la direction de M. Baykal. Sous des appellations diverses ce parti participe depuis 1991 au gouvernement. Il est affilié l'Internationale socialiste. Héritier ombrageux du kémalisme, et de sa conception de l'État unitaire, il est hostile à toute idée d'autonomie ou de fédéralisme pour le règlement du problème kurde.

ANAP

(PARTI DE LA MERE-PATRIE) de M. Mesut Yilmaz, principale formation de l'opposition, avec 87 sièges. Fondé par l'ancien président Özal, ce parti qui gouverna le pays jusqu'en 1991 a une plate-forme idéologique très proche de celle du DYP de Mme. Çiller. Malgré les pressions des milieux d'affaires souhaitant une coalition gouvernementale forte, des conflits de chefs n'ont pas permis la fusion de ces deux formations de droite.

REFAH

(PARTI DE LA PROSPÉRITÉ) du Prof. Erbakan, cette formation islamiste qui prône *«un ordre juste et propre»* contrôle déjà un grand nombre de villes du pays, dont Istanbul, Ankara, Diyarbakir. Soutenu financièrement par des États arabes du Proche-Orient, disposant d'une presse quotidienne et de sa propre chaîne de télévision ayant une large audience, ce parti se présente comme *«la seule alternative au système de corruption actuelle»* et nourrit l'ambition de devenir le premier parti politique à gouverner seul ou dans une coalition le pays.

DSP

(PARTI DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE) de M. Bülent Ecevit se caractérise par un ultra-nationalisme turc allant jusqu'à refuser catégoriquement de reconnaître l'existence des Kurdes en Turquie, car selon lui, toute reconnaissance ouvrirait la porte à la partition du pays. Au nom de cette même obsession M. Ecevit et l'ancien ministre des Affaires étrangères Mumtaz Soysal, qui vient de joindre son parti, se sont faits d'ardents défenseurs du

régime de Saddam Hussein. Alors qu'il était Premier ministre en 1974, M. Ecevit avait ordonné l'invasion de Chypre par les troupes turques. Son parti dispose actuellement de 15 sièges au Parlement.

MHP

(PARTI D'ACTION NATIONALISTE) du colonel Türkes. Cette formation d'extrême droite néofasciste est traditionnellement chargée, notamment à travers ses troupes de choc, **Les Loups Gris**, de basses besognes d'exécution ou d'intimidation des mouvements turcs de gauche et des militants kurdes. La plupart des membres des unités spéciales opérant dans le Kurdistan sont recrutés parmi ses partisans. Le colonel Türkes a été un partenaire officieux du gouvernement actuel. Le 2 novembre il a conclu une alliance électorale avec Mme. Çiller avec laquelle il entretient des relations cordiales. 7 ministres du gouvernement Çiller dont le désormais fameux Ayvaz Gökdemir, dit Ayvaz le commando, sont proches du colonel Türkes. Le MHP a actuellement 17 sièges au Parlement. Mais il dispose d'une presse quotidienne influente ainsi que d'une chaîne de télévision.

YDP

(PARTI DE LA NOUVELLE DÉMOCRATIE) de M. Cem Boyner a, à ses débuts, suscité de vifs espoirs de renouveau politique en Turquie mais, graduellement, les grands médias contrôlés par Mme. Çiller ont choisi d'ignorer ou de discréditer cet homme d'affaires moderniste et iconoclaste et de le marginaliser. Le YDP a un seul député (kurde) au Parlement et il est peu probable qu'il puisse franchir la barre des 10% aux prochaines élections législatives.

HADEP

(PARTI POPULAIRE DE LA DÉMOCRATIE) créé par certains anciens responsables du Parti de la Démocratie (DEP), pro-kurde, dissout en juillet 1994. A la suite d'une véritable politique de persécution de ses militants par les autorités, en particulier dans les régions kurdes, ce parti pour l'instant toléré aura du mal à retrouver l'audience du DEP.

DES MEDIA AU SERVICE DE L'IDÉOLOGIE OFFICIELLE DE L'ÉTAT

Les étrangers de passage en Turquie ou des observateurs critiquant certains aspects de la politique de ce pays sont souvent choqués par le contenu ultra-nationaliste et militariste des principaux médias turcs et la virulence des campagnes de presse qu'ils orchestrent. Ils observent en même temps que certains de ces médias n'hésitent pas à critiquer tel ou tel ministre, voire le Premier ministre. Pour comprendre le système turc, il faudrait prendre en compte le fait que hormis certaines publications d'opposition de gauche ou islamiste, *les grands médias turcs sont au service de l'État et de son idéologie officielle nationaliste* (d'Atatürk).

La police politique (MIT) et l'état-major, qui disposent d'un vaste réseau d'honorables correspondants influents, veillent en permanence à ce qu'ils considèrent comme *«les intérêts supérieurs de l'État»* et lancent des campagnes de presse orchestrées contre *«les ennemis extérieurs et intérieurs du pays»*. Parmi les victimes célèbres de ces campagnes : Nelson Mandela, *«coupable»* d'avoir refusé un Prix Atatürk de la Paix lui semblant déplacé dans un pays martyrisant sa population kurde; Mme. Mitterrand, le sénateur Edward Kennedy, le leader social démocrate allemand R.Scharping, etc... Ce quadrillage des médias est suffisamment subtile pour tolérer dans chaque journal quelques éditorialistes libéraux critiquant, au nom d'une autre conception du *«patriotisme»*, la politique officielle. Ceux qui franchissent la ligne rouge (critique d'Atatürk et du nationalisme, défense des Kurdes) sont, comme Koray Düzgören de *Hürriyet*, Ahmet Altan de *Milliyet* ou Ismet Imset de *Turkish Daily News*, licenciés illico, souvent sur un simple coup de téléphone d'un responsable de l'état-major des armées.

La concentration facilite aussi un contrôle plus efficace des médias. Deux groupes se partagent l'essentiel de ce marché. Le groupe Dogan, avec les quotidiens à grand tirage *Hürriyet* et *Milliyet*, qui ont chacun leur propre chaîne de télévision; et le groupe Dinç avec notamment les quotidiens *Sabah* et *Yeni Yüzyıl* ainsi que la chaîne de télévision ATV. Les industriels contrôlant ces deux groupes ont par ailleurs des intérêts considérables dans des secteurs dépendant des commandes de l'État et de l'armée. Celle-ci convoque d'ailleurs régulièrement les directeurs des journaux et les télévisions pour des *«briefings»* au cours desquels on leur indique *«la façon de traiter les questions touchant aux intérêts de la nation et de sa défense»*. Il est par exemple *«déconseillé»* de publier sur *«les événements du Sud-Est»* (Kurdistan) d'autres informations que les communiqués des autorités militaires. Et *«la grande presse»* applique à la lettre cette directive.

Enfin, par une politique très généreuse de subsides et de prêts avantageux, le gouvernement a pu s'assurer du soutien de ces médias de grande audience. Les tribunaux et la police se chargent d'étouffer les quelques voix discordantes, comme le quotidien pro-kurde *Özgür Gündem* interdit après l'assassinat d'une dizaine de ses journalistes et le plasticage de ses locaux par la police.

Malgré la diversité de ses titres, les journaux et radio-télévisions turcs qui forment l'opinion publique, sont en vérité, à quelques rares exceptions près, au service de l'État, de ses organes et de son idéologie. Sur un coup de sifflet des *«organes»* cette puissante machine de lavage de cerveau peut se mettre en branle pour dénigrer et diaboliser tel ou tel opposant jugé *«iconoclaste»*, *«traître à la patrie»* ou présenter comme *«un ennemi de la Nation turque»* telle personnalité étrangère critiquant une exaction de l'armée ou de la justice turque ou exprimant des vœux pour l'amélioration du sort des Kurdes en Turquie.

Dans son étude annuelle sur l'état de la liberté de presse à travers le monde, rendue publique le 4 mai à Washington, l'organisation spécialisée américaine *Freedom House* souligne cette dépendance des média turcs et classe la Turquie dans la **catégorie des pays n'ayant pas de presse libre**. Selon cette étude intitulée *«The Presse : Pressed and Opressed»* les lois et réglementations turques influencent gravement le contenu des médias de ce pays, qui subissent également de lourdes pressions politiques.

Sur le pan des actions répressives (assassinat de journalistes, auto-censure, harcèlement, expulsion, violence contre les journalistes et les locaux des journaux) la presse écrite turque obtient la note de 20 sur 20, 20 étant la pire des notes. Dans le classement général, sur cent pays étudiés, la Turquie arrive en 73^{ème} position, loin derrière les pays d'Amérique du Sud (Bolivie, 17^{ème}; Argentine, 29^{ème}), d'Europe orientale (Bulgarie, 39^{ème}; Grèce, 26^{ème}; Croatie, 56^{ème}) et même de nombreux pays africains (Ouganda, 38^{ème}; Burkina Faso, 37^{ème}; Madagascar, 44^{ème}; Zimbabwe, 59^{ème}), Haïti (51^{ème}), l'Arménie (57^{ème}), l'Azerbaïdjan (69^{ème}), le Koweït (70^{ème}) et le Tchad (72^{ème}) ont selon l'étude de *Freedom House*, une presse plus libre que la Turquie qui peut se consoler de devancer les pays comme l'Iran, la Libye, le Turkménistan, la Chine et l'Irak! Piètre consolation pour un pays membre du Conseil de l'Europe et de l'OTAN et candidate à l'Union européenne.

* * *

LE GOULAG TURC

EN DIX PORTRAITS

«Depuis 70 ans la population de Turquie s'est habituée à la dictature et au système d'oppression. La dictature d'Hitler n'a duré que 12 ans.

La nôtre sévit depuis sept décennies. Pour la justifier, nos dirigeants prétendent que le peuple n'est pas prêt à la démocratie, qu'il n'y comprend rien. Est-ce qu'ils y ont compris quelque chose, eux ? Avec de telles prétentions, depuis 70 ans ils humilient et insultent le peuple en décrétant que celui-ci ne comprend pas la démocratie.

Et voilà où ils nous ont conduits ! Ils ont transformé le pays en une vaste prison à ciel ouvert. Vous voulez maintenant m'enfermer derrière des murs d'une petite prison, à l'intérieur de cette vaste prison parce que j'ai exprimé mes opinions dans un journal allemand ? Eh bien, faites-le, Messieurs les juges !».

Cette charge véhémente de l'écrivain Yachar Kemal, contre le régime turc, prononcée le 13 juillet 1995 lors de sa comparution devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, peut paraître «exagérée» à ceux qui ne connaissent de la Turquie que ses sites touristiques, son affable personnel diplomatique ou ses intellectuels d'Etat. Pas à ses hommes politiques et intellectuels dissidents broyés par le système qui, comme Nazim Hikmet ou Yilmaz Güney, comme de milliers d'autres, moins illustres, ont dû finir leurs jours en exil lors qu'ils ne furent pas fauchés par les balles de l'un de ces insaisissables escadrons de la mort et autres supplétifs de la police ou mis à mort par des tortionnaires d'Etat. Les Kurdes, qui ont dû passer 49 des 72 années de la République turque sous des régimes d'exception (loi martiale, état de siège, etc.), livrés, sans recours, à l'arbitraire total de l'armée et de la police, qui subirent tant de massacres, de déportations, de déplacements forcés, de destruction de leurs villages par milliers dans les années 1920-1930 puis, à nouveau, depuis 1992, ne peuvent que souscrire à ces propos de l'écrivain Kemal, contraint, au soir de sa vie, à se faire pamphlétaire pour dénoncer le calvaire de la population kurde et l'hypocrisie et la complaisance des alliés occidentaux d'Ankara se contentant de quelques protestations verbales face à ce drame.

Le tiers du territoire de la Turquie, peuplé de Kurdes, est transformé en une zone libre de chasse à l'homme, qualifiée récemment de «*Kurdish Killing Fields*» par un éditorialiste de *New York Times*. L'armée, la police, les milices et autres forces paramilitaires turques peuvent y abattre qui elles veulent, en toute impunité et sans aucune forme de procès; il leur suffirait de ranger les victimes dans la catégorie

fourre-tout de «terroristes tués au cours des affrontements». Elles peuvent aussi se livrer au pillage des biens, au saccage, aux viols, aux tortures les plus atroces et les plus sadiques. Elles peuvent brûler au lance-flammes des villages, bombarder par des chasseurs bombardiers des forêts et des villages, mitrailler à partir des hélicoptères des civils sans défense, massacrer femmes et enfants kurdes. En toute impunité et dans le silence car la région est soumise à un *black-out* total. Les observateurs et les médias n'y sont pas autorisés. L'armée a pu interdire au Premier ministre Çiller et à M. Baykal de se rendre dans la ville de Lice (située à 70 km de Diyarbakir) qu'elle venait de détruire (voir Lice, ville interdite dans la partie *Documents*). Un secrétaire d'état-adjoint américain, M. John Stattuck, en mission à Diyarbakir, en octobre 1994, désireux de se rendre dans la province de Dersim (Tunceli) où une vaste opération de destruction de villages était en cours reçut à son tour un refus catégorique des généraux turcs pourtant armés par Washington.

Ceux qui pouvaient localement témoigner du sort de la population, dénoncer ces massacres et destructions furent massivement éliminés. 3840 civils, avocats, enseignants, syndicalistes, étudiants ont ainsi été assassinés par des escadrons de la mort où achevés dans des centres de torture, écrit le quotidien turc *Milliyet* dans son édition du 11 décembre 1994. D'autres, par dizaines de milliers, furent détenus pour des garde-à-vue de 30 jours au secret et systématiquement torturés dans un but de terrorisation et d'intimidation, tout comme à l'époque des sultans turcs dans les régions troublées on empaillait un groupe de sujets choisis au hasard pour terroriser le reste de la population.

Dans cette masse énorme de personnes gardés-à-vue, près de 12.000 ont été déferées devant les Cours de sûreté de l'Etat. Plus de 85% de ces prisonniers politiques ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour «*collaboration avec l'organisation terroriste PKK*», en vertu de l'article 168 du Code pénal turc.

Quand on sait que ce même article a été utilisé contre les députés kurdes par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara qui a pu, dans un procès qualifié de «kafkaïen» par des observateurs internationaux, les condamner pour «collaborations avec le PKK» on peut facilement imaginer le caractère caricatural et sommaire des procès se tenant dans l'indifférence de l'opinion devant des cours de sûreté de l'Etat des provinces kurdes aboutissant à ces condamnations en série. Un grand nombre de prévenus refusent d'ailleurs de présenter leur défense devant cette parodie de justice. Il est probable que certains de ces 12.000 prisonniers soient des sympathisants ou des partisans du PKK. Mais un Etat de droit digne de ce nom doit-il juger des sympathies ou de intentions supposées à la place des **actes** ? Or, il est de notoriété publique en Turquie, que les forces turques ne font pas de quartier: ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont impliqués dans des affrontements ou dans des actes de violence sont abattus dès leur capture, sans arrestation ni procès.

A l'en croire des témoignages de soldats turcs publiés dans la presse d'opposition, les commandants de certaines unités turques ont même établi un sinistre de système de primes: ils versent des récompenses à leurs soldats en fonction de têtes et de paires d'oreilles kurdes coupées qu'ils rapportent.

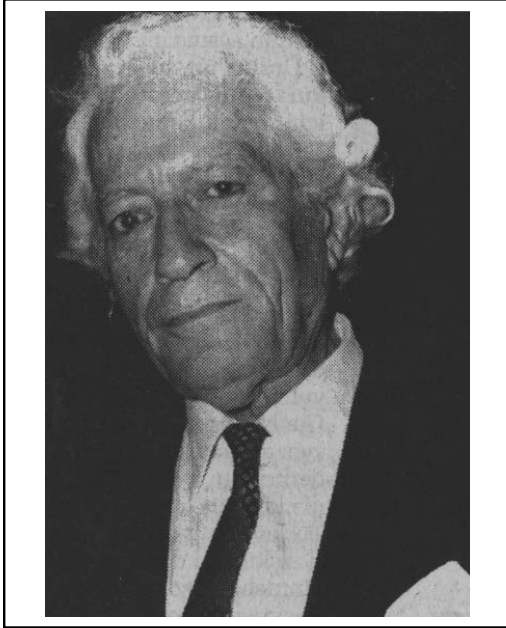
Ces horreurs n'ont déclenché aucune enquête ni sanction dans les rangs de l'armée et de la police. Une commission d'enquête parlementaire sur les «meurtres mystérieux» a dû déclarer forfait devant le refus de coopération de l'armée et du ministère de l'intérieur. En octobre 1994, une centaine de maires de villages de la province kurde de Tunceli arrivèrent à Ankara pour dénoncer la destruction par l'armée de leurs villages et les massacres de civils perpétrés. Le Premier ministre a voulu leur faire croire qu'en fait c'était des «*terroristes du PKK déguisés en soldats turcs*» qui étaient venus brûler leurs villages. Aux maires faisant remarquer que ceux qui avaient brûlé et détruit leurs villages étaient venus à bord d'hélicoptères militaires, Mme. Çiller n'a pas hésité d'affirmer : «*Nous avons des informations selon lesquelles le PKK a acheté des hélicoptères en Arménie et en Russie, ils sont venus de là-bas*».

La frontière arménienne étant à 400 km de Tunceli et toute cette région kurde étant quadrillée par 350.000 soldats et gendarmes turcs, la réponse du Premier ministre, si elle était sérieuse, signifierait l'incurie et le forfait complets de l'armée et aurait dû conduire à la démission de ses chefs. Mais il s'agit, une fois de plus, d'un recours tragique à la **désinformation**.

Une désinformation que dans sa lettre reproduite dans ce dossier le président Özal recommandait chaudement à son Premier ministre. Un député kurde de Mus, Sirri Sakik, dans une conférence de presse donnée en octobre 1993 à Paris, avait donné un autre exemple frappant de cette désinformation gouvernementale. Ayant appris par la télévision qu'une famille entière avait été sauvagement massacrée par le PKK, dans un village de Mus, qui se trouve être le sien, il se rend dans son village, interroge les survivants et établit que ces six membres de sa parenté ont été brûlés vifs dans leur maison par une unité de l'armée. Quand, de retour au Parlement, il interroge le gouvernement à ce sujet, la classe politique turque et les médias l'accusent d'être «*un allié du terrorisme*» car «*il est impossible que l'Etat et l'armée massacrent des citoyens !*». Le courage de M. Sakik lui a valu de se retrouver en prison avec d'autres députés kurdes.

Le PKK, à l'évidence coupable du meurtre des membres des familles des miliciens pro-gouvernementaux, et de fonctionnaires civils turcs, a bon dos. Dans une région soumise à son arbitraire l'armée peut mettre à son compte toutes les atrocités qu'elle commet dans le cadre de **sa politique de terre brûlée et de terrorisation des Kurdes**. Elle croit ainsi pouvoir faire d'une pierre deux coups : casser un maximum de Kurdes «*suspects*» et attribuer ces tueries au PKK pour se poser devant l'opinion en «*défenseur des citoyens d'origine kurde contre les actions terroristes du PKK*».

Malgré des menaces pesant sur leur vie, des députés kurdes, des écrivains, des journalistes et des universitaires turcs et kurdes ont eu le courage de dénoncer cette version militaire, érigée en vérité l'Etat, dangereuse pour la paix civile et pour la cohabitation des peuples kurde et turc. Certains payèrent de leur vie ce courage. D'autres peuplent actuellement la partie visible — celle de la catégorie des prisonniers d'opinion incarcérés à Ankara et à Istanbul — de l'**énorme iceberg du Goulag turc**. Voici, en 10 portraits, quelques figures représentatives de ce Goulag turc :



MUSA ANTER Le Poète assassiné

Ecrivain, dramaturge et poète kurde, chantre de l'amitié turco-kurde, Musa Anter a été assassiné le 20 septembre 1992, à l'âge de 74 ans, par un escadron de la mort près de la ville de Diyarbakir où il se trouvait pour participer à une «semaine culturelle». Sa défense des droits culturels de la communauté kurde lui avait valu une dizaine de séjours dans les prisons turques. Figure de proue de l'intelligentsia kurde, il était également très estimé parmi les intellectuels turcs. Extrait de l'hommage rendu par Yachar Kemal :

«Je ne pouvais pas croire qu'aucun homme, fût-il sanguinaire, tortionnaire ou bourreau ayant à son actif des centaines de meurtres, eût pu s'en prendre à des gens comme Musa Anter. J'ai connu Musa Anter quand je devais avoir vingt-trois ans. Notre amitié durait depuis cette époque. C'était un homme qui portait toujours un regard optimiste sur le monde. Même aux jours les plus noirs, les plus oppressants, il était toujours radieux, toujours plein d'espoir et toujours ferme dans ses convictions. Il cherchait et trouvait dans l'homme le plus infâme un côté positif et s'appliquait à comprendre et à aimer cet homme à cause de son infime côté positif. Il cherchait et finissait par trouver une lueur au bout des ténèbres les plus profondes et au milieu du pessimisme le plus dense il rayonnait d'espoir.

Il appartenait à un peuple éprouvé qui a connu tant de souffrances, tant de persécutions et qui n'a pas été vaincu par l'oppression, la douleur et les humiliations. Il incarnait le rayonnement et l'honneur de ceux qui, malgré tout, n'ont pu être vaincus et n'ont pas courbé l'échine. C'est le sentiment de fierté de n'avoir jamais accepté la soumission qui fondait en grande partie son exceptionnelle personnalité. Il croyait en la culture de

son peuple. Il croyait également que sa culture apportait une contribution à la culture universelle. Il n'a jamais été raciste. Il n'a pas mélangé le nationalisme et le racisme. Il est resté jusqu'au bout socialiste et démocrate. Il s'opposait de tout son être à l'anéantissement de sa culture et de son identité. Son combat a duré, sans discontinuité, jusqu'à la fin, jusqu'à sa mort. C'est d'ailleurs pour cela qu'il est mort. Il n'a pas pu voir la fin de son combat, mais il a vu son rayonnement.

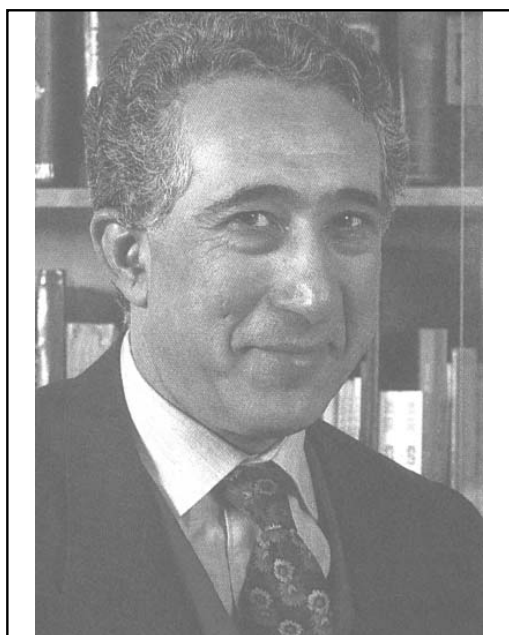
Ceux qui l'ont tué, l'ont fait tuer, ont fait du mal à la Turquie aussi. Tout comme ceux qui ont attaqué la ville de Sîrnak et l'ont réduite en ruines, comme ceux qui ont provoqué un bain de sang à Gôle. Comme ceux qui ont transformé l'Anatolie Orientale en un lac de sang».



İSMAİL BEŞİKÇİ Deux siècles de prison pour délit d'opinion

Sociologue et universitaire âgé de 56 ans. Auteur des nombreux ouvrages critiques sur la société kurde, sur la thèse turque de l'histoire et sur les divers aspects de l'idéologie officielle de l'Etat turc. 27 de ses 31 livres ont été interdits. Ses écrits lui ont valu une cascade de procès. A ce jour, selon un décompte établi par le *Turkish Daily News* du 17 novembre 1995, le total des peines prononcées contre lui atteint 200 ans de prison et des cours de sûreté de l'Etat turque continuent d'instruire d'autres procès contre lui. Actuellement incarcéré à Ankara, M. Beşikçi, qui a déjà passé 14,5 ans dans les prisons turques, est résolu à poursuivre son combat pacifiste pour la défense des Kurdes «au nom du débat scientifique qui ne saurait admettre de tabous et interdictions et

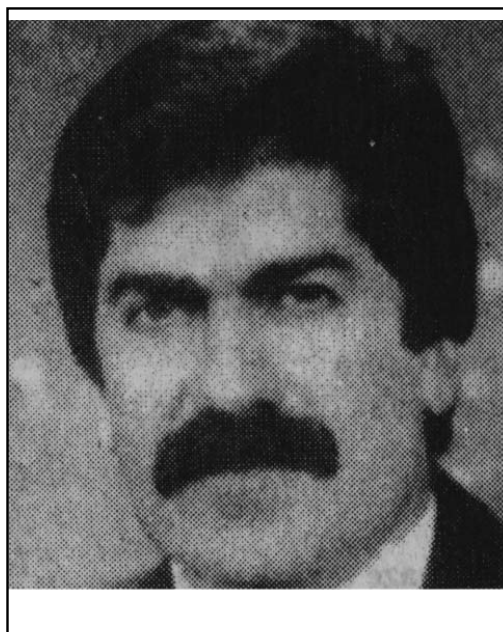
pour sauver l'honneur du peuple turc». Il fustige le manque de courage civique des intellectuels turcs qu'il qualifie de «plumitifs au service de l'Etat». Le sociologue turc a jusqu'ici refusé les distinctions et prix des droits de l'homme proposés par des organisations occidentales pour «dénoncer l'hypocrisie de ces pays dont les gouvernements arment et financent une Turquie coupable de la destruction du peuple kurde tandis que des ONG veulent se donner bonne conscience en récompensant quelques victimes de cette politique féroce». Seule exception à cette règle : les pays scandinaves qui ne vendent pas d'armes à la Turquie. Il a de ce fait accepté, en septembre 1995, le Prix annuel pour la liberté d'expression décerné par l'Union des écrivains norvégiens.



MEHDI ZANA

**Déjà 15,5 ans passés en prison
pour la défense de l'identité kurde**

Militant pacifiste des droits du peuple kurde, Mehdi Zana, 55 ans, fut maire de la capitale kurde Diyarbakir de 1977 à 1980. Il a, depuis 1971, déjà passé 15,5 ans de son existence dans les prisons turques. En mai 1994 il fut condamné à une nouvelle peine de 4 ans de prison pour son témoignage devant une commission des droits de l'homme du Parlement européen, puis à 2 ans de prison pour un discours prononcé à Istanbul et à 2 ans pour un recueil de poèmes d'amour en kurde. Il est actuellement incarcéré à la prison d'Ankara. 3 de ses 4 livres ont été saisis et interdits. L'un de ses ouvrages, publié en français, sous le titre «*La Prison n°5, onze ans dans les geôles turques*» (Editions Arléa, Paris), est un témoignage terrible sur la torture en Turquie.



MEHMET SINCAR
Député kurde assassiné

Il aurait pu, comme la plupart de ses collègues du Parlement, utiliser les privilèges et facilités de ses fonctions de député pour s'enrichir rapidement en jouant les intermédiaires dans l'obtention de contrats et marchés publics puis, au terme de son mandat, aller couler des jours tranquilles et prospères dans une métropole turque. Mais le député de Mardin avait une autre opinion de son métier. Elu du peuple, il voulait exprimer au mieux les aspirations et les doléances de la population. Cela lui valut la haine des unités spéciales de l'armée. Alors même qu'ils se trouvait à Batman, avec d'autres responsables de son Parti de la Démocratie (DEP), pour participer aux funérailles du président de la fédération locale de son parti, assassiné le 1^{er} septembre 1993 par un escadron de la mort, il tomba le 4 septembre, à l'âge de 41 ans, dans une rue commerçante de la cité pétrolière kurde, sous les balles d'autres tueurs. Il devenait ainsi le 54^{ème} dirigeant du DEP à être assassiné impunément en Turquie. Les tueurs n'ont évidemment pas été arrêtés. Des individus se réclamant d'une mystérieuse «*brigade turque de vengeance*» appelèrent certains journaux pour affirmer que «*tous les 17 députés du DEP, à commencer par Leyla Zana, allaient être assassinés de la sorte car en Turquie il n'y a pas de place pour les traîtres kurdes*». Présente à Batman mais retenue par la fatigue L. Zana n'avait pu accompagner son collègue dans sa visite du marché échappant ainsi à une mort programmée. Lors de funérailles de M. Sincar il y eut encore une nouvelle tentative au lance-roquettes contre elle. La maison où elle devait se trouver a été endommagée mais ne s'y trouvant pas en ce moment-là elle a pu, cette fois encore, échapper aux commandos de l'armée turque.



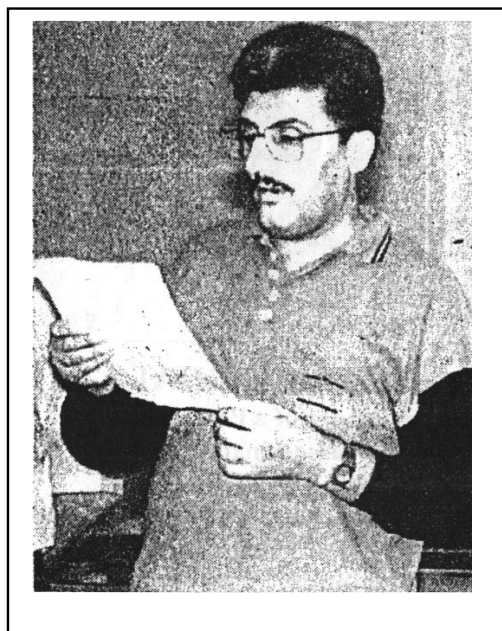
LEYLA ZANA

Une députée

«prête à mourir pour ses idées»

À 34 ans cette première femme députée kurde de l'histoire de la Turquie n'a plus besoin d'être présentée en Europe. Après avoir passé 11 années de son jeune âge devant les portes de prisons turques où son mari Mehdi était détenu, subi nombre d'exactions, de privations et d'humiliations, elle anima d'abord un mouvement de femmes de prisonniers contre la torture et pour le respect de la dignité humaine, puis milita au sein de la section de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme. Elue, en octobre 1991, triomphalement députée de Diyarbakir elle choqua l'establishment turc en ponctuant son sermon d'investiture par une phrase en kurde sur la fraternité kurdo-turque. Témoin infatigable du drame kurde, accompagnant les médias et missions occidentaux dans les provinces kurdes pour leur montrer les atrocités commises par l'armée, multipliant déclarations et interventions à l'étranger elle devint rapidement la bête noire de l'armée. Ses portraits servaient de cibles de choix dans les stands de tir de l'armée et de la police. Echappant de justesse à deux tentatives d'assassinat, elle fut, au retour d'une tournée d'information en Europe, privée de sa levée d'immunité, arrêtée et incarcérée à la prison d'Ankara avec cinq autres députés kurdes. Elle purge actuellement une peine de 15 ans, confirmée par la Cour de Cassation turque ; trois de ses collègues députés, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, condamnés également à 15 ans de prison sont, eux aussi, incarcérés à Ankara. *«J'aime la vie. J'ai deux enfants, un mari et des amis que j'aime beaucoup. Mais mon amour de la Justice est encore plus grand et, s'il le faut, je suis prête à mourir*

pour mes idées» avait écrit dans un retentissant article paru dans le Washington Post du 3 décembre 1994, celle qui est considérée comme *«la Pasionaria des Kurdes»* pour résumer le sens de son combat et sa philosophie. Pressentie pour le Prix Nobel de la Paix, Leyla Zana a reçu le Prix Sakharov pour la liberté d'esprit décernée le 9 novembre 1995 par le Parlement européen.

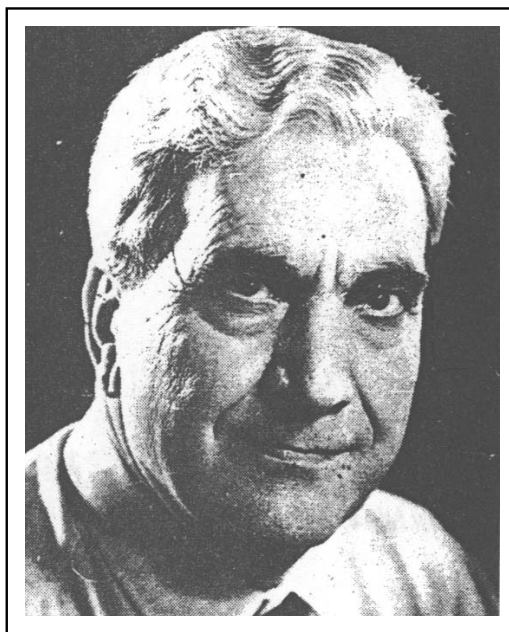


RECEP MARAŞLI

Un éditeur qui a déjà

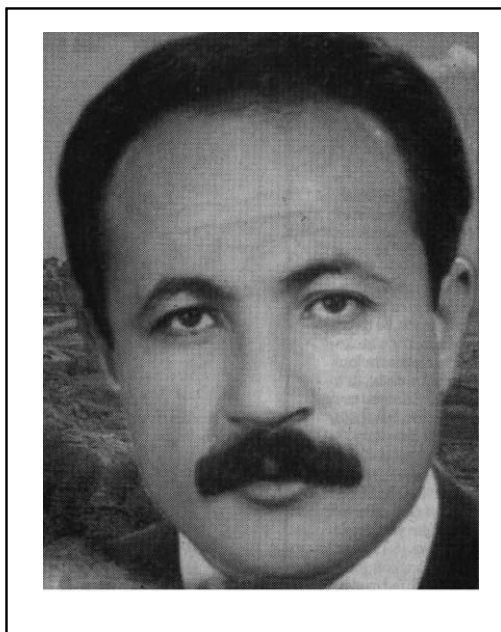
passé 15 ans en prison

Publier des livres sur les Kurdes est un métier aussi risqué que de les écrire. L'éditeur et journaliste kurde Recep Maraslı, 39 ans, est bien placé pour le savoir. Après avoir passé, entre 1971 et 1991, 14 ans dans les prisons turques pour avoir édité des livres et revues sur la culture et l'histoire kurdes il fut libéré à l'occasion de l'amnistie décrétée en avril 1991 par le président Özal. Le 8 juillet 1994 il fut à nouveau arrêté et sévèrement torturé et inculpé le 21 juillet de *«propagande séparatiste»* en vertu de l'article 8 de la loi dite anti-terreur. Parmi les *«pièces à charge séparatistes»* saisies chez lui, un abécédaire en kurde et un livre sur les Arméniens. Une première condamnation à 2 ans de prison a été confirmée en février 1995 par la Cour de Cassation. Adopté à plusieurs reprises comme *«prisonnier d'opinion»* par Amnesty International, R. Maraslı est actuellement poursuivi dans sept autres procès pour délit d'opinion.



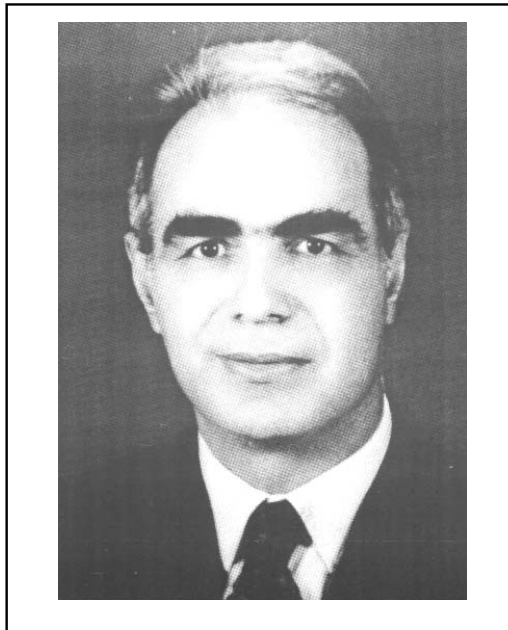
MEDET SERHAT
Avocat dirigeant du mouvement
de la paix assassiné

Avocat kurde installé de longue date à Istanbul, cette personnalité très respectée dans les milieux progressistes turcs et kurdes, sans affiliation politique, fut l'un des fondateurs et dirigeants de l'*Association pour la paix*. Selon la presse turque d'opposition son nom figurait sur la liste d'une centaine de personnalités à éliminer établie par la police politique turque (MIT) et présentée au Premier ministre Çiller lors de son accession au pouvoir pour briser l'intelligentsia kurde libérale. Se sentant très menacé, M. Serhat s'apprêtait à quitter le pays. Quelques jours avant ce départ programmé et alors qu'il rentrait du mariage de l'un de ses proches, sa voiture fut attaquée et criblée de balles sur une route très passante d'Istanbul. Il fut tué sur le coup, à l'âge de 59 ans, ainsi que son chauffeur. Cet assassinat annoncé suscita une vive émotion mais les assassins en service commandé ne furent évidemment pas inquiétés.



VEDAT AYDIN
Militant des droits de l'homme
assassiné à 37 ans

Enseignant kurde, emprisonné de 1980 à 1985 pour sa défense pacifique des droits culturels des Kurdes il créa à sa libération la Section de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme. En octobre 1990, au Congrès annuel de cette association qui compte dans ses rangs de nombreux militants kurdes, il fit un discours en kurde qui lui valut une virulente campagne de presse ainsi qu'un procès pour «propagande séparatiste». Devenu président pour Diyarbakir du HEP (prédécesseur du DEP), le 5 juillet 1991 vers minuit il fut enlevé de son domicile par des hommes armés en civil présentant des cartes de police. Le 9 juillet son corps mutilé, méconnaissable, fut trouvé sur le bord d'une route à 60 km de Diyarbakir. Il avait été abattu de 8 balles, sa jambe droite brisée, son corps couvert de traces de torture. Le 10 juillet plusieurs dizaines de milliers de personnes participèrent à ses obsèques à Diyarbakir. Des membres masqués des unités spéciales de l'armée firent feu sur la foule tuant 7 manifestants, dont 2 enfants.



YUSUF EKINCI

Avocat kurde apolitique assassiné pour l'exemple

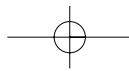
Pour être exemplaire et déstabiliser toute une population la terreur d'Etat doit frapper dans tous les secteurs de la société. Parmi les victimes de la campagne d'assassinats lancée en 1991 par Ankara, dans le cadre de «la guerre spéciale» on compte des personnalités kurdes connues mais aussi des enseignants, des médecins, des avocats des, commerçants, des étudiants ordinaires certes attachés à leur identité kurde mais non mêlés à la politique. Le cas de Me Yusuf Ekinci, prospère avocat kurde d'affaires vivant à Ankara, connu pour son apolitisme, illustre bien cette dernière catégorie. Le 24 février 1994, vers 18 h il quitta son bureau, appelle sa femme pour dire qu'il sera à la maison sous peu. Il ne devait jamais y arriver. Le lendemain on retrouva son cadavre à une trentaine de km d'Ankara. Le rapport d'autopsie établira qu'il a été assassiné cette nuit-là vers 2h30-3h du matin de «14 balles à la pointe bleue» introuvables dans le commerce en Turquie. Me Ekinci était âgé de 52 ans. Pour son frère, Dr. Tarik Ziya Ekinci, ancien député de Diyarbakir, «il n'y a pas de doute que ce sont les forces ténébreuses de l'Etat qui ont commis ce meurtre. Le but est clair: semer la peur et la terreur dans la société, terroriser la population. On veut signifier aux intellectuels kurdes que même les plus innocents d'entre eux peuvent devenir des cibles de ces assassinats. Nul ne doit se sentir à l'abri, nul ne doit se considérer en sécurité. Un Etat qui assassine ainsi ses citoyens, sans procès, par des procédés de gangsters est tout sauf un Etat de droit respectable».

KUŞKONAR

Village kurde martyr

Selon les statistiques de la Région d'état d'exception citée par le quotidien *Milliyet* du 25 juillet 1995, à la fin de l'année 1994 on comptait 2664 villages et hameaux kurdes évacués et détruits. Dès juin 1995, le chiffre de 3000 a été dépassé. Les villes de Lice, Kulp et Sirnak, jadis vivantes et prospères, ont été en grande partie détruite et sont devenues des villes fantômes. Derrière les données abstraites des statistiques il y a des réalités humaines douloureuses. Le cas du village Kuskonar, dans la province de Sirnak, cité dans le récent rapport d'enquête l'organisation humanitaire américaine Human Right Watch est représentatif de ces drames vécus en silence et des méthodes utilisés par l'armée turque dans sa politique de terre brûlée au Kurdistan.

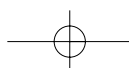
«Le 26 mars 1994 deux chasseur-bombardiers turcs ont lâché 4 bombes de forte puissance sur le village Kuskonar. Les bombes étaient lâchées après un survol d'hélicoptères et après un vol de reconnaissance des bombardiers. Il n'y a de ce fait guère de doute que le bombardement était délibéré. Deux des bombes ont atterri directement au milieu du village habité alors par 150 civils. Vingt quatre paysans ont été tués, dont douze enfants âgés de moins de quinze ans. Sept des corps étaient si sévèrement déchiquetés qu'ils n'étaient pas reconnaissables si ce n'est pas des lambeaux de vêtements» (HRW Rapport, case 3). Plusieurs jours avant ce bombardement l'armée avait exercé des pressions intenses pour amener les habitants du village à s'enrôler dans la milice pro-gouvernementale de «protecteurs de village», ce qu'ils avaient refusé. Dans son rapport de juin 1995 présenté au Congrès le Gouvernement américain confirme que «ce bombardement a eu lieu et que des civils ont été tués». Des organisations des droits de l'homme turques indiquent que dans la même période de 24-26 mars 1994 l'aviation turque a procédé à quatre autres raids tuant dix-huit civils. Elles ont publié la liste nominative des victimes. Au moins 4 bombardiers F-16 de fabrication américaine ont été utilisés dans ces bombardements effectués par l'armée d'un Etat contre une fraction de la population civile placée sous son administration. Après ce bain de sang, le village Kuskonar a été évacué et rayé de la carte



EXAMEN CRITIQUE DES ARGUMENTS TURCS

*Dans le débat sur l'union douanière,
le gouvernement turc et ses défenseurs,
mal à l'aise sur le chapitre des droits de l'homme et
de la situation des Kurdes, avancent une série d'arguments «géopolitiques»
qui, selon eux, plaideraient en faveur d'Ankara.
Que valent ces arguments qu'on pourrait regrouper en dix points :*

- 1- LE ROLE GÉOPOLITIQUE DE LA TURQUIE
- 2- LA TURQUIE EST-ELLE VRAIMENT LE LEADER DE
200 MILLIONS DE TURCOPHONES ?
- 4- LA MENACE ISLAMISTE
- 3- LE «MODELE TURC» PEUT-IL ATTIRER LES AUTRES PAYS
MUSULMANS ?
- 5- LA TURQUIE A-T-ELLE UNE ALTERNATIVE À L'EUROPE ?
- 6- *LES KURDES SONT-ILS DES CITOYENS DE PREMIERE CLASSE ?*
- 7- LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME
- 8- LA JUSTIFICATION DE LA POLITIQUE DE LA «TERRE BRULÉE»
ET DE LA DISPERSION DES KURDES PAR LE PRÉTEXTE DE LA
«LUTTE CONTRE LE TERRORISME SÉPARATISTE»
- 9- LES EFFETS DES AMENDEMENTS RÉCENTS DE LA
LÉGISLATION
TURQUE ?
- 10- L'ENTRÉE DANS L'UNION DOUANIÈRE ENCOURAGERA-T-ELLE
LA DÉMOCRATISATION ?



1 - LE ROLE GÉOPOLITIQUE DE LA TURQUIE

Un regard sur la carte de cette partie du monde montre effectivement la **position géographique exceptionnelle** de la Turquie entre l'Europe des Balkans et l'Asie d'une part et le Caucase et le Proche-Orient pétrolier d'autre part. Cette position vaut à Ankara de bénéficier, depuis l'intégration de la Turquie à l'OTAN, en 1952, d'une généreuse **rente de situation** de la part de ses alliés occidentaux, notamment américains et allemands. En contre-partie de ses bases et autres stations d'écoute sous le ventre mou de la Russie Washington a, au cours de dix dernières années, accordé 7,8 milliards de dollars d'aide militaire à la Turquie¹. Il fournit actuellement à celle-ci 85% de son armement. De son côté l'Allemagne a, depuis des décennies, fait de la Turquie la principale récipiendaire de ses surplus d'armement. Rien qu'en 1994 Bonn a ainsi fait don de 300 chars de l'ancienne armée de la République démocratique allemande (RDA), 100 chars Leopard, 45 bombardiers Phantom, 250.000 Kalachnikovs, 100.000 missiles antichars² à son allié turc.

Malgré la fin de la guerre froide et la dislocation de l'Union soviétique Ankara continue de bénéficier de cette rente de situation et cela continuera dans le cadre de l'OTAN, avec ou sans l'entrée de la Turquie dans l'union douanière.

Cela étant dit, on peut aussi regarder de plus près cette carte de la Turquie pour constater que, hormis peut-être la Géorgie, **la Turquie a des relations tendues et conflictuelles avec tous les Etats voisins. Un autre fait de portée stratégique: en Turquie d'Asie, hormis un petit bout de frontière avec la Géorgie, les seuls voisins terrestres des Turcs sont des Kurdes** peuplant de part et d'autre les frontières de la Turquie avec la Syrie, l'Irak et l'Iran et toute la zone frontalière avec l'Arménie et la province azérie de Nakhitchévan. **La partie stratégique de la Turquie, recelant l'essentiel de ses ressources hydrauliques, pétrolières et minières est précisément le Kurdistan** qui est le théâtre d'un conflit dévastateur. Outre son coût humain et économique énorme (12,5 milliards de dollars en 1994, selon le ministre turc de l'intérieur cité par le *Turkish Daily News* du 29 janvier 1995), ce conflit creuse chaque jour davantage le fossé entre l'Etat turc et la population kurde martyrisée.

A moins de réduire la géopolitique à la simple géographie, la valeur et la fiabilité d'un Etat allié doivent se mesurer à sa stabilité interne. L'exemple du Chah d'Iran qui avec sa «*cinquième armée du monde*» devait jouer le rôle de gendarme régional de l'Occident, celui du «*régime laïc et moderne*» de Saddam Hussein, «*rempart contre l'intégrisme islamique*» est encore dans toutes les mémoires.

Excédée par tant de souffrances et de persécutions et par l'indifférence des Occidentaux, voire leur complaisance envers Ankara, la population kurde pourrait finir par basculer massivement dans le rejet de l'Etat turc, se réfugier dans l'islam ou, en cas de conflit avec un Etat voisin, s'allier avec ce dernier. Il ne s'agit pas d'une hypothèse d'école mais d'un schéma d'évolution bien probable. Commentant la récente réunion à Moscou, dans une salle du Parlement russe, du «*Parlement kurde en exil*», proche du PKK, le député conservateur allemand H. Lummer a ouvertement évoqué le danger d'un basculement des Kurdes de Turquie dans le camp de la Russie. **L'aide inconditionnelle fournie à un régime turc martyrisant sa population kurde finira par perdre la Turquie comme elle a perdu hier les régimes iranien et irakien.**

Fins politiques, **les sultans ottomans avaient compris la position géopolitique exceptionnelle des Kurdes, à qui, dès 1515, ils avaient accordé une très large autonomie, s'assurant ainsi 3 siècles de paix à leur frontière orientale.** Depuis l'abrogation de ce statut, Kurdes et Turcs ne cessent de se faire la guerre. Et cela risque de continuer tant que les Kurdes, très attachés à leur identité, n'auront pas obtenu une maîtrise autonome de leur destin sur leur propre territoire.

2 - LA TURQUIE EST-ELLE VRAIMENT LE LEADER DE 200 MILLIONS DE TURCOPHONES ?

Le discours d'*«un monde turc allant de l'Adriatique à la muraille de Chine»* a connu un certain succès au lendemain de la dislocation de l'URSS et de l'émergence des républiques musulmanes d'Asie Centrale ex-soviétique. Il s'agit en fait d'une *mystification* à laquelle l'opinion turque elle-même ne croit plus. **Il n'y a pas de «monde turcophone»** au sens où il y a, par exemple, un monde francophone, hispanophone, lusophone ou anglophone. Le turc de Turquie, fruit de neuf siècles d'échanges avec les populations autochtones d'Asie Mineure (Grecs, Arméniens, Kurdes, Arabes) et d'une réforme radicale de renouveau et de purification linguistique ordonnée par Atatürk, n'est pas intelligible pour les populations parlant des langues de la famille ouralo-altaïque du Caucase et d'Asie Centrale. **Même Atatürk, s'il revisitait son pays, aurait besoin d'un interprète pour comprendre la presse et les intellectuels turcs d'aujourd'hui.** D'ailleurs tous ses discours et écrits sont traduits en «*nouveau turc*» pour les rendre accessibles aux générations nouvelles ! Certes entre le turc, l'azéri, le turkmène et l'ouzbèke il y a des ressemblances grammaticales et lexicales comme, par exemple, il y a des ressemblances entre le roumain et le français. En ce qui concerne le kazakh et le kirghiz, tout en appartenant à la même famille linguistique, ils ont vraisemblablement

moins de mots en commun avec le turc que n'en ont le kurde et le français qui appartiennent, tout deux, à la famille des langues indo-européennes.

Culturellement et linguistiquement, les derniers contacts des Turcs d'Anatolie avec l'Asie Centrale d'où ils émigrèrent au XI^{ème} siècle, remontent à la campagne militaire du conquérant ouzbèke Tamerlan, en 1402, où les Turcs ottomans essuyèrent à Ankara une sévère défaite. Depuis, l'Asie Centrale est restée dans la mouvance de la civilisation iranienne, puis, à partir du XIX^{ème} siècle, dans le giron russe.

Au début du XX^{ème} siècle, des dirigeants nationalistes turcs, influencés par le pan-germanisme et par le panslavisme ambiants, caressèrent l'idée de créer un Empire pan-turc, dit Touran, allant des Balkans à la Chine. Pour le réaliser ils procédèrent en 1915 au génocide des Arméniens et à la déportation de 700.000 Kurdes, car les territoires de ces deux peuples empêchaient la jonction de l'Anatolie turque avec le Caucase et l'Asie Centrale «turcophone». Cette utopie sanguinaire qui avait pu mobiliser une partie des Turcs crédules échoua en 1920.

Aujourd'hui, à l'heure des communications de masse et de l'avion, ni les citoyens turcs ni les populations d'Asie Centrale ne croient sérieusement à l'existence d'un «monde turcophone». Il est curieux que les dirigeants d'Ankara, malgré leurs propres statistiques sur leurs échanges économiques dérisoires (2,5% des exportations et 0,8% des importations turques en 1994) avec ces «républiques turcophones» croient pouvoir allécher les Occidentaux avec de pareilles illusions. De plus, en raison des déportations de l'époque stalinienne, toutes ces républiques abritent d'importantes communautés kurdes, actives et organisées, qui informent régulièrement leurs compatriotes sur le sort dramatique des Kurdes en Turquie. Le modèle politique turc n'est donc pas exportable dans ces pays qui, de leur histoire récente, gardent au moins une tradition de respect des droits culturels et linguistiques des minorités nationales. Pour d'autres raisons, le modèle iranien n'a pas plus de chances de s'implanter dans ces républiques, à l'exception peut-être du Tadjikistan persanophone.

3 - LE «MODELE TURC» PEUT-IL ATTIRER LES AUTRES PAYS MUSULMANS ?

Le monde musulman est, tout comme le «monde chrétien», d'une très grande diversité culturelle, géographique et religieuse. Les Etats musulmans les plus peuplés (Indonésie, Bangladesh, Pakistan) se trouvent en Asie, sans affinités historique, politique ou culturelle avec la Turquie. Celle-ci, en raison de son passé impérial ottoman, a également une image très négative dans le Maghreb et le

Proche-Orient musulmans arabes. Une rivalité multiséculaire, nourrie des souvenirs vivaces des invasions turques successives et des clivages culturels et religieux, opposent Iraniens et Turcs. En fait, *les Turcs de Turquie constituent un isolat ethnico-culturel dans le monde musulman* et ce sentiment d'isolement se trouve à la base de leur vieil adage: «*Les Turcs n'ont d'autres amis que les Turcs*». Le modèle turc d'un régime parlementaire civil, laïque et semi-démocratique placé sous la tutelle de l'armée, a peu de chances d'exercer une attraction sérieuse sur les élites des pays musulmans. L'idée, américaine, d'une exportabilité du «*modèle turc*», pêche par une méconnaissance des réalités historiques, culturelles et psychologiques des pays de la région.

En revanche, en raison de sa position géographique la Turquie peut jouer le rôle d'un **relais régional pour les industries européennes**, une sorte d'entrepôt avec une main d'œuvre bon marché où celles-ci pourraient assembler ou fabriquer certaines de leurs productions destinées aux marchés du Moyen-Orient et d'Asie Occidentale.

4 - LA MENACE ISLAMISTE

Elle existe et elle pourrait même être potentiellement dangereuse. Depuis les années 1960 l'islamisme politique légal et organisé obtenait environ 15-16% des suffrages. Avant le coup d'Etat militaire de 1980, la formation islamiste du professeur Erbakan a même participé à des gouvernements de coalition dirigés par M. Demirel. Si au cours des dernières années ce courant a pu augmenter sensiblement son audience, au point de conquérir plusieurs grandes villes du pays, cela est principalement dû aux conséquences multiformes de la guerre du Kurdistan. Celle-ci a notamment forcé 5 à 6 millions de Kurdes à quitter leurs terres pour aller s'entasser dans les bidonvilles misérables des grandes métropoles turques ou dans ceux des villes kurdes comme Diyarbakir. Les fondations caritatives islamiques viennent en aide à ces déracinés en détresse, hostiles au régime et à ses partis traditionnels turcs de gauche ou de droite ayant tous soutenu l'armée et sa terrible répression au Kurdistan.

Dans un pays où le vote est obligatoire et où les partis pro-kurdes laïcs sont interdits une fraction substantielle de l'électorat kurde sunnite a voté pour le *Refah* islamiste. Des Turcs marginalisés par la grave crise sociale et économique du pays, elle même conséquence du coût énorme de la guerre du Kurdistan, et choqués par l'étalage ostentatoire de l'opulence d'une petite minorité et par les scandales financiers énormes impliquant les deux partis de la coalition gouvernementale, le Premier ministre et nombre de ses ministres votent également de plus en plus pour le *Refah* qui promet «*un ordre juste et propre*» :

A ces causes structurelles, il convient d'ajouter le soutien de l'armée et du gouvernement aux activités islamistes dans les régions kurdes dans l'espoir d'enrayer aussi la progression du nationalisme kurde laïc. Ce fait, largement connu en Turquie, est aussi attesté par un récent rapport de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain dont des extraits ainsi que l'article d'un journaliste kémaliste turc sur le rôle de l'armée dans la propagation de l'islamisme sont reproduits dans la partie Documents de ce dossier.

Tout en brandissant à l'étranger le spectre de l'islamisme et se présentant comme «un rempart laïc» contre cette menace, Mme. Çiller ne dédaigne pas de recevoir en tête-à-tête les chefs des confréries islamistes, ni même de flirter avec le *Refah*, comme en novembre 1995 pour l'élaboration d'une loi électorale favorisant les grands partis.

Enfin le slogan «Turquie, unique Etat laïc du monde musulman» est un grossier argument de propagande. Sans chercher loin, Ankara doit se souvenir que deux de ses voisins musulmans, l'Irak et la Syrie, sont aussi des Etats laïcs ! La laïcité sans la démocratie est-elle vraiment un progrès ? L'intégrisme nationaliste est-il moins dangereux pour la paix et la stabilité que l'intégrisme religieux ?

5 - LA TURQUIE A-T-ELLE UNE ALTERNATIVE À L'EUROPE ?

On entend souvent dire: «si on ne fait pas entrer les Turcs dans l'union douanière, on va les humilier et par dépit ils vont se détourner de l'Europe». Pour aller où ? S'allier avec qui ? En vérité sur les plans économique, politique et militaire la Turquie n'a aucune alternative à l'Europe. Elle réalise 45% de ses importations et exportations avec l'Union européenne. Le flux actuel de ses échanges avec les pays musulmans ou «turcophones» indique clairement que son économie n'est pas complémentaire avec celles de ces pays. Ankara ne dispose pas, comme l'Iran et l'Irak de richesses pétrolières, pour se permettre un isolement international de quelques années. Ayant des relations tendues, voire conflictuelles (Grèce, Syrie), avec ses voisins et plongée dans un conflit interne ruineux, la Turquie ne pourrait pas survivre sans l'aide militaire et économique des pays occidentaux. Connaissant par expérience ces derniers, leurs faiblesses et leurs préoccupations, Ankara pratique sciemment, avec un art oriental consommé de la ruse, la stratégie dite du bord de l'abîme: «Si vous ne nous acceptez pas tels quels, le pays pourrait basculer dans le communisme (hier) ou l'islamisme (aujourd'hui) et vous serez perdants». Force est de constater que depuis un demi-siècle cette stratégie basée sur le chantage a été payante pour les Turcs !

6 - «LES KURDES SONT DES CITOYENS DE PREMIERE CLASSE, LA TURQUIE NE PEUT DONC PAS LEUR ACCORDER DES DROITS SPÉCIFIQUES»

Ce discours est fréquemment tenu par les dirigeants turcs qui, à l'occasion, n'omettent pas de citer à l'appui de leur thèse tel ministre ou tel général qui serait d'origine kurde voire évoquer «confidentiellement» le pourcentage de Kurdes au Parlement et au gouvernement. Il est exact que des Kurdes renonçant à leur identité et s'affirmant Turcs ne sont pas individuellement discriminés. Dans un pays ayant une longue tradition de janissaires, il y a également des janissaires d'origine kurde cooptés par le système qui peuvent accéder à des postes de responsabilité s'ils se montrent encore plus nationalistes turcs et hostiles aux revendications identitaires kurdes que les Turcs de souche eux-mêmes. Mais, à ce jour, tout Kurde ayant ouvertement revendiqué son identité et demandé des droits culturels et linguistiques collectifs pour sa communauté a fait l'objet de poursuites pénales, arrêté, emprisonné, condamné à de lourdes peines de prison ou à l'exil ou simplement assassiné s'il est perçu comme «un danger grave pour la sécurité de l'Etat».

L'exemple le plus éloquent est celui du militant pacifiste Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, qui a, à ce jour, passé plus de 15,5 ans dans les prisons turques pour avoir revendiqué pacifiquement des droits culturels pour les Kurdes. Sa femme Leyla Zana, députée, a été qualifiée de «traître à la patrie» et vouée à la vindicte populaire pour avoir prononcé une phrase en kurde sur «la fraternité kurdo-turque».

Le régime turc n'étant ni raciste ni discriminatoire dans la répression, des Turcs démocrates revendiquant des droits collectifs pour les Kurdes subissent le même sort. Le plus connu d'entre eux est le sociologue Ismail Besikçi, condamné actuellement à un total de deux cents ans de prison et qui a déjà passé plus de 14,5 ans dans les prisons turques.

Que des individus d'origine kurde aient pu faire le choix de l'assimilation, c'est leur droit. Que ce faisant, certains d'entre eux aient pu accéder à des postes de responsabilité dans le système turc, tant mieux pour eux ! Que les autorités d'Ankara, en mal d'arguments, puissent exhiber ces quelques Kurdes cooptés, non représentatifs de leur peuple, comme «preuves de l'association des Kurdes au pouvoir» c'est un stratagème qui ne vaut guère mieux que celui d'un Saddam Hussein mettant en avant des ministres chrétiens et kurdes de service pour faire croire au caractère «représentatif» de son pouvoir.

Il est temps pour la Turquie de se rendre à l'évidence. Malgré tous ses efforts, malgré tous les moyens politiques, économiques et militaires déployés, sa politique d'assimilation forcée des Kurdes a échoué et est elle n'a aucune chance de réussir à l'avenir. **A côté d'une petite minorité assimilée, la grande majorité des Kurdes, c'est-à-dire des millions de personnes, refusent catégoriquement de renoncer à leur identité, à leur culture.** Quelles que soient les raisons de ce refus de turquisation, cet attachement viscéral à l'identité kurde est un fait aussi incontournable que la volonté des Québécois, des Catalans, des Basques ou des Flamands de rester eux-mêmes.

Dès lors les Turcs n'ont que deux solutions : continuer de refuser de reconnaître cette réalité par la coercition, la terreur et une politique négationniste engendrant inévitablement des conflits et révoltes dévastateurs pour le pays et la paix régionale. Ou reconnaître pleinement cette réalité kurde et chercher à répondre aux légitimes aspirations kurdes dans le cadre de la démocratie et dans le respect de l'intégrité territoriale du pays.

Dans un pays où on compte une quinzaine de chaînes de télévision, plusieurs centaines de radios, une cinquantaine d'universités *en langue turque*, refuser aux Kurdes, qui constituent au moins le quart de la population du pays, le droit d'avoir une seule radio, une télévision ou une école dans leur langue et oser parler ensuite de l'égalité des Kurdes et des Turcs en Turquie est une insulte à l'intelligence et au simple bon sens. De même refuser de reconnaître le moindre droit culturel, le moindre statut spécifique à plus de 15 millions de Kurdes tout en revendiquant un système confédéral bi-communautaire pour les 120.000 Cypriotes turcs nécessite un aplomb extraordinaire ! (Sur le sort des Kurdes voir dans la partie *Documents* le témoignage de Yachar Kemal et l'éditorial satirique du célèbre journaliste turc Ahmet Altan, «*Atakürt*», qui lui a valu d'être licencié du quotidien *Milliyet* et condamné à 20 mois de prison avec sursis par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour «*incitation à la haine raciale*»).

7 - LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

La documentation à ce sujet résumée par le rapporteur du Parlement européen est aussi variée que concordante. Les principales ONG occidentales des droits de l'homme — Amnesty International, Human Rights Watch, Fédération Internationale des droits de l'homme, France-Libertés, International Law Group — ont publié des rapports accablants sur la destruction de plus de trois mille villages kurdes, les exécutions sommaires des opposants, l'emploi

systématique de la torture, les disparus, l'assassinat de plus de deux mille civils par des escadrons de la mort de la contre-guérilla turque, les procès expéditifs à l'issue de gardes-à-vue de 30 jours dans les régions kurdes, le sort des trois millions de paysans kurdes chassés de leurs terres et condamnés à la misère. Elles ont également dénoncé les meurtres de civils et les exactions perpétrés par le PKK contre les membres des milices pro-gouvernementales (protecteurs de village) ou contre les fonctionnaires civils turcs. Cela ne les a pas empêchées d'être qualifiées, par la Turquie d'*alliées objectives du terrorisme*. Ankara a ainsi déclaré *parsonna non grata* le responsable pour la Turquie d'Amnesty International ainsi que Lord Avebury, président du Parliamentary Human Rights Group britannique. En février 1995 une mission du Congressional Human Rights Foundation américaine, dirigée par l'ambassadeur Blackwell s'est vue refuser l'accès de la ville de Lice, en grande partie détruite par l'armée turque. Le co-président de la Commission Helsinki du Congrès américain, le sénateur D'Amato, en visite à Ankara, reçut également un refus turc à sa demande d'enquête dans les régions kurdes. En octobre 1994 le secrétaire d'Etat-adjoint pour les droits de l'homme américain, M. John Shattuck, n'a pu, malgré son insistance, rendre visite à la province de Tunceli où l'armée venait d'évacuer et brûler plusieurs dizaines de villages kurdes.

Le Kurdistan turc, placé sous le régime d'état d'urgence et livré à l'arbitraire total de l'armée et de la police, est soumis à un black-out de fait. Ni les médias, ni les ONG ni les missions d'observation n'y ont libre accès. Pour avoir enfreint cette règle et diffusé une dépêche sur la destruction de villages kurdes par l'armée une journaliste américaine de l'agence *Reuters*, Mlle. Aliza Marcus, a été poursuivie par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour «*incitation à la haine raciale*». A la suite de fortes pressions de l'administration et du Congrès américains elle fut finalement acquittée mais le message d'intimidation est passé; les journalistes n'osent plus aller enquêter dans les provinces kurdes où la plupart des violations massives des droits de l'homme sont perpétrées.

Ayant constaté la pratique massive et systématique de la torture dans les commissariats et les prisons turcs le Comité contre la torture de l'ONU a, au 21 novembre 1993, décidé de rompre sa règle de confidentialité pour alerter l'opinion sur la situation en Turquie.

Enfin, ceux qui seraient sceptiques à l'égard des rapports des ONG pourraient se référer au très officiel *Rapport annuel sur les droits de l'homme* du Département d'Etat américain, paru en février 1995, qui consacre 36 pages, bourrées de faits, à la Turquie dont un résumé réalisé par le quotidien turc *Turkish Daily News* est reproduit plus loin dans ce dossier.

Même en Turquie, jamais sous un gouvernement civil,

les violations des droits de l'homme n'avaient pris une telle ampleur. Au point où le ministre turc chargé des droits de l'homme, M. Azimet Köylüoğlu, a dû dénoncer publiquement *«le terrorisme d'Etat»* (voir le Monde 13 octobre 1994). Il fut, évidemment, rapidement rappelé à l'ordre et dut, à la première occasion, quitter ses fonctions ministérielles figuratives.

8 - LA POLITIQUE DE LA «TERRE BRULÉE» ET DE LA DISPERSION DES KURDES SOUS LE PRÉ-TEXTE DE LA «LUTTE CONTRE LE TERRORISME SÉPARATISTE».

Ankara ne cesse de demander la compréhension de ses alliés envers les violations massives des droits de l'homme qui résulteraient des *«conditions difficiles de la lutte contre une organisation terroriste menaçant l'intégrité territoriale du pays»*. Cet argument qui, à première vue, peut peut-être paraître, «raisonnable» à certain de ceux qui pensent que tout Etat a le droit de défendre par tous les moyens son intégrité territoriale n'est en vérité qu'un thème de propagande dans la vaste panoplie de *«désinformation»* préconisée par le président Özal dans sa lettre confidentielle d'avril 1993 adressée à son Premier ministre Demirel que nous reproduisons plus loin dans ce dossier.

D'abord, faut-il le rappeler, avant même le déclenchement de l'insurrection du PKK, en août 1984, la Turquie perpétuait sur une échelle sans équivalent dans un pays européen contemporain, des violations massives des droits de l'homme. Selon le quotidien turc *Cumhuriyet* du 12 décembre 1989, après le coup d'Etat militaire de septembre 1980, 650.000 personnes ont été gardées à vue et 210.000 procès ont été intentés à la suite de ces gardes à vue; plus de 100.000 personnes ont été condamnées à des peines diverses; les tribunaux militaires ont requis 6353 peines capitales; 50 personnes ont été pendues, 171 personnes sont mortes sous la torture, 30.000 personnes ont dû quitter la Turquie pour des raisons politiques et 14.000 d'entre elles ont été déchues de leur nationalité sur décision du Conseil des ministres; 133.000 livres ont été brûlés et 118.000 autres mis au pilon; 29.000 fonctionnaires, magistrats, policiers et enseignants ont été licenciés; 937 films de cinéma dont 114 de Yılmaz Güney, ont été interdits; 23.667 associations ont été interdites d'activités et dissoutes.

Dans son livre, *La Prison N°5, onze ans dans les geôles turques* (Editions Arléa, Paris 1995), Mehdi Zana donne un témoignage accablant sur la torture et les autres

humiliations horribles de cette période où il n'y avait pourtant ni le PKK ni *menace terroriste* !

Cinq pays européens — France, Danemark, Norvège, Pays-Bas, Suède — avaient d'ailleurs déposé, en 1982, une plainte collective contre la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme pour violations massives et caractérisées de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le PKK au départ un des nombreux groupuscules de la galaxie gauchiste, a pu se développer sur ce terreau de la terreur d'Etat. Il est, en fait, un produit de l'intolérable politique kurde d'Ankara.

Le déclenchement de la lutte armée du PKK, largement amplifiée et magnifiée par les médias gouvernementaux à ses débuts, a fourni aux autorités turques l'alibi tant attendu pour remettre en application, leur politique d'évacuation du Kurdistan et de dispersion des Kurdes visant à déterritorialiser la question kurde et à assimiler progressivement les Kurdes déracinés. Cette politique, conçue au début du siècle, est l'ultime étape du **grand dessin turc de création d'un Etat-nation turc ayant une seule langue et une seule culture**. Dans ce cadre, la Turquie extermina en 1915 sa population arménienne puis, dans les années 1920, elle expulsa 1.200.000 Grecs d'Anatolie vers la Grèce dans la plus vaste entreprise de **purification ethnique** de la période d'entre deux guerres. Dernière population autochtone non turque, les Kurdes devaient également être déportés et dispersés aux quatre coins du pays. Un tiers d'entre eux fut effectivement déporté dans les années 1925-1939. Ankara alla jusqu'à promulguer le 5 mai 1932 une *loi de déportation et de dispersion des Kurdes* pour donner un fondement juridique à sa politique et la systématiser. Celle-ci a dû être interrompue par les impératifs de la Deuxième Guerre Mondiale.

Mettant à profit une conjoncture internationale favorable et *«le prétexte de la lutte contre le terrorisme»* la Turquie procède donc ainsi ouvertement à la dékurdisation du Kurdistan et à la dispersion des Kurdes. Le président Özal fixe même un objectif chiffré à cette politique; *«il ne doit rester que 2 à 3 millions de Kurdes»* dans cette région, vaste comme la moitié de la France où en 1980 on dénombrait plus de 10 millions d'habitants ! Dans une interview accordée récemment au quotidien *Hürriyet*, le général Güres, ancien chef d'état-major des armées affirme; *«l'objectif était de disperser un maximum de Kurdes. Le président Özal disait 'dispersion-les !', 'dispersion-les !'»*.

C'est dans cette optique qu'il faudrait analyser ce que les responsables du Département d'Etat américain, cité par le rapport de Human Rights Watch publié le 21 novembre

1995 (Cf. Documents) appellent «la stratégie de terre brûlée» pratiquée en pays kurde par les forces turques.

Cette organisation humanitaire américaine après de longs mois d'enquête établit, 29 «cas» où «des armes américaines, en particulier des bombardiers, ont été utilisés dans l'attaque contre des villages civils et des hélicoptères de fabrication américaine ont été utilisés dans une vaste gamme de pratiques abusives, y compris la destruction de villages, exécutions extra-judiciaires, torture et mitraillage indiscriminé». Le rapport cite également l'utilisation des armes de fabrication allemande, britannique et belge dans la guerre contre les civils kurdes. Il évoque aussi des «violations substantielles des lois de la guerre par le PKK, y compris les exécutions sommaires, fusillade indiscriminée et le fait de viser intentionnellement des non combattants».

Ces violations et les violences commises par ses militants en Europe ont valu au PKK d'être déclaré «organisation terroriste» et d'être interdit en Allemagne et en France. Alors que l'Etat turc qui pratique une politique de terre brûlée au Kurdistan, qui a rayé de la carte plusieurs milliers de villages kurdes, qui a bombardé et brûlé une dizaine de millions d'hectares de forêts kurdes (Cf. plus loin le témoignage de Yachar Kemal) continue d'être considéré comme un partenaire tout à fait fréquentable !.

Enfin, faut-il le rappeler, **aucun mouvement kurde de Turquie, y compris le PKK, ne remet en cause les frontières existantes. Le séparatisme n'existe que dans l'esprit des dirigeants turcs pour qui tous ceux qui affirment l'existence des Kurdes, d'une langue ou d'une culture kurdes sont des séparatistes et des racistes.** Pour Ankara les seuls Kurdes non racistes et non séparatistes sont ceux qui restent silencieux ou ceux qui sisent publiquement : «quel bonheur d'être turc !» conformément à l'idéologie officielle de l'Etat !

9 - LES EFFETS DES AMENDEMENTS RÉCENTS DE LA LÉGISLATION TURQUE ?

Les amendements à la Constitution militaire de 1982 ne modifient ni le préambule instituant une idéologie officielle de l'Etat (*principes immortels d'Atatürk niant l'existence même des Kurdes*), ni l'article 118 instituant ouvertement, à travers, le Conseil de sécurité nationale la mainmise de l'armée sur les orientations politiques essentielles du pays, ni les principales dispositions attentatoires aux libertés fondamentales d'opinion, d'expression, d'association et de réunion. L'amendement de l'article 8 de la loi anti-terreur a certes permis l'élargissement d'une centaine de prisonniers d'opinion en fin de peine et c'est une très bonne chose. **Mais le délit**

d'opinion reste passible de 1 à 3 ans de prison selon cet article amendé. 19 autres articles du code pénal, dont notamment l'article 312, sanctionnant le délit d'opinion restent en vigueur. Ces lois, qualifiées récemment de «scélérates» par Miguel Angel Martinez, président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe et fin connaisseur de la Turquie, restant en vigueur les tribunaux turcs ne tarderont pas à les appliquer pour arrêter d'autres intellectuels, peut-être même certains de ceux qui viennent d'être libérés et les condamner à nouveau pour délit d'opinion. En avril 1991, dans le cadre d'une offensive de charme vers l'Occident, le président Özal avait promulgué une loi de remise de peines qui a permis la libération de 40.000 prisonniers. La législation répressive turque étant restée la même, on a, à l'heure actuelle, plus de 50.000 prisonniers dont près de 12.000 prisonniers politiques. Plus de 80% de ceux-ci sont condamnés, à l'issue d'une garde-à-vue de 30 jours avec torture et de parodies de procès pour appartenance à une organisation terroriste, selon l'article 168 du code pénal.

Sachant comment, en plein Ankara, sous les yeux d'observateurs internationaux, la Cour de sûreté de l'Etat a pu condamner en 5 audiences sommaires, des députés kurdes à 15 ans de prison selon le même article du code pénal et pour le même chef d'accusation, on peut imaginer sans peine le caractère essentiellement politique des condamnations de ces prisonniers politiques kurdes obscurs dont le sort ne sera aucunement affecté par les amendements cosmétiques introduits récemment par Ankara pour donner un motif de satisfaction minimum aux eurodéputés.

10 - L'ENTRÉE DANS L'UNION DOUANIERE ENCOURAGERA-T-ELLE LA DÉMOCRATISATION ?

Oui à l'en croire les dirigeants de l'actuelle coalition gouvernementale et les hommes d'affaires turcs. A vrai dire, à moins d'avoir une foi ferme dans l'économisme, de croire que le développement d'échange économiques conduit forcément à plus de démocratie, on ne voit pas de corrélation évidente. Passé le cap difficile du vote de l'accord d'union douanière que peut faire le Parlement européen pour influencer l'évolution politique en Turquie ? Voter des résolutions ? Depuis 1987, elle a voté d'excellentes sur le problème kurde, sur Chypre, sur la nécessité de la démocratisation en Turquie. Elles ont, dans le meilleur des cas, suscité une vague protestations d'Ankara et l'ire habituelle et passagère des médias turcs, sans avoir plus d'impact tangible que des résolutions similaires du Conseil de l'Europe dont la Turquie est membre de plein droit. Le dialogue turco-européen au sein du Conseil a souvent été un stérile exercice de monologues

juxtaposés. Même la menace d'une suspension de la délégation turque n'a pas modifié d'un iota la politique turque. Et le Conseil de l'Europe a, dans l'affaire turque, beaucoup perdu de sa crédibilité et de son prestige.

Que peut faire de plus le Parlement européen une fois qu'il aura utilisé sa carte maîtresse de ratification ? Bloquer éventuellement les protocoles financiers ? Mettre des conditions à l'aide économique ? Introduire des clauses suspensives dans l'accord d'union douanière ?

Il serait en tout cas hasardeux de compter uniquement sur le bon vouloir des autorités civiles turques, prisonnières d'un système dominé et surveillé par une armée autoritaire. Espérer « éduquer les Turcs » par la grâce du dialogue et des échanges suscités par les mécanismes de l'union douanière relèverait plutôt d'une illusion paternaliste car les Turcs pensent précisément qu'ils auront à éduquer leurs futurs partenaires européens qui les comprennent mal !

En tout cas, **la clé de voûte de la démocratisation en Turquie est le règlement problème kurde**. Si ce problème trouve une solution satisfaisante ne remettant pas en cause l'intégrité territoriale du pays, la Turquie n'aura plus besoin de sa législation liberticide actuelle dont les victimes, à quelques rares exceptions près, sont des Kurdes revendiquant leurs droits ou des Turcs prenant leur défense. Sans le spectre du séparatisme ce pays, qui arrive tout juste au 64ème rang dans le classement mondial du PNUD, ne se croira pas obligé de consacrer une part

considérable de ses ressources à l'entretien de la deuxième armée de l'OTAN par ses effectifs (environ 800.000 soldats) et cette armée n'aura plus d'alibi pour justifier sa mainmise sur ce pays. **Sans le règlement du problème kurde, qui se trouve à la base de la plupart des conflits et difficultés de la Turquie, les efforts de démocratisation resteront limités, conjoncturels et sans lendemain.**

Le Parlement européen, s'il veut vraiment favoriser la démocratisation de la Turquie, devrait se fixer cette priorité. De l'Espagne à la Belgique, nombre de pays de l'Union ont une expérience riche et précieuse du problème de la cohabitation des langues et cultures différentes. Le Parlement pourrait faire appel à cette expérience. Le Prix Sakharov décerné à Leyla Zana est un pas symbolique important dans la prise en compte du problème kurde en Turquie et de la recherche d'une solution pacifique. Absente de Bosnie et du Proche-Orient, l'Union européenne pourrait jouer un rôle de premier plan pour l'établissement de la paix et de la démocratie dans cette Turquie dont elle souhaite si vivement l'ancrage à l'Ouest.

1- L'éditorial du *New York Times* du 17 octobre 1995, *America Arms Turkey's Repression*, reproduit dans la partie Documents de ce dossier.

2- *The European*, 7 avril 1995.

À QUI PROFITERA L'UNION DOUANIÈRE ?

Le Parlement européen est appelé le 13 décembre à donner son avis sur l'accord d'union douanière conclu le 6 mars dernier à Bruxelles.

Ce scrutin tant attendu aura sans doute des conséquences durables sur les relations turco-européennes. Il pourrait également avoir un impact important sur le regard que portent les citoyens de l'Union européenne sur leur Parlement, sur son prestige moral et sur sa vigilance démocratique.

Malgré certains discours officiels tendant à présenter l'union douanière comme un simple arrangement commercial, au demeurant économiquement avantageux pour l'Europe, nombre de citoyens, d'élus et d'ONG européens, ainsi d'ailleurs que les Turcs, la considère comme l'antichambre déguisée d'une adhésion pleine à l'Europe.

L'Union européenne qui se définit comme une espace de paix, de démocratie et de respect d'autrui peut-elle, doit-elle signer un tel accord, avec un pays comme la Turquie qui, selon les conclusions mêmes du Rapporteur du Parlement est loin de remplir ces critères de base ?

A qui va profiter une ratification votée 10 jours avant des élections législatives turques organisées dans la plus grande confusion politique et institutionnelle ? Certainement pas aux partis d'opposition, de droite ou de gauche qui, hormis le *Refah* islamiste, sont pourtant tous pro-européens mais ne peuvent se prévaloir de cette « victoire turque en Europe ». **Très peu au Parti Républicain du Peuple (CHP) de M. Baykal qui, la première fois dans sa longue histoire risque de ne pas franchir la barre des 10% et, de ce fait de ne plus être représenté au Parlement.** Son électorat traditionnel — Kurdes, alévis, mouvement ouvrier, intellectuels libéraux — lui reproche amèrement d'avoir, pendant quatre ans, servi de faire-valoir de gauche à une coalition gouvernementale responsable de la destruction de plus de 3000 villages kurdes, de déplacements forcés de plusieurs millions de paysans kurdes, d'assassinats de milliers de civils par les escadrons de la mort ou dans des centres de tortures, et de la plus grave crise sociale de l'histoire du pays. Que ce parti se soit résolu à cautionner cette politique à

contre cœur, avec des états d'âme, dans le but de « limiter les dégâts » comme l'affirment ses dirigeants, ne change guère l'ampleur de la déception et de la désaffection des électeurs qui semblent accorder peu de crédit à ses nouvelles promesses de « démocratisation » et de « règlement pacifique du problème kurde » dans la mesure où en quatre ans il n'a tenu aucun de ses engagements antérieurs dans ces domaines ? La désaffection touche désormais, le cœur même de cette formation avec la démission de 17 députés sur les 65 que comptait ce parti. Parmi les démissionnaires, six ministres, dont M. Mumtaz Soysal, ex-ministre des Affaires étrangères, Ismail Cem, ex-ministre de la Culture, et le vice-président du groupe parlementaire, M. Kamer Genç.

Plutôt que la démission, l'ancien président de cette formation, M. İnönü a décidé de se retirer définitivement de la vie politique.

Il devient dès lors clair que c'est Mme. Çiller, qui tirera tout le bénéfice d'une ratification de l'union douanière dans les circonstances actuelles. Se vantant d'avoir séduit Bill Clinton et John Major par son « charme » et convaincu Felipe Gonzales par sa « promesse » d'un soutien turc à la candidature du ministre espagnol des Affaires étrangères au poste de secrétaire général de l'OTAN, elle se présente déjà au public turc comme la « conquérante de l'Europe ». Une image forte symbolisant cette conquête, la photo de Jacques Chirac lui baisant la main sur le perron de l'Elysée, sera utilisée comme principale affiche de sa campagne électorale, cela dans une culture où le baise-main n'est pas considéré comme une marque de galanterie mais comme un acte d'allégeance et de soumission !

Or malgré son langage moderne, et ses professions de foi démocratiques à l'étranger, Mme. Çiller, à l'en juger d'après sa pratique gouvernementale depuis juin 1993, est tout sauf un leader démocrate fiable. Arrivée au pouvoir avec la promesse d'« embrasser les 12 millions de Kurdes du pays avec l'amour d'une mère » et de leur accorder « un statut d'autonomie sur le modèle du Pays basque en Espagne », elle a rapidement conclu une alliance funeste avec les nationalistes ultras de l'armée pour intensifier la politique de destruction de villages kurdes et du dépeuplement du Kurdistan amorcée par

le gouvernement précédent, établir des listes des intellectuels et hommes d'affaires kurdes «suspects» qui furent assassinés les uns après les autres, instaurer un *black-out* total sur «les événements du Sud-Est». C'est elle qui, à la demande du chef d'état-major des armées, fit lever à la hussarde, la levée de l'immunité parlementaire de Leyla Zana et de ses collègues du Parti de la démocratie (DEP) avant de dissoudre ce parti sous prétexte de «*propos séparatistes*» que son ex-président auraient tenus à l'étranger et de faire condamner à de lourdes peines de prison les députés kurdes coupables d'exprimer pacifiquement les aspirations de la population qu'ils représentent. Le 21 septembre, dans une déclaration à la presse son vice-premier ministre actuel, M. Deniz Baykal, dénonçait : «*Mme. Çiller est un pantin dont les fils sont tirés par d'autres. Elle est faible et indécise. Elle m'a dit qu'elle pensait comme moi mais qu'elle ne pouvait pas prendre certaines décisions concernant la démocratisation. Où peut-on aller avec un Premier ministre, simple jouet d'une coalition secrète qui dirige le pays*». Cette «*coalition secrète*» étant celle de l'état-major militaire et des chefs de la police politique (MIT).

Le 2 novembre, commentant la conclusion d'une alliance électorale entre le Premier ministre turc et le colonel Türkes, chef du Parti d'action nationaliste, néofasciste, le secrétaire général de la formation de M. Baykal, partenaire de la coalition gouvernementale, n'hésitait pas à déclarer à la presse : «*Tansu Çiller est le cheval de Troie de l'extrême droite fasciste et raciste. L'avenir de la démocratie et du pays est en grand danger*».

Un autre partenaire majeur de Mme. Çiller, l'ancien président du Parlement, H. Cindoruk, alerte également l'opinion sur «*le péril du fascisme qui guette le pays et qui étend sa mainmise à l'ombre de Mme. Çiller*». Intervenant le 4 novembre sur la chaîne privée InterStar il a dénoncé «*le nationalisme à la Serbe du gouvernement Çiller qui prétend réaliser l'unité du pays en brûlant de villages et par des pratiques violentes, criminelles et racistes*» avant d'ajouter : «*une bande de militaires d'extrême droite, d'usuriers, de spéculateurs, de pilleurs d'Etat s'est emparée, grâce à Çiller, de commandes de l'Etat. Ce sont des partisans enragés de la violence ; ils ne peuvent prospérer que grâce à la guerre et par des politiques de violence. Tant que cette bande n'aura pas été éliminée, il n'y aura pas de démocratisation en Turquie ; et le sang ne cessera pas de couler et la Turquie ne pourra pas entrer dans l'Union européenne*».

La liste des candidats du Parti de la Juste Voie (DYP) de Mme. Çiller pour les prochaines élections ne fait que renforcer les appréhensions de M. Cindoruk. Outre le général Gures, ancien chef d'état-major des armées, et

les deux anciens «super-gouverneurs» de la Région d'état d'urgence kurde, on y rencontre les principaux chefs de police et directeurs de sûreté du pays, des directeurs de plusieurs banques d'Etat, de hauts dirigeants du Trésor et des Finances impliqués dans des scandales financiers gigantesques au profit du couple Çiller et des proches collaborateurs du Premier ministre, des procureurs et des juges ayant «étouffé» ce pillage de l'Etat, des personnages impliqués dans des affaires de tortures et de disparitions, etc. Tout ce monde interlope cherche à se faire élire afin de bénéficier de la protection de l'immunité parlementaire le mettant à l'abri d'éventuelles poursuites légales pendant les cinq années de la prochaine législature et lui permettant de vaquer tranquillement à ses frauduleuses affaires pendant que près de 12.000 personnes, dont 4 députés et de nombreux intellectuels, croupissent dans des prisons turques pour des délits politiques. Face aux railleries de l'opinion qualifiant son parti d'«*académie de police*», Mme. Çiller a eu cette réplique : «*nous sommes l'armée de l'Etat*».

Questions à nos eurodéputés : voulez-vous vraiment favoriser un tel parti turc ? Si Mme. Çiller, malgré vos fortes pressions depuis un an et malgré l'aiguillon de son partenaire de coalition, n'a pas satisfait la plupart de vos conditions minimales de respect de droits de l'homme, pensez-vous que demain, une fois l'union douanière ratifiée, se trouvant à la tête d'un parti dominé par des chefs de police et des militaires ultra, gouvernant seule ou avec son allié d'extrême droite, le colonel Türkes, elle tiendra ses vagues promesses de démocratisation alors que vous n'aurez plus guère de moyen de pression concrets sur Ankara ? Que se passera-t-il si demain la Turquie sombre dans une dictature d'extrême droite laïque et civile ? Conservera-t-on l'accord d'union douanière au nom du «*nécessaire dialogue avec un allié stratégique important*» ? Disposez-vous des mécanismes de contrôle autres que l'avis conforme demandé au Parlement européen à l'occasion de l'octroi d'aides financières communautaires en faveur d'Ankara ?

Enfin, il ne fait guère de doute que la ratification, dans les conditions actuelles, de l'accord d'union douanière avec la Turquie sera interprétée et présentée par celle-ci comme **un quitus** donné par l'Europe démocratique à son système politique, à son intolérable politique kurde, à sa répression brutale des opposants, à ses lois liberticides. Ce quitus donnera une prime imméritée à Mme. Çiller et à son parti et ne pourra que saper le crédit moral de l'Europe en général et du Parlement européen en particulier auprès des démocrates kurdes et turcs qui ne manqueront pas de

leur reprocher d'avoir sacrifié leur principes sur l'autel des intérêts commerciaux de leurs marchands. Les victimes kurdes et turques du régime turc, les militants des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix ne manqueraient pas de se sentir déçus, et humiliés, par un Parlement européen posant d'abord de fortes conditions de démocratisation, de respect des droits de l'homme, de libération de députés kurdes et de tous les prisonniers d'opinion, se contentant ensuite, au moment fatidique, de quelques vagues mesures cosmétiques et circonstancielles pour se plier, sous la pression des gouvernements et des groupes industriels, à la raison d'Etat !

La ratification aurait aussi des conséquences néfastes sur l'intégration des 3 millions de Turcs et de Kurdes résidant dans les pays de l'Union européenne et vivant souvent au diapason de leur pays d'origine, de ses conflits et de ses passions. Dans leur immense majorité ces immigrés, qui savent d'expérience ce qu'est une démocratie, au sens européen, ont une opinion très négative du régime politique turc et déplorent la complaisance des gouvernements occidentaux envers Ankara. Une ratification sans principes de l'union douanière fournirait un nouveau et puissant argument à tous les groupes qui dénoncent « *l'hypocrisie et le mercantilisme des Occidentaux* » et leur indifférence à la tragédie kurde et au sort des démocrates en Turquie. Ici comme ailleurs, la perte de foi dans la démocratie et dans la vigilance morale de ses institutions fait le lit des extrémistes porteurs de conflits.

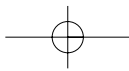
On aurait également tort de sous-estimer la sensibilité de l'opinion publique européenne. Selon un sondage cité par le journal allemand *General Anzeiger* du 29 juin, plus de 80 % des Allemands désapprouvent la Turquie pour sa politique envers les Kurdes et les droits de l'homme et 60 % attendent du gouvernement allemand plus d'initiatives dans ce domaine. Désespérant de la capacité dévolution démocratique des dirigeants d'Ankara, plus de 80 % des Allemands interrogés se déclarent même favorables à la création d'un Etat kurde ! La sensibilité de l'opinion au problème kurde n'est pas moindre en France, au Bénélux, dans le pays scandinaves et en Grande Bretagne, sans oublier la Grèce et l'Autriche familières de longue date de cette cause qui a des défenseurs de

plus en plus nombreux en Espagne et en Italie également.

Après le règlement en cours du problème palestinien et du conflit bosniaque, le problème kurde apparaîtra avec plus d'acuité comme la clef de voûte de la problématique de la paix, de la stabilité et de la démocratie en Turquie et dans plusieurs Etat du Proche Orient. L'Union européenne, si elle ne veut pas une fois de plus laisser les Américains tirer les marrons du feu, a les moyens politiques, économique et humains de jouer un rôle décisif dans ce domaine. L'accord d'union douanière pourrait être un premier et important moyen de négociation avec la Turquie dans ce domaine.

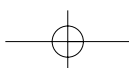
Toutes ces raisons nous semblent militer en faveur d'un ajournement de six mois ou un an de la ratification de l'union douanière. Cela permettrait d'abord d'observer une attitude de stricte neutralité dans les élections législatives turques, d'attendre l'émergence d'une nouvelle majorité politique disposant de la durée et capable de s'engager sérieusement sur les réformes de démocratisation exigées par le Parlement européen. L'opinion turque comprendrait et apprécierait le souci des eurodéputés de ne pas influencer les élections turques; l'opinion européenne et les millions de victimes de la politique répressive du gouvernement turc sauraient gré au Parlement européen de ne pas avoir transigé sur ses exigences démocratiques et d'avoir eu la sagesse et la patience de proposer à Ankara un dialogue constructif en vue d'une véritable démocratisation du système politique turc, de la libération de tous les prisonniers d'opinion et de l'amorce d'un règlement politique du problème kurde en Turquie.

En un mot, la ratification immédiate ne profitera qu'à Mme. Çiller, à son parti et aux milieux d'affaires. Un report permettrait de préserver l'avenir, d'honorer les principes et les valeurs de démocratie et de civilisation qui fondent l'Union européenne et de favoriser l'évolution démocratique et l'intégration à terme d'un pays qui, lorsqu'il deviendra une véritable démocratie, devra avoir toute sa place en Europe.



Documents & Témoignages

- QUAND L'ARMÉE, REMPART SUPPOSÉ DE LA LAICITÉ,
SOUTIENT LES ACTIVITÉS ISLAMISTES
 - Extrait d'un rapport du Sénat américain
 - Le journaliste turc O. Akbal explique comment
les militaires sont complices de l'islamisme
- DROITS DE L'HOMME : EXTRAIT DU RAPPORT DU DÉPARTEMENT
D'ÉTAT AMÉRICAIN
- LA POLITIQUE KURDE DE LA TURQUIE EXPOSÉE
PAR LE PRÉSIDENT ÖZAL
- LE TORT D'ÊTRE KURDE EN TURQUIE ; PLAIDOYER DE
YACHAR KEMAL, SUIVI DE LA SATIRE DU JOURNALISTE TURC
A. ALTAN : «*ET SI ATATÜRK AVAIT ÉTÉ UN GÉNÉRAL KURDE ?*»
- LA POLITIQUE DE LA «TERRE BRULÉE» AU KURDISTAN :
 - Une première liste des villages détruits
 - Témoignage d'Ismail Besikçi :
«*Lice, ville kurde interdite*»
- L'USAGE DES ARMES OCCIDENTALES CONTRE LES CIVILS KURDES:
 - Extrait du rapport de Human Rights Watch (nov. 1995)
 - America Arms Turkey's Repression (*New York Times*)
- POINTS DE VUE ALLEMANDS SUR LA DÉMOCRATIE
À LA TURQUE
 - Cette Turquie-là n'est pas de notre monde
 - Faible comme un Premier ministre turc,
fort comme un militaire turc
 - Quand le Premier ministre flirte avec l'extrême droite
néofasciste : «*Les liaisons dangereuses de Mme. Çiller*»



Quand l'armée, rempart supposé de la laïcité, soutient les activités islamistes

TURKEY CHECKS ITS COMPASS

A MINORITY STAFF REPORT

TO THE

COMMITTEE ON FOREIGN RELATIONS UNITED STATES SENATE

SEPTEMBER 1995

A DANGEROUS FLIRTATION WITH ISLAM

Despite claims that it regards fundamentalism as a threat to its secular heritage, the government of Turkey appears to be encouraging and even sponsoring Islamic activities in an attempt to bring the country together and defuse separatist sentiments. Since Turks and Kurds share a common Islamic heritage, Turkey apparently is attempting to use religion to bind together the two ethnic groups. Such a strategy holds inherent risks. Several governments in North Africa and the Middle East, for instance, promoted Islamic groups as a counterweight to radical leftist organizations during the 1970's and early 1980's. Some of those Islamic groups now pose a direct threat to the stability of the very governments that promoted them. Turkey's flirtation with Islam accordingly could backfire and inadvertently provide a foothold for Islamic extremists and threaten Turkey's long history of secularism.

It would be interesting to determine whether or not Turkey's promotion of Islam contributed—either directly or indirectly—to the recent rise in prominence and electoral success of the Islamic Refah party. Such a determination was beyond the scope of our investigation, but would be well worth additional study and analysis.

THE KURDISH PROBLEM

In Diyarbakir, the largest city in Kurdish-inhabited southeast Turkey, local custom has it that just beyond the walls of the old city lies the site of the Garden of Eden. In today's context, it is hard to imagine that Diyarbakir could have ever been considered paradise. It is dirty, overcrowded, and while shops and marketplaces appear comfortably full, there appears to be little employment opportunity. By some estimates, the city's population has grown from roughly 300,000 to more than 1,500,000 during the past five years. The city has become a haven for rural Kurds forced to evacuate neighboring towns and villages destroyed by the Turkish military, and as such it has become a symbol of the ethnic difficulties that persist in Turkey.

Diyarbakir—like the country as a whole—is caught between a vise, with the Turkish military on one side and the Kurdistan Workers Party (PKK) on the other. It must not be overlooked that the PKK poses a grave threat not only to Turkey, but to regional stability as well. The PKK—which employs ruthless terrorist tactics against innocent noncombatants in Turkey and against innocent civilians elsewhere in the Middle East and Europe—bears direct responsibility for much of the tension in southeast Turkey and for prompting the recent Turkish invasions of Iraq. Surprisingly,

Quand l'armée, rempart supposé de la laïcité, soutient les activités islamistes

in his list of Turkey's greatest security concerns. When questioned about this, he said: "The PKK is a threat to Turkey's security, but it is not considered major threat because we have cracked down on the bulk of it."

As a result of the ethnic strife, Diyarbakir and nine other provinces in the southeast have been under a state of emergency for the past 8 years. Turkish officials, local residents, and some independent observers suggest that tensions have subsided during the past 2 years, and there is anecdotal evidence to support such a claim. In prior visits to Diyarbakir, it was commonplace to see armored personnel carriers and other military vehicles patrolling the streets, machine gun-toting security personnel posted throughout the city, and checkpoints at main thoroughfares. During this visit, we saw only one checkpoint and witnessed many city residents on the streets after dark.

From these observations, one should not conclude that Turkey's policies and actions in Diyarbakir have been an unqualified success. It is evident that the existing calm is tenuous and the result of Turkey's overwhelming—and at times oppressive—security presence, which has exacted a high cost in terms of human rights violations.

Turkey, in fact, has an almost paranoid fear of losing or compromising its Turkish identity. The Government of Turkey accordingly is unable—or unwilling—to distinguish the genuine threat posed by the Kurdistan Workers Party (PKK) from the legitimate rights and aspirations of the Kurdish people. Contrary to how Turkish officials characterize the Kurds' desires, the overwhelming majority of Kurds with whom we met didn't speak of a separate Kurdish state or even a federation, but rather of their desire for an opportunity to express their cultural identity within Turkey. Turkey's government refuses even to acknowledge that there is a "Kurdish problem," and thereby is ignoring the real issue. Even U.S. Embassy officers admonished us not to speak of the "Kurdish problem" for fear of suggesting to Turkish officials that the U.S. supports a separate Kurdish state. Rather, we were encouraged to refer to it as "the problem in the Southeast."

There is independent data which belies official Turkish views of Kurdish goals and aspirations. Our visit to Turkey coincided with the release of a study, authored by Professor Dogu Ergil and sponsored by the Turkish Chambers of Commerce, which contained polling results demonstrating that few Kurds advocate separatism, and that most want to continue to live within Turkey—but to have greater cultural rights. The report continues to be the subject of a great deal of debate and discussion, with some Turks calling Ergil a CIA agent and others suggesting that the government may have had a role in sponsoring the report to test the level of public tolerance—or even to lay the ground work for reforming the Anti-Terror law.

Even the notion of cultural identity is misunderstood by Turkish officials. One official who is close to the Prime Minister automatically equated calls for cultural identity with demands that Kurdish be declared an official language. He could not conceive that Kurds would be satisfied with something less—such as being rid of the fear of prosecution and incarceration for speaking or teaching Kurdish, or for engaging in political discussions on Kurdish issues, or for publishing articles on the Kurdish identity.

Quand l'armée, rempart supposé de la laïcité, soutient les activités islamistes

Les militaires complices de l'islamisme

Les généraux ont trahi Atatürk au nom d'Atatürk

L'islamisme turc, qui a surgi en force en 1994, n'est pas tombé du ciel. Les généraux au pouvoir après 1981 en ont fait le lit, obsédés qu'ils étaient par le "péril rouge". Aujourd'hui, ils mesurent leur erreur, mais un peu tard.

Oktay Akbal
MILLIVET - ISTANBUL

Il est vrai que le Refah [Parti de la prospérité, islamiste] a remporté un grand nombre de municipalités l'an dernier. [Il a notamment gagné la mairie d'Istanbul, avec 24 % des voix, et celle d'Ankara. Son score a été de 19 % sur l'ensemble du pays.] Comment a-t-il réussi ? C'est une longue histoire, allant des bulletins de vote qui finissent dans les poubelles aux divisions absurdes entre les candidats des partis de gauche.

Cela fait donc un an que les islamistes dirigent des municipalités, un anniversaire qu'ils ont récemment célébré par une grande fête. L'épouse du leader du Refah, M^{me} Nermin Erbakan, a reçu une ovation quand elle y a déclaré : *"Ce ne sont pas les douze millions d'habitants d'Istanbul, ni les soixante millions de Turcs, mais un milliard cinq cents millions de musulmans du monde entier qui nous attendent. J'espère que, demain, nous fêterons la révolution."*

On sait très bien ce qui se passerait si, d'aventure, un homme de gauche exprimait aujourd'hui ouvertement le souhait de *"fêter demain la révolution"*. Il serait aussitôt accusé de tentative de *"changement ou abo-*

lition de la Constitution par la force" et vite conduit derrière les barreaux. Or les intégristes expriment, par l'écrit et la parole, l'idée de changer le régime. Ils n'hésitent pas à se référer au massacre de Sivas en le qualifiant de *"glorieuse émeute"*. [En juillet 1993, des islamistes avaient incendié un hôtel de cette ville où se tenait une réunion en hommage à un poète alévi du xvi^e siècle : 37 intellectuels avaient péri.] Mais, là, les procureurs de la République ferment les yeux !

Les partisans de la charia progressent un peu plus chaque jour. En nous regardant droit dans les yeux, en plus. Qui faudra-t-il accuser si un jour ils répandent le sang, comme en Egypte ou en Algérie ? Ceux qui ont piétiné les principes laïcs depuis des années dans leur chasse aux votes n'y sont-ils pas pour quelque chose ? Le problème ne date pas d'aujourd'hui, il remonte à la fin des années 40. Son aggravation dans les années 50 a pu être freinée en 1960 [avec le coup d'Etat d'officiers progressistes], pour se transformer après en une force redoutable sous les gouvernements Demirel (1975-77 et 1979-81). Puis vinrent le putsch de 1981 et le régime de Turgut Özal [Premier ministre désigné par les militaires, il fut ensuite élu président par le Parlement]. Les écoles coraniques, les "séminaires" d'imams poussèrent alors comme des champignons. Les aides aux partisans de la charia ouvrirent la voie à ceux qui voulaient changer le régime laïc.

Même ceux qui minimisaient ce danger jusqu'à récemment commencent à se réveiller. Nous savons tous que le Conseil national de sécurité et le général Kenan Evren [qui avaient dirigé le putsch de 1981] ont écrasé la gauche pendant qu'ils pro-

tégeaient la droite. Ils ont détruit toute l'œuvre d'Atatürk en se camouflant derrière son nom, qu'ils annonçaient du matin au soir. Evren avait d'ailleurs récité des passages du Coran sur les places publiques pour étayer ses arguments et même tenté de défendre la charia.

Or, que vient nous dire ce même monsieur (aujourd'hui général en retraite) dans un récent discours télévisé ? *"Si une menace risque de dénaturer la République et ses caractéristiques, notre réaction sera légitime. Dans un tel cas, on abandonne le principe du maintien de l'armée hors de la politique. Si un système fondé sur la charia avance, même par des voies démocratiques, les forces armées turques ne sauraient rester spectatrices."*

"Comme si ce n'était pas lui", rappelle le chroniqueur du quotidien *Cumhuriyet* Server Tanilli, *"qui avait introduit dans la Constitution les leçons obligatoires de religion dans les écoles et les lycées, chose qu'aucun pouvoir civil n'aurait jamais osé faire ! Seraient-ce des djinns qui ont signé la loi de 1983 ouvrant les portes de l'administration aux diplômés des établissements religieux, alors que normalement ces élèves, pour leurs études supérieures, ne pouvaient être admis que dans les facultés de théologie, conformément à leur vocation ?"*

La Turquie n'est ni l'Algérie, ni l'Afghanistan, ni même l'Egypte. Les héritiers d'Atatürk formés depuis soixante-dix ans ne se plieront certainement pas à un retour de plusieurs siècles en arrière. Ni eux, ni sans doute le général Evren, qui a pourtant ouvert la voie, sciemment ou non, aux forces de la charia, mais qui commence à voir maintenant, lui aussi, le terrible danger ! ●

US says state of human rights in Turkey is getting worse

Despite PM Çiller's pledges in 1993, torture persisted throughout 1994, says Washington report

Turkish Daily News

WASHINGTON- A U.S. State Department human rights report, released in Washington on Wednesday, provides a comprehensive chronicle of alleged human rights abuses by Turkish authorities in 1994 and gives extensive coverage to crimes committed by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) during the same year. The 36-page section in the report on Turkey concludes, on the basis of findings provided by U.S. diplomats in Ankara and other Turkish cities, that "the human rights situation in Turkey worsened significantly in 1994."

"Despite the Çiller government's pledge in 1993 to end torture and to establish a state of law based on respect for human rights, torture and excessive use of force by security personnel persisted throughout 1994," the report says in its introductory section.

"The police and security forces often employed torture during periods of incommunicado detention and interrogation and continued to use excessive force against noncombatants (in the fight against the PKK), the report adds.

"Various agencies of the government continued to harass, intimidate, indict and imprison human rights monitors, journalists, lawyers and professors for ideas which they expressed in public forums," the report says.

"Disappearances and mystery murder cases continued at a high rate in the Southeast. The PKK and the radical Islamic Hezbollah (not related to the Lebanese Hizbullah) appear responsible in some cases. In other cases, however, the evidence implicated government security forces," it adds.

"In many human rights cases, the targets of abuses were ethnic Kurds

or their supporters. Moreover, the government infrequently prosecutes police or security officers for extrajudicial killings, torture and other

abuses; in the cases which produce a conviction, lenient sentences were usually given," it says. "The resulting climate of impunity that has been created probably remains the single largest obstacle to reducing unlawful killing, torture and other human rights abuses," the report concludes on this subject.

This year's human rights report by the State Department covers 193 countries. By law the State Department must report on human rights in all countries that are members of the United Nations. Originally the report was limited to those nations receiving aid from the United States.

U.S. officials explained that the State Department is mandated by Congress to produce the report and that the format of the sections on each country is standard and also follows the guidelines set down by the congressional mandate.

The 36 pages devoted to Turkey in this year's report was surpassed only by the 39 pages devoted to China. The report devotes only 16 pages to human rights violations in Syria, 23 pages to Serbia, 29 pages to Russia, 32 pages to Israel and the occupied territories, 17 pages to Iran, 26 pages to Iraq, 12 pages to Armenia, 18 pages to Algeria, 13 pages to Cyprus and 26 pages to Greece.

John Shattuck, assistant secretary for democracy, human rights and labor, during his introductory remarks at a State Department briefing on Wednesday, said countries like China, Iraq, Iran, Burma, North Korea and Cuba were engaged in "flagrant and systematic abuses of basic human rights."

But he noted that such flagrant abuses were not limited only to authoritarian governments. "Torture, arbitrary detention or repression of free speech and dissent" existed in a wide variety of other governments, he said. As examples, Shattuck mentioned Saudi Arabia, Egypt, India, Guatemala and Turkey.

Dealing with "Respect for the integrity of the person, including freedom from political and other extrajudicial killings" in Turkey, the report says in categorical terms that "Government authorities were responsible for the deaths of detainees in official custody; suspects in houses raided by security forces; and other types of civilian deaths in the Southeast."

Indicating that under Turkish law authorities are obliged to investigate all deaths in police custody, the report says that prosecution of security force mem-

Turkish Daily News

FRIDAY, FEBRUARY 3, 1995

bers for such deaths are rare. Dealing with "Respect for the integrity of the person, including freedom from torture and other cruel inhuman, or degrading treatment or punishment" in Turkey, the report says the following:

"Despite the Constitution's ban on torture, Turkey's accession to the U.N. and European conventions against torture, and public pledges of successive governments to end torture, the practice continued. Human rights attorneys and physicians who treat victims of torture state that most persons charged with or suspected of political crimes usually suffer some torture during the period of incommunicado detention in police stations and gendarmerie headquarters before they are brought to a court." According to the report, the commonly employed methods of torture in Turkey reported by the Turkish Human Rights Foundation include: "high-pressure cold water hoses, electric shock, beating on the soles of the feet, beating of the genitalia, hanging by the arms, blindfolding, sleep deprivation, deprivation of clothing, systematic beatings, and vaginal and anal rape with truncheons and, in some instances, gun barrels."

"In southeastern Turkey, a security official boasted of having deprived a suspect of sleep for six days to obtain a confession," the report said.

"In the few instances in which law enforcement officers are convicted of torture, sentences tend to be light. In July, Ekrem Güner, a non-commissioned officer, was convicted of torturing two persons in Ordu in 1989, sentenced to two years in prison, suspended from duty for five months and 15 days, and fined TL 375,000 (roughly \$12)," the report said.

Pointing out that Turkey recognizes the jurisdiction of the European Court of Human Rights and the European Commission of Human Rights, the report says Turkish citizens may file complaints alleging violations of the European Convention on Human Rights with the Commission. It adds that there are currently 250 cases before the Commission.

The report goes on to say that there is no guaranteed attorney access under law for persons whose case falls under the jurisdiction of the State Security Court.

These cases include those charged with smuggling and with crimes under the anti-terrorism law.

"Attorneys and human rights organizations affirm that this lack of access is a major factor in the continuing, widespread use of torture by police and security forces," the report says. "The decision concerning access to council in such cases is left to the independent prosecutor, who generally denies access," it adds.

Referring to the activities of the State Security Courts (DGM) the report says the following:

"In 1994, State Security Courts predominantly handled cases under the anti-terrorism law. The state claims these courts were established to try efficiently those suspected of certain crimes. In fact, the law provides that those accused of crimes falling under the jurisdiction of these courts may be detained twice as long before arraignment as other dependents and the courts may hold closed hearings and may admit testimony obtained during police interrogations in the absence of council." Dealing with "Respect for the integrity of the person, including freedom from use of expressive force and violations of humanitarian law in internal conflicts" in Turkey, the report says that

Droits de l'homme : Extrait du Rapport du Département d'Etat américain

"the PKK's campaign of violence in southeast Turkey is directed against both security forces and civilians, most of whom are Kurds, whom the PKK accuses of cooperating with the state."

"The Turkish National Police, Gendarmerie and Armed Forces in turn have waged an increasingly intense campaign to suppress terrorism, targeting active PKK units as well as those they believe support or sympathize with the PKK, and committing many human rights abuses in the process."

"On March 26, a Turkish Air Force plane bombed up to four villages in Sirmak province, killing approximately 20 persons, according to press reports. Journalists were not allowed into the area. The government stated that the inhabitants had left the village some time before and that the PKK had then moved in, along with some civilians. When the PKK was hit, the government explained, there was perforce some collateral damage," it said, "Section 2" of the report on Turkey goes on to deal with "Respect for civil liberties, including freedom of speech and press."

Touching in detail on the trials and conviction of the pro-Kurdish deputies of the former Democracy Party (DEP), the State Department report also highlights the cases of trade union Chairman Münir Ceylan, journalist Haluk Gerger, academic Dr. Fikret Başkaya and former Diyarbakır Mayor Mehdi Zana — all convicted to prison sentences for expressing their views in writing or otherwise.

It goes on to quote Turkish government figures and says 407 newspapers, 490 periodicals and 35 books were confiscated in the first nine months of 1994.

It indicated that while legislation has partially removed the ban on the use of the Kurdish language, Kurdish language broadcasts are still illegal.

"President Süleyman Demirel stated that Kurdish television and education would constitute concessions to terrorists and should be allowed only after terrorism ends," the report says. Indicating that the "pro-PKK" daily *Özgür Gündem* had been harassed consistently since its April 1992 inception, the State Department report says the following of the Turkish press coverage of the situation in the Southeast:

"Turkish press coverage of the situation in the

Southeast tended to be unreliable underreporting in some instances and grossly sensationalizing in others. Government decree 430 requires self-censorship of all news reporting from or about the Southeast and upon the request of the regional governor, gives the Interior Ministry the authority to ban distribution of any news viewed as misrepresenting events in the region. In the event such a government warning is not obeyed, the decree provides for a 10-day suspension of operations for a first offence and 30 days for subsequent offences."

The State Department goes on in its report to touch upon the demonstrations during the year by Turkish civil servants seeking union rights and said one of these demonstrations was dispersed by the police "through kicking and the use of truncheons." Also touching upon religious freedoms, the report says the following regarding the Alawis:

"Turkey's Alawi Muslim minority (an offshoot of Shi'ite Islam) is estimated to number at least 12 million. There are, however, no government-paid Alawi religious leaders, no Religious Affairs Directorate Funds go to the Alawi community, and some Alawis allege informal discrimination in the form of failure to include any Alawi doctrines or beliefs in religious instruction classes. Alawis are disgruntled by what they regard as the Sunni bias in the Religious Affairs Directorate and the Directorate's tendency to view the Alawis as a cultural group rather than a religious sect."

Referring to the governmental attitude regarding groups or organizations investigating human rights allegations, the report says: "Government agents have increasingly harassed human rights monitors, as well as lawyers and doctors involved in documenting human rights violations."

It says that since 1991 the Turkish Parliament has had a human rights commission but adds that this commission has been "inactive and ineffective."

"While representatives of diplomatic missions who wish to monitor the state of human rights in Turkey are free to speak with private citizens, security officials may have an intimidating effect upon those interviewed," the report says.

LA POLITIQUE KURDE DE LA TURQUIE EXPOSÉE PAR LE PRÉSIDENT ÖZAL

- *Évacuation progressive des villages et hameaux de la région kurde*
- *Dispersion des Kurdes et planification de leur émigration vers l'Ouest turc*
- *Intensification des efforts de l'État dans le domaine de la désinformation*
- *Carte blanche aux unités de contre-guérilla*
- *Développement économique dans quelques centres urbains*
- *Débat libre sur le problème*
- *Objectif final : ne plus avoir que de 2 à 3 millions de Kurdes dans la région d'ici 5 à 10 ans.*

Peu de temps avant sa mort subite, feu le Président Turgut Özal faisait parvenir une lettre ultra-secrète^{*} au Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel, dans laquelle il dressait une liste de propositions pouvant éventuellement permettre de résoudre la question des activités subversives des Kurdes, qu'il considérait comme étant la menace la plus grave à laquelle la Turquie était confrontée.

INTRODUCTION

Dans le sud-est, nous avons à faire face au problème sans doute le plus important de toute l'histoire de la République. Avec sa cohorte de problèmes d'ordre politique, social et économique et d'actions terroristes sanguinaires, la «question kurde» dans le sud-est de la Turquie pose un problème toujours croissant. L'origine du problème remonte aux dernières années du règne ottoman. Durant les 15 années qui ont suivi la déclaration de la république, l'État a dû mater nombre de rebellions (de séparatistes kurdes). Il y eut du sang versé lorsque cela était nécessaire, et une partie de la population locale a dû émigrer vers l'ouest du pays.

Lorsqu'il fut mis fin à la politique de migration forcée à la suite de l'instauration de la démocratie en 1950, quelques-uns parmi ceux qui avaient dû émigrer

retournèrent chez eux. Mais à partir des années 60, il y eut un nouveau mouvement de la population locale vers l'ouest.

En l'absence de chiffres officiels précis, il est probable que 60% de ceux qui sont appelés des Kurdes vivent dans des régions situées à l'ouest d'Ankara. Étant donné que les migrations n'étaient pas planifiées, dans certaines provinces occidentales telles que Adana, Mersin, Izmir et Antalya nos citoyens kurdes sont concentrés dans certains districts.

SUGGESTIONS POUR TROUVER UNE SOLUTION

Le problème auquel nous faisons face dépasse de loin les seules dimensions du terrorisme. Nous devons dès lors impérativement envisager des solutions à court, moyen et long terme et adopter deux approches différentes, selon que nous avons affaire à la population locale ou aux terroristes.

SUGGESTIONS À COURT ET MOYEN TERME

En dépit du fait que nous disposions de renseignements quant aux causes du problème, aucune analyse poussée n'a encore été faite. Afin d'augmenter l'efficacité de la politique que nous avons suivie, nous devons étayer notre lutte contre le terrorisme par des

analyses détaillées conduites par des chercheurs aussi bien étrangers que turcs. Il faut constituer des groupes de recherche le plus rapidement possible, qui auront pour objectif d'étudier les aspects socio-économiques et psychologiques de la question. Des sondages devront être effectués dans l'opinion publique afin d'améliorer la compréhension du problème. Ces groupes de recherche devront comprendre des scientifiques, des fonctionnaires, des statisticiens, des militaires et autres experts spécialisés dans cette question.

- Il ne faut pas oublier qu'en raison des mesures militaires qui ont été prises afin de mettre fin aux activités terroristes, la population du sud-est a été soumise à des traitements très durs et que, par voie de conséquence, elle se sent de plus en plus aliénée. Si des erreurs ont été commises au cours de notre combat contre le terrorisme, il faut en discuter franchement et chercher des solutions réalistes.

- Il faut procéder à une refonte totale du système de formation des forces de sécurité. Ceci doit s'accompagner d'une modernisation de leur équipement et des méthodes utilisées pour combattre le terrorisme. Ces forces ont besoin d'une formation complémentaire dans le domaine des «relations publiques».

- En commençant par les zones les plus troublées, il faut procéder à l'évacuation progressive des villages et des hameaux de la région. Avec l'implantation dans la partie occidentale du pays de ce groupe de sympathisants du PKK (Parti des Travailleurs kurdes, déclaré illégal) dont le nombre ne dépasse pas les 150 à 200.000, leur niveau de vie augmentera et le PKK aura perdu son soutien logistique. Les offres d'emploi doivent être réservées prioritairement à ce groupe.

- Avec l'évacuation de l'habitat des montagnes, on isolera l'organisation terroriste du PKK. Les forces de sécurité doivent immédiatement occuper ces régions et les mettre sous leur contrôle totale. Afin d'empêcher le retour des habitants dans ces régions, la construction d'un grand nombre de barrages dans des endroits appropriés offre une alternative.

- Il est impératif que des équipes spécialisées patrouillent les routes principales de la région 24h sur 24. Des patrouilles doivent être effectuées de jour par des hélicoptères, de nuit par des véhicules blindés équipés pour la vision nocturne. Il est urgent de procéder à une refonte totale des réseaux de sécurité dans la région. Il

faut que le personnel de sécurité constitue une force qui, de défensive, deviendra offensive.

- L'acquisition de 20 hélicoptères Cobra et de 20 à 30 Sikorsky pour les forces de sécurité déployées dans la région permettra de créer une force mobile qui sera à même de répliquer à plusieurs incidents survenant simultanément. La restructuration des services de renseignements opérant dans le sud-est est une priorité absolue, afin de suppléer au manque de renseignements suffisants sur les projets du PKK. Il faut arriver à une coordination efficace et immédiate entre l'Organisation nationale de renseignements (MIT), le commandement du service de renseignements de la gendarmerie, les forces armées et la police.

- Une force spéciale de 40 à 50.000 hommes, formée d'unités hautement spécialisées ayant au moins une année d'entraînement derrière elles, devra être constitué pour combattre le PKK. Elle devront être rémunérées de manière satisfaisante. Si les circonstances l'exigent, les commandants de ces unités auront carte blanche pour prendre les initiatives qu'ils jugeront nécessaires. Cette force spéciale ne doit pas être une force défensive, mais une force qui poursuivra et attaquera les terroristes. Bien entendu, elles doivent rester en contact avec les autres unités déployées dans la région et coopérer avec elles. Les unités régulières de l'armée permanente ne doivent être utilisées que pour des tâches de routine telles que les vérifications et contrôles de sécurité.

- Le commerce frontalier, qui représente une importante source de revenus pour la population locale, doit être libre. Il est nécessaire d'ouvrir de nouveaux postes de frontière avec la Syrie et de rouvrir ceux qui avaient été fermés. Une amélioration dans le commerce frontalier offrirait de nouvelles perspectives aux habitants de la région et rendrait la vie plus facile au moins à certains d'entre eux.

- Afin de couper le soutien logistique aux PKK, il faut essayer de gagner la population locale à la cause de l'Etat. Il faut encourager les habitants de villages et des hameaux au fin fond des montagnes à aller s'installer dans des endroits plus peuplés.

- Eu égard à la tendance des habitants de la région d'émigrer vers l'ouest du pays, il est probable qu'il n'y aura plus à l'avenir que 2 à 3 millions de gens à vivre dans cette région. Mais si ces déplacements de population ne sont pas planifiés, il est à craindre que seuls les gens relativement aisés émigreront, laissant les

pauvres sur place. Alors cette région deviendra un terrain propice à une anarchie croissante. Il faut dès lors que l'Etat planifie l'émigration. Il est indispensable que cette émigration soit planifiée, équilibrée, composée de représentants de toutes les couches de la société et qu'elle soit canalisée vers des endroits prédéterminés dans l'ouest du pays.

- En dehors de ses activités terroristes, le PKK s'emploie à diffuser une large propagande très efficace visant à intimider la population et à la soumettre à un lavage de cerveau permanent afin de la gagner à sa cause. Il est absolument indispensable d'y répondre par une contre-propagande visant à renforcer le soutien local à l'Etat, à remonter le moral des gens et à rectifier toute désinformation.

- En conséquence, il est impératif que des efforts soient faits tout particulièrement pour informer le public et la communauté internationale de la vraie nature des événements et de leur développement. A ces fins, il est nécessaire de mettre sur pied une équipe d'experts travaillant à créer un climat favorable dans l'opinion publique. Il nous faudra dès lors élargir le champ de nos activités et intensifier nos efforts dans le domaine des déclarations à la presse, des «fuites» et, si nécessaire, de la propagation d'éléments de «désinformation».

- Il est d'une importance vitale que les déclarations à la presse concernant le combat des forces de sécurité contre le terrorisme soient calculées avec le plus grand soin. Il faut éviter tout reportage, écrit ou en image, que le PKK pourrait utiliser afin de se faire passer pour une organisation «héroïque ou innocente».

SUGGESTIONS À MOYEN OU LONG TERME

- Des villes comme Adiyaman, Diyarbakir, Urfa, Mardin, Siirt, Elazig, Malatya, Erzurum, Kars, Ardahan et Igdir doivent devenir des centres d'attraction pour la population locale actuellement installée à la campagne. Des offres alléchantes devront être faites aux investisseurs potentiels. Cela facilitera l'évacuation des campagnes.

- Il faudra également encourager le secteur privé à investir dans la région. L'impôt sur les sociétés devra être supprimé sur une longue période. Il faudra diminuer l'impôt sur le revenu des habitants et baisser le prix de l'électricité.

- Il faudra débattre librement de ce problème, d'une manière non partisane et sans préjugés. Seule la discussion permettra d'éclaircir le problème, d'en connaître tous les détails et de savoir qui a tort et qui a raison, et donc de nous rapprocher de la vérité. Refuser le débat, tenter de cacher la vérité, ne résoudra pas le problème. Bien au contraire, une telle approche erronée ne servirait qu'à aggraver le chaos.

CONCLUSION

A condition de ne pas commettre d'erreurs et de n'entreprendre aucune action inconsidérée ou inutilement précipitée, l'incendie dans le sud-ouest s'éteindra d'ici 5 à 10 ans. Le sentiment national s'affaiblira et les investissements étrangers diminueront (car le feu a sans aucun doute été allumé par des puissances étrangères pour empêcher la Turquie d'utiliser cette occasion historique d'atteindre le but qu'elle s'était fixée de devenir une grande et puissante nation). Les fonctionnaires de l'Etat ne doivent pas projeter une image qui montrerait la Turquie sous les traits d'un pays effrayé et intimidé par le terrorisme. Il s'agit de montrer au reste du monde que l'Etat turc est capable de régler cette question et qu'il n'éprouve pas la moindre crainte ni hésitation vis-à-vis du terrorisme.

Il appartient dès lors à tous les représentants de la presse, de faire la différence entre des terroristes et la population locale et de les traiter en conséquence, afin de sauvegarder notre appareil étatique unitaire et d'éliminer le terrorisme en prenant les mesures susmentionnées.

* Traduit du texte anglais paru dans le *Turkish Daily News* du 16 novembre 1993. (Bulletin de l'Institut kurde de Paris, n° 104, p. 79-81, novembre 1993)

LE TORT D'ÊTRE KURDE EN TURQUIE

Plaidoyer

26 janvier- 1^{er} février 1995

Courrier

Le 13 janvier dernier, la Cour de sûreté d'Istanbul ordonnait une enquête judiciaire à l'encontre de l'écrivain turc Yachar Kemal. Le 23, elle décidait d'ouvrir un procès. Le motif ? L'article paru dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* que nous publions ici. Dans ce texte, le romancier dénonce la répression d'Ankara contre la minorité kurde et s'insurge contre un régime pourtant désireux de s'intégrer à l'Europe démocratique. Selon la loi antiterroriste turque, le délit de "propagande séparatiste" est passible d'une peine de deux à cinq ans de prison et d'une lourde amende.



Né en 1923 près d'Adana, Kemal Sadik Gözçeli, dit Yachar Kemal, est devenu célèbre, en 1955, avec la publication de son premier roman, *Mémed le Mince*. Depuis, ses œuvres ont été traduites en plus de trente langues*. Homme de gauche, il a payé son engagement et sa dénonciation de la situation sociale en Turquie par un séjour en prison au lendemain du putsch militaire de mars 1971. La presse turque a abondamment commenté les poursuites dont il est aujourd'hui menacé.

Plaidoyer de Yachar Kemal

Yachar Kemal contre la répression

"Décuple ta cruauté pour précipiter ton déclin"
(Proverbe anatolie)



Scène de la vie quotidienne Le 17 janvier dernier à Sirnak, au sud-est de la Turquie, la population manifeste ; les chars avancent dans les rues. De par la volonté d'Ankara, une guérilla devient peu à peu une guerre civile.

**YACHAR KEMAL
DER SPIEGEL
HAMBURG**

C'est peut-être la première fois dans l'Histoire qu'un siècle porte un nom avant même d'avoir commencé : le XXI^e siècle sera le siècle des Droits de l'homme. Car, au cours de ce siècle finissant, les progrès accomplis en ce domaine ne peuvent nous satisfaire. Pis encore, au seuil du XXI^e siècle, de nombreux indices donnent à penser que nous avons fait demi-tour en cours de route et que nous sommes en train de rebrousser chemin. Depuis sa fondation – le 29 octobre 1923 – jusqu'à

aujourd'hui, la République turque est devenue un insupportable système de contraintes et de brutalités. Elle a cherché à dissimuler cette évolution aux yeux de l'humanité, avec tout l'art oriental de la mascarade et du double discours. La République turque a imposé une telle tyrannie à la population de l'Anatolie [Turquie d'Asie] que celle-ci n'aspire qu'à retrouver le système autocratique de l'ancien Empire ottoman.

Jusqu'à l'introduction du système multipartite, en 1946, il n'est pas un seul villageois – pas une fille, pas une femme, pas un Kurde, Turc ou Laze [peuple du Caucase] – qui n'ait eu à goûter de la matraque du gendarme. Comme un ouragan balayant tout sur son passage, le pouvoir républicain a soufflé vio-

lement sur l'Anatolie. Comment la population de Turquie a-t-elle pu supporter autant de brutalités et de tortures, autant de pauvreté et de famine pendant plus de soixante-dix ans ? Cela tient du miracle. Instaurer un tel régime d'oppression dans un pays situé à la lisière de l'Europe n'a pas été une entreprise facile, mais l'Etat turc a réussi ce tour de force. Les citoyens en paient le prix exorbitant – ils paient de leur dignité humaine.

Notre peuple n'a-t-il aucune part de responsabilité dans cet état de fait ? Evidemment, il n'est pas complètement innocent. Mais où la population aurait-elle pu trouver la force de résister à la terrifiante domination de la République, après avoir été, pendant un millénaire, opprimée, piétinée, torturée ; après avoir été, pendant un millénaire, projetée d'une guerre dans l'autre ? N'oublions pas que des centaines de Kuyucu Murat Pacha** ont marché sur l'Anatolie, chacun d'eux étant d'un "calibre" dix fois supérieur à Gengis Khan.

En 1946, la Turquie a adopté le système multipartite et, en 1950, le Parti démocrate a pris le pouvoir des mains du Parti républicain du peuple, qui, jusque-là, avait exercé une domination tyrannique. C'était là un nouveau miracle accompli par une population asservie et dépossédée de ses droits.

Les fondateurs du Parti démocrate venaient cependant des hautes sphères du Parti républicain du peuple. Pour eux, le mot démocratie n'était qu'un rideau noir opaque derrière lequel ils se cachaient. Et c'est avec ce "mensonge démocratique" que la Turquie s'est ouvert la porte du Conseil de l'Europe et celle de l'OTAN. L'Europe s'est-elle laissé abuser par ce mensonge ? Loin de là. Mais les démocraties occidentales avaient besoin d'alliés contre l'Union soviétique – et c'est ainsi qu'elles ont, en toute connaissance de cause, accepté la Turquie dans leurs rangs.

Cependant, il s'est produit par la suite une chose inattendue : alors que le peuple turc végétait, paralysé par des décennies d'oppression, la résistance – hésitante et timide – a commencé à se développer au sein du peuple kurde. Car ce fut le peuple kurde qui, pendant cette période de domination autoritaire, eut à subir l'oppression la plus brutale. Il souffrit de la faim, fut écrasé par la pauvreté et livré aux massacres ethniques. Sa langue fut officiellement interdite. On dénia aux Kurdes leur identité en leur donnant le nom de "Turcs des montagnes" et, tous les dix ou quinze ans, on les poussa à fuir aux quatre coins de l'Anatolie.

Dogan Güres,
chef d'état-major,
a déclaré :
"Pour prendre
les poissons, il faut
assécher l'étang."
Et Tansu Çiller, notre
Premier ministre,
s'est écriée :
"L'opération sera
menée jusqu'à sa fin !"

Au fur et à mesure que s'intensifiait la résistance kurde, qui déboucha finalement sur un conflit armé, la machine répressive révéla son véritable – et terrifiant – visage. On commença d'abord par abuser la population en menant une incroyable campagne de propagande. Car, sans duper la population turque, la résistance kurde ne pouvait être brisée. C'est ainsi que débuta une vaste

opération d'intoxication : les Kurdes voulaient, disait-on avec force, émotion et suprême raffinement, diviser la patrie et fonder un Etat kurde indépendant. Ensuite, les obsèques de soldats turcs, morts sous de violentes attaques des Kurdes, furent mises en scène avec de tels excès que l'on pouvait en arriver à croire que chaque Turc n'avait d'autre choix que celui de tuer le premier Kurde venu.

Par chance, les Kurdes et les Turcs se connaissaient suffisamment depuis des siècles pour que tous les efforts du gouvernement

* Plusieurs romans de Yachar Kemal ont été publiés aux éditions Gallimard, parmi lesquels *Mémed le Faucon*, *le Pilier et Terre de fer*, *ciel de cuivre*, qui, tout comme ses poèmes, évoquent les paysans d'Anatolie.

** Kuyucu Murat Pacha, mort en 1611, grand vizir ottoman et général d'armée, a fait massacrer les insurgés dans les monts du Taurus, puis a fait jeter leurs cadavres dans des puits.

Plaidoyer de Yachar Kemal

visant à déchaîner les haines entre les deux populations échouent. Le président Demirel et les autres membres du gouvernement ne prononcent pas deux phrases sans affirmer : *"Personne ne nous prendra jamais le moindre caillou, la moindre poignée de terre de notre pays."* Mais qui a jamais demandé un caillou ? Qui a jamais voulu une poignée de terre ? Autant que je le sache, il n'y a en Turquie qu'une minorité de Kurdes à vouloir un Etat indépendant. Et, s'ils avaient revendiqué l'indépendance, ne serait-ce pas leur droit ? Car, selon toutes les Déclarations des droits de l'homme, chaque peuple a le droit de prendre en main son propre destin.

Désormais, la Turquie connaît la guerre la plus vile qu'on puisse imaginer. La force des meilleurs écrivains ne suffit pas à la décrire. Pour mettre rapidement un terme aux soulèvements, la République turque a créé un *"système de protection des villages"*, avec un type de milice comparable à celui instauré par l'armée américaine au Vietnam.

Une milice de 50 000 hommes a été mise sur pied, en plus d'une unité spéciale de 12 000 hommes. Par-dessus le marché, l'Etat a mobilisé une armée de 300 000 soldats contre les Kurdes. Personne ne sait ce qui a pu encore être mobilisé par ailleurs. Mais le pire était sans doute que les forces armées turques organisaient la contre-guérilla.

Dans les montagnes, les partisans kurdes ont commencé à tuer les miliciens, et les miliciens à tuer les partisans. Les partisans sont venus assaillir les miliciens jusque dans leurs maisons et les ont abattus avec femmes et enfants. Et les miliciens ont de la même façon exécuté les partisans en même temps que leurs proches. Quand la guérilla frappait, elle accusait l'Etat de ses crimes ; quand l'Etat tuait, il accusait la guérilla.

Puis est apparu un général qui a dit : *"Donnez-m'en l'autorisation, et je ne laisserai pas deux pierres debout, pas une tête sur un corps dans l'est de l'Anatolie."* Le chef d'état-major, Dogan Güres, a déclaré : *"Pour prendre les poissons, il faut assécher l'étang."* Et notre femme Premier ministre, Tansu Çiller, s'est écriée au Parlement : *"L'opération sera menée jusqu'à sa fin !"* Même les Allemands – pourtant les mieux placés pour saisir la portée profonde de ces propos – n'ont guère sourcillé.

d'Atatürk. Très rapidement, de l'avis même de nombreux commentateurs turcs, elle se lance dans une *"funeste alliance"* avec l'armée. M^{me} Çiller a noué d'étroites relations avec le chef de l'état-major, Dogan Güres, qui ont profondément irrité beaucoup de démocrates. Jusqu'à son départ en retraite l'automne dernier, c'est le général Güres qui a apporté le plus fort soutien politique au Premier ministre, lorsqu'elle s'est trouvée sous les feux croisés de la contestation.

A l'arrière-plan, le pouvoir et l'influence des officiers se sont de nouveau renforcés. M^{me} Çiller a laissé le champ libre aux forces armées, notamment pour ce qui est de la question kurde. A son avènement, elle avait promis d'*"embrasser"* les 12 millions de Kurdes *"avec l'amour d'une mère"*, de faire la différence entre la guérilla du PKK et le peuple. Depuis, un plan d'autonomie sur le modèle du Pays basque en Espagne a fini dans les tiroirs, tout comme un programme de développement, avorté, destiné à combattre l'effroyable pauvreté dans le Sud-Est anatolien. M^{me} Çiller s'est ralliée aux nationalistes ultras au sein de l'armée.

Ceux-ci ne voient dans la question kurde qu'un *"problème de terreur"*, qui ne se résoudra que par la force. Le chef du gouvernement a donc fait marche arrière sur toutes les timides tentatives d'ouverture. Les associations culturelles et les journaux kurdes sont interdits. Avec une grande fierté, M^{me} Çiller a déclaré l'an dernier qu'elle avait évacué du Parlement *"d'un coup de pied"* les députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), qu'elle a ensuite interdit. Depuis, cinq d'entre eux ont été condamnés pour *"séparatisme"* à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison.

Les promesses de garantir d'avantage de liberté aux citoyens ont été oubliées, les entorses aux droits de l'homme se sont multipliées sous son régime à un degré jamais connu sous aucun gouvernement civil précédent. Sur les questions sécuritaires et à l'égard des Kurdes, M^{me} Çiller a perdu toute influence. Son manque de vision politique, sa faiblesse en tant que leader et, en partie aussi, les profondes dissensions qui déchirent son parti promettent à la Turquie, secouée par les crises, un avenir peu stable. ●

Et si Atatürk avait été un général kurde ?

ATAKÜRT *

Editorial d'Ahmet Altan

Ahmet Altan était un des plus brillants éditorialistes de *Milliyet*, l'un des plus grands quotidiens turcs... jusqu'au 17 avril 1995. Ce jour-là, le journal publie sous sa signature l'article reproduit ci-après. Sous le titre «*Atakürt*», Ahmet Altan livre à ses lecteurs un pastiche iconoclaste et féroce de l'histoire officielle du pays. A la suite de cette publication, il est licencié, officiellement sacrifié sur l'autel des réactions «indignées» de lecteurs. Le 24 avril, une enquête est ouverte par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul en vertu de l'article 312 du Code Pénal. Accusé d'«incitation à la haine raciale» il a été condamné, le 18 octobre à 20 mois de prison avec sursis. Commentaire de M. Altan : «*dans ce pays il y a encore des journalistes libres mais les patrons de presse, eux, ne sont pas libres*».

Si Mustafa Kemal, pacha ottoman, était né à Mossoul et non à Salonique, s'il avait donné le nom de "république de Kurdie" (Kürdiye Cumhuriyeti) à l'Etat né de la lutte commune des Turcs et des Kurdes dont il fut le guide, s'il avait reçu du Parlement le nom d'Atakürt...

Si on nous disait Kurdes, parce que tous les citoyens de la république de Kurdie sont des "Kurdes", s'il y avait accrochés au mur de Taksim, Kadiköy, Kizilay, des pancartes avec l'inscription "Heureux celui qui peut se dire Kurde"...

Si en Kurdie (Kürdiye) il était affirmé que les Turcs n'existent pas, que ces soi-disant Turcs sont tout simplement des Kurdes, si on affirmait que tous ceux qui se prennent pour des Turcs sont en fait des "Kurdes des mers" (Deniz Kürdi)...

Si nous devions apprendre à l'école que les Kurdes ont 7000 ans d'histoire derrière eux, qu'ils sont les seuls vrais possesseurs de l'Anatolie, qu'en vérité les Mongols, les Huns, les Etrusques doivent être considérés comme leurs ancêtres, et que les pachas kurdes étaient les plus grands héros de l'Empire ottoman...

S'il était interdit de porter les noms de Téoman, Cengiz, Attila ou Osman, s'il était obligatoire de prendre pour nom Berfin, Biruj, Tiruj ou Nevruz...

Si la création d'une télévision turque était interdite, et si tous les programmes de télévision étaient en langue kurde...

Si nous étions obligés d'écrire nos romans, nos contes, nos poèmes en kurde, si nous ne pouvions écouter que des chansons kurdes et si nous devions publier nos journaux en kurde...

Si, à l'école, les leçons scolaires étaient seulement données en

Et si Atatürk avait été un général kurde ?

Si la police à Istanbul, Ankara, Izmir et Bursa ne cessaient de nous persécuter, si les "unités spéciales" nous accusaient d'être des "séparatistes", d'essayer de diviser la "république de Kurdie" et nous traitaient comme des "coupables", si nous pouvions être offensés par le seul fait que nous sommes des Turcs...

Si après le coup d'Etat du 12 septembre, l'ensemble de la population de la Turquie occidentale avait été jetée en prison, si elle avait dû subir des tortures incroyables, être entassée dans des cellules où on s'enfonçait dans la boue jusqu'au cou, si ses organes internes avaient été abîmés par des jets d'eau à haute pression, si des chiens enragés lui avaient déchiré les jambes...

Si on avait fouillé nos maisons, sous le prétexte que nous avons soutenu les "terroristes turcs" séparatistes, si ensuite nos maisons avaient été détruites, si nous avions dû nous réfugier à Diyarbakir et à Hakkari, sans pouvoir emporter nos biens, et si nous avions dû vivre sous la tente...

Aurions-nous supporté cela ? Aurions-nous accepté de prendre des déclarations comme : "Citoyens de la république de Kurdie, vous êtes tous kurdes. Pourquoi mettez-vous toujours en avant le séparatisme turc. Si vous voulez, vous pouvez même devenir Premier ministre" comme le signe d'une véritable égalité ? Ou bien aurions-nous exigé avec acharnement la reconnaissance par cet Etat de l'égalité des droits pour notre identité, notre langue, notre culture turque ?

Ce pays compte des ressortissants turcs et kurdes, mais l'histoire a emprunté la "voie turque" et aujourd'hui nous demandons aux Kurdes de se satisfaire de ce que nous aurions probablement rejeté en tant que "Turcs". Cette prétention nous a conduit à l'explosion et a conduit le pays d'abord vers le terrorisme puis vers la guerre civile.

Si certains se disent persuadés que seule la démocratie et la reconnaissance de l'identité kurde permettront de trouver une solution, nos cercles dirigeants posent toujours la même question : quelle est la solution démocratique ? Qu'est-ce que l'identité kurde ?

Etre démocrate, c'est avant tout écouter les revendications des Kurdes, des revendications qui auraient été les nôtres si nous avions vécu dans une république de Kurdie.

Cela vaut-il la peine de verser tant de sang pour que ceux que nous considérons comme assimilés ne puissent avoir accès à ce qui nous est naturel ? Cela vaut-il la peine de conduire le pays au bord du gouffre pour cela ? Si vous pensez que cela ne vaut pas la peine, vous êtes démocrates.

* Cette traduction française de l'article d'A. Altan a d'abord paru dans le livre «*Paroles Interdites*» publié par *Reporters sans Frontières*, Paris, juin 1995.

Libération — 7 décembre 1993

Lice, ville kurde interdite

PAR ISMAIL BESIKCI *

Ismail Besikci, emprisonné dans la petite ville d'Iskilip depuis le 13 novembre, risque 115 années de prison pour une quarantaine de délits d'opinion. Il a déjà passé plus de douze ans dans les prisons turques sous les régimes militaires pour «atteinte à l'unité nationale» et «insulte à la mémoire de Mustafa Kemal».

Les opérations lancées le 22 octobre à Lice (ville kurde de Turquie) par l'Etat turc ont le mérite de mieux faire comprendre le système de souveraineté turc. Ces opérations initiées au prétexte que «les terroristes ont tué un général» ont duré cinq à six jours. Dès le début de ces opérations, l'accès à Lice a été interdit, toutes les lignes téléphoniques coupées, la ville a été complètement isolée des bourgades et villages des alentours.

La méthode avait déjà été utilisée à Simak, Çukurca, Varto, Kulp, Yüksekova, Dogubeyazit, etc. (villes kurdes totalement ou partiellement détruites par l'armée turque depuis 1992). Les forces étatiques interdisent l'accès à ces agglomérations, et en deux ou trois jours d'opérations les incendient et les détruisent. Des armes de guerre comme des chars, des canons, des obus, des hélicoptères sont utilisées avec une grande efficacité. Les forces de sécurité présentent toujours ce genre d'opérations comme «des affrontements avec le PKK». (...)

Dans la mort du général Bahtiyar Aydin, deux points méritent réflexion et analyse. Le premier est que dès l'annonce de cette mort, le PKK a publié un communiqué affirmant: «Nous n'avons pas tué le général et aucune unité de guérilla n'est rentrée à Lice le 22 octobre selon Cemil Bayik, l'un des commandants de l'ARGK (Armée de libération nationale du Kurdistan, branche militaire du PKK), c'est l'Etat qui a tué le général. Le deuxième point est la déclaration faite par le président de la République, Suleyman Demirel, le 22 octobre à la télévision nationale. Demirel affirme que le général Bahtiyar Aydin a été tué par une balle accidentelle. La presse turque n'a fait aucune investigation sur ces déclarations; elle les a même soigneusement écartées, ignorées. Même le président de la République, qui apporte pourtant un soutien ferme à la terreur de l'Etat, a par sa déclaration pris le soin de ne pas établir de lien entre les opérations de Lice et la mort du général.

En analysant l'escalade de la terreur d'Etat à Lice, il faudrait aussi retenir le fait qu'au cours de ces jours les parlementaires n'ont pas été autorisés à entrer dans Lice. Pendant les opérations, le président général du Parti républicain du peuple (CHP, opposition du centre-gauche), Deniz Baykal se trouvait à Diyarbakir (capitale kurde située à environ

70 km de la ville de Lice). Le 23 octobre, la délégation du CHP se met en route pour Lice. Elle veut mener sa propre enquête sur ce qui s'est passé. Elle est accompagnée de journalistes. A 25 km de Lice, la délégation est arrêtée par les forces de sécurité qui lui indiquent que l'accès à la ville est interdit. Une discussion s'engage alors entre la délégation et les responsables militaires. Ces derniers finissent par consentir à laisser passer Deniz Baykal et les parlementaires de son parti, à condition que les journalistes ne les accompagnent pas. (...) Mais à 7 ou 8 km de Lice, l'autobus de la délégation est à nouveau arrêté. Les militaires refusent à la délégation du CHP l'autorisation d'entrer à Lice. Le président général du CHP, Deniz Baykal, déclare à ce sujet: «Le ministre a donné des ordres, mais les sous-officiers et les gendarmes nous ont dit qu'ils ne nous laisseraient pas y aller. Malheureusement, la parole du gouvernement n'a pas cours là-bas... il a dû se passer des choses qu'ils ne souhaitent pas que l'on voie...» (Salah, 24 octobre 1993).

Une semaine après l'escalade de la terreur à Lice, le Premier ministre Tansu Çiller a voulu se rendre sur place pour voir elle-même ce qui s'y est passé. Les milieux influents n'ont pas autorisé le Premier ministre à se rendre à Lice pour s'informer directement sur les événements. «Le président de la République rend visite à Kars (NDT, ville kurde située à environ 400 km au nord de Lice), si vous voulez, vous pouvez l'y accompagner», lui a-t-on dit. On a indiqué au Premier ministre qu'elle pourrait se rendre à Lice dans 15 à 20 jours (Hümyet 30 octobre 1993).

Le fait que le Premier ministre n'ait pas été autorisée à se rendre à Lice apparaît comme un troisième élément important dans l'analyse des événements de Lice et de la terreur d'Etat. Si une délégation du CHP incluant des parlementaires n'a pas été autorisée à aller à Lice, si le Premier ministre est empêchée de s'y rendre, il est évident que des choses effroyables, dont on ne veut pas à qu'elles soient vues, s'y sont produites. Les forces de l'Etat ont utilisé des armes lourdes comme des chars et des canons, des bombardiers, des hélicoptères, des blindés, des panzers pour détruire et brûler Lice. Les commerces ont été pillés, les biens, l'argent et les bijoux des habitants confisqués. Les maisons ont été incendiées, les provisions alimentaires détruites. Le nombre de morts dépasse très largement les

La politique de la «terre brûlée» au Kurdistan

chiffres officiels. En interdisant l'accès à Lice, en coupant les communications téléphoniques, en empêchant les journalistes et les parlementaires de s'y rendre, on a voulu tenir l'opinion publique dans l'ignorance de ce qui s'est passé. S'il s'était agi d'une attaque du PKK contre des familles des protecteurs de village (la milice pro-gouvernementale), au lieu d'interdire l'accès, on aurait spécialement convoqué les journalistes, on les aurait conduits chez les victimes pour qu'ils les photographient, recueillent leur témoignage.

Tout cela a un rapport étroit avec le système de souveraineté turc. Dans la politique turque, les partis politiques, le gouvernement, l'Assemblée nationale ne pèsent d'aucun poids. Cela est tout à fait clair sur la question du Kurdistan. Dans l'appréhension de la question kurde, dans la définition des politiques visant à trouver des solutions à cette question, la plus importante force est le Conseil national de sécurité (qui réunit autour du président de la République, le Premier ministre, les ministres de la Défense et des Affaires

On a voulu tenir l'opinion publique dans l'ignorance de ce qui s'est passé dans la ville kurde de Lice. Ce point de vue sur l'attitude du pouvoir turc face à la destruction par l'armée de la ville est paru dans le quotidien «Ozgür Gündem» du 19 novembre. Le lendemain le journal était suspendu pour une période de quinze jours.

étrangères et les principaux chefs de l'armée). Face au poids déterminant du Conseil national de sécurité, les partis politiques, le gouvernement, l'Assemblée nationale n'ont aucun poids réel. Cela signifie que les institutions issues du suffrage populaire ne pèsent guère face aux organismes nommés. (...)

Lorsque le Premier ministre Tansu Çiller évoque la télévision en kurde ou les cours de kurde optionnels, le leader de l'Anap (NDT, Parti de la mère patrie, principale formation de l'opposition), Mesut Yilmaz, dans sa réaction à ces propositions, montre d'une façon claire quel est le centre qui détermine et oriente la politique turque. Mesut Yilmaz demande au Premier ministre: «Avez-vous discuté de cette opinion, de cette proposition au Conseil national de sécurité?»

Les propositions du Premier ministre sur «la télévision kurde» et «les cours optionnels de kurde» ont rencontré une vive réaction de la part du Conseil national de sécurité et de la presse servant de porte-voix aux vues du Conseil. Le Premier ministre a dû retirer ses propositions. Sa proposition de «modèle basque» (NDT, pour résoudre le problème kurde en Turquie) a subi le même sort. Les soldats refusent d'appliquer les ordres d'un ministre d'Etat. Le Premier ministre ne possède pas assez de volonté politique pour se rendre à Lice quand elle veut. Il serait important d'observer l'attitude que va adopter désormais le Premier ministre.(...)

* Sociologue turc.

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

Human Rights Watch
1522 K Street, NW #910
Washington D.C. 20036
Telephone (202) 371-6592
Facsimile (202) 371-0124
E-mail: hrw@hrw.org

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

ARMS PROJECT
Joost R. Hiltermann
Director

arms
project

Stephen D. Goose
Program Director

FOR RELEASE 2 AM EST TUESDAY, NOVEMBER 21, 1995

Ann Peters
Research Associate

FOR FURTHER INFORMATION:

Steve Goose (202) 371-6592 ext. 132

(703) 373-3360 (home)

Susan Osnos (212) 972-8400 ext. 216

(203) 622-0472 (home)

Selamawit Demeke
Associate

**HUMAN RIGHTS WATCH CHARGES THAT U.S., NATO WEAPONS
PLAY KEY ROLE IN TURKISH ABUSES**

William M. Arkin
Kathi L. Austin
Monica Schurtman
Frank Smyth
Consultants

In *Weapons Transfers and Violations of the Laws of War in Turkey*, a 179-page report released today, Human Rights Watch charges that weapons supplied by Turkey's NATO partners, especially the United States, play a central role in abuses committed by Turkish security forces in their campaign to evacuate and burn Kurdish villages in southeastern Turkey.

ADVISORY COMMITTEE

Ken Anderson
Nicole Ball
Frank Blackaby
Frederick C. Cuny
Ahmed H. Esa
Bill Green
Di Hua
Frederick J. Knecht
Edward J. Laurance
Vincent McGee
Janne E. Nolan
Andrew J. Pierre
David Rieff
Kumar Rupasinghe
John Ryle
Mohamed M. Sahnoun
Gary G. Sick
Thomas Winship

For the past eleven years, the government of Turkey has fought a bitter war with insurgents of the Kurdistan Workers Party, the PKK. To date, the war's toll is estimated at over 19,000 deaths, including some 2,000 death-squad killings of suspected PKK sympathizers, two million internally displaced, and more than 2,200 villages destroyed, most of which were burned down by Turkish security forces. In the report released today, Human Rights Watch charges that both Turkey and the

HUMAN RIGHTS WATCH

Kenneth Roth
Executive Director

PKK have committed grave abuses of international humanitarian law; that Turkey has adopted increasingly brutal counterinsurgency measures to fight the PKK; that NATO

Cynthia Brown
Program Director

Holly J. Burkhalter

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

weapons play a key role in abuses committed by Turkish security forces; and that the Clinton administration, which is fully aware of Turkey's misuse of U.S. weaponry, has consistently refused to link arms transfers to improvements in Turkey's human rights record, and has downplayed Turkish violations for strategic reasons.

This report, which draws on investigations of twenty-nine incidents that occurred between 1992 and 1995, supplemented by interviews with former Turkish soldiers, U.S. officials and defense experts, for the first time links specific weapons systems to individual incidents of Turkish violations. The most egregious examples of Turkey's reliance on U.S. weaponry in committing abuses are its use of U.S.-supplied fighter-bombers to attack civilian villages and its use of U.S.-supplied helicopters in support of a wide range of abusive practices, including the punitive destruction of villages, extrajudicial executions, torture, and indiscriminate fire.

U.S. and NATO-supplied small arms, tanks, armored personnel carriers and artillery also play an important role. One particularly troubling example is the preference displayed by Turkey's special counterinsurgency forces, who are renowned for their abusive behavior, for U.S.-designed small arms such as the M-16 assault rifle and for British armored cars. Other Turkish forces, many of whom routinely engage in human rights abuses, rely on German-designed rifles and machine guns, Belgian rifle grenades, German-supplied armored personnel carriers, and a wide variety of other military products sold or donated by NATO governments.

Turkey has been a regular recipient of significant economic and military aid since it became a NATO member in 1952. Wealthy NATO members have both sold and donated a full range of weaponry to Turkey, including more than 500 combat aircraft, 500 combat helicopters, 5,000 tanks, and thousands of artillery pieces, mortars, machine guns and assault rifles. Studies indicate that Turkey was the largest weapons importer in the world in 1994. The United States has been Turkey's dominant arms supplier, currently providing Turkey with about 80 percent of the defense equipment used by the Turkish Armed Forces. Over the past decade, the U.S. Congress has appropriated \$5.3 billion in military aid (grants and loans to purchase weapons) to Turkey, making Turkey the third largest recipient of U.S. military aid, after Israel and Egypt. Germany has been Turkey's second largest supplier of arms, and other NATO suppliers have included Italy, France, the Netherlands, Belgium, the United Kingdom, Spain and Canada.

Although several NATO governments have occasionally protested Turkish policies, most have continued to supply Turkey with arms. The U.S. government has adopted a significantly less critical attitude toward Turkey than have other governments. Several NATO nations, and Germany in particular, have debated arms transfers to Turkey and examined Turkey's human rights practices. On more than one occasion, Germany has suspended arms sales to Turkey, including after receiving information from non-governmental organizations about the use of German-supplied weapons by Turkish counterinsurgency forces. Unlike the U.S., Germany applies strict conditions on the weapons it supplies Turkey, requiring that they not be used against the Kurds. At least four nations have at some point suspended military sales to Turkey because of its abuses in the conflict in the southeast: Denmark, the Netherlands, Norway and South Africa. But NATO itself has done nothing to set up oversight mechanisms to restrain Turkey's armed forces, many of which are integrated into NATO's operational structure and are slated for U.N.

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

peacekeeping missions. In addition, powerful interests throughout Western Europe are pressing for Turkey's entry into a customs union with the European Union and have deflected opposition to the union based on Turkey's human rights record.

U.S. officials interviewed for this report indicated that they were fully aware of the abusive nature of Turkey's counterinsurgency campaign. One official told Human Rights Watch: "It's a scorched earth strategy, or very nearly so. They're eliminating the countryside in an effort to deny the guerrillas support." Another official said: "There's a lot of misery being caused by the village evacuations. It's being done in a very brutal way, and no provision is being made for the refugees."

The same officials have also stated unequivocally that U.S. weapons are predominant throughout Turkey's armed forces, and that consequently, they must play a role in the abuses that take place. "The majority of what their military has is from us, so of course U.S. weapons are involved in whatever it is they do," one official declared. But he claimed that obtaining concrete proof of the use of U.S. weapons in specific incidents was far more problematic: "The Turks won't tell us what they used in specific incidents, and of course we can't spy on them; they are our allies." Another official, who was involved in researching and writing a June 1995 State Department report on Turkey's use of U.S. weaponry, told Human Rights Watch that "the embassy is not an investigative body. If we start asking detailed questions and seeking detailed replies, we will be in trouble with the embassy and with our Turkish counterparts." He added that senior officials in the U.S. embassy in Ankara "made it very clear to all of us that we are not an investigative unit, and that we are not going to run around Turkey with cameras taking pictures."

U.S. officials attribute the unwillingness to criticize Turkey for human rights abuses to Turkey's role in the post-Cold War era. They claim that Turkey is NATO's "frontline" state, supports U.S. foreign policy in the Middle East, and shares the West's concern about Islamic fundamentalism. In June 1995, the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, General John Shalikashvili, wrote a letter to the U.S. Congress urging U.S. lawmakers not to cut military assistance to Turkey because of its human rights record.

Rather than reining in weapons transfers to a human rights abuser, it appears that the Pentagon is more eager than ever to sell Turkey U.S. weapons, including M-60 tanks, helicopter gunships, cluster bombs, ground-to-ground missiles (ATACMS) and small arms. The U.S. is also involved in co-production agreements with the Turkish defense industry, most notably helping to build the F-16 fighter-bomber, which the U.S. State Department acknowledged in June may have been used indiscriminately to kill Kurdish civilians, and a new armored personnel carrier.

Despite having been denied access to southeastern Turkey, Human Rights Watch has documented that the PKK has committed substantial violations of the laws of war, including summary executions, indiscriminate fire and the intentional targeting of non-combatants. The bulk of the PKK's arsenal appears to have been purchased in arms bazaars scattered across Europe, the Middle East and Central Asia, including Antwerp, Hamburg, northern Iraq, and the former Soviet Union. The PKK reportedly raises money for weapons purchases through a variety of both peaceful and coercive methods, including voluntary contributions from sympathizers and

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

The Human Rights Watch report is based on twenty-nine case studies of specific incidents of abuses that took place in southeastern Turkey in 1992-1995. The following are brief summaries of some of these cases:

April 1995

A former infantry soldier in the Turkish Army told Human Rights Watch of an April 19, 1995 incident in which a suspected PKK recruiter was shot, tortured, and then later summarily executed while in official custody. The killing followed the brutal beating of male villagers by Jandarma troops in the hamlet of Kuruçayır, connected to the village of Heybelikonuk in the Silvan district of Diyarbakır province, and the hamlet's burning by the security forces. The operation was overseen by the commander of security forces in the southeastern emergency region, General Hasan Kundakçı, who arrived in a U.S.-supplied Huey helicopter and carried a U.S.-designed M-16 assault rifle. The Jandarma forces involved in the incident used British-designed Land Rover Shorland armored patrol cars and German-designed G-3 assault rifles. The Turkish Army forces carried G-3 rifles and German-designed MG-3 light machine guns. (Case 1 in the report).

October 1994

The Tunceli province operation of autumn 1994 was especially fierce between the towns of Hozat and Ovacık. Prior to the operation, according to local residents, the Ovacık area contained some sixty villages; by the operation's end, they said, only eighteen remained intact. Human Rights Watch interviewed three witnesses from Ovacık district, two of whom were kidnapped by Turkish security forces to act as porters. From the witnesses' testimony, it appears that troops, backed by helicopters, destroyed the villages of Buzlutepe and Bilekli by aerial bombardment, burning and shell fire on October 4 and 5, 1994, killing six persons. The soldiers then burned down a number of other villages in the area during the following week. At no point during the events, the witnesses said, were the Turkish forces engaged by PKK guerrillas. From the witnesses' description, it appears that security forces used mortars, warplanes, air-launched bombs and U.S.-designed LAW anti-tank rockets to assist in the village destruction. The warplanes, bombs and helicopters were most probably U.S.-supplied; the LAWs were U.S.-designed, but probably produced locally; and the mortars were of undetermined origin. According to the witnesses, Army commando officers and some special force troops were armed with U.S.-designed M-16 infantry assault rifles, while rank-and-file soldiers carried German-designed G-3 rifles and MG-3 light machine guns. Several soldiers in each platoon were armed with U.S.-designed M-203 40mm grenade launchers mounted on M-16 rifles. (Case 14).

April 1994

On April 8, 1994, according to three witnesses interviewed by Human Rights Watch, village guards attacked the village of Kutlu, located in the Lice district of Diyarbakır province. The attack followed the village's failure to participate in local elections the week before. Kutlu, which was surrounded by three villages recruited into the village guards, had withdrawn its participation a year earlier from the government's rural paramilitary system. According to the

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

witnesses, the village guards shot and killed six villagers, including one seventy-eight-year-old man and two children aged fourteen and eleven. Three more were wounded by gunfire, and another thirty were badly injured from beatings. Thirty-three homes were burned, and both the male and female villagers were severely mistreated. At one point during the raid Kutlu was visited by Jandarma troops based in a post three kilometers away, who arrived in armored vehicles. The troops, supported by three helicopters, at least one of which landed near the village, acted in support of the village guards—rather than arresting them or questioning their actions. The troops loaded dead bodies into the trucks, left the wounded in the village, and then withdrew, leaving Kutlu under the control of the village guards. The village guards used AKM assault rifles, most probably supplied to Turkey by Germany from East German stocks. The Jandarma used unidentified armored vehicles and undetermined small arms. The helicopters used in the incident were probably U.S.-supplied. (Case 4).

March 1994

On March 26, 1994, according to five witnesses interviewed by Human Rights Watch, two Turkish fighter-bombers dropped four large bombs on the village of Kuşkonar in Şırnak province. The bombs were dropped after a helicopter overflight and after the fighter-bombers made an initial dry run over the village. There is little question, therefore, that the bombing was deliberate. Two of the bombs landed directly in the middle of the village, then inhabited by about 150 civilians. Twenty-four villagers were killed, including twelve children aged fifteen and under. Seven of the bodies were so badly mangled they were unrecognizable except for the remaining shreds of clothing. The reasons for the bombing remain unclear. According to witnesses, there were no PKK fighters in the village at the time of the bombing, but for several days prior to the attack villagers had been under intense pressure from the government to join the village guard system, and there is also some indication that the villagers were planning to boycott the local elections, scheduled for the following week. According to the U.S. State Department, the Turkish authorities denied responsibility for the raid when asked; the U.S. government said in its June 1995 report to Congress, however, that its personnel "have determined that raids did take place and that some civilians were killed." According to Turkish human rights groups, at least four additional air raids took place in the same area during March 24-26, 1994, killing an additional eighteen persons. All the names of the dead are available. A helicopter, most probably of U.S. origin, was used to overfly Kuskanar village before the air bombardment. Then two warplanes, most probably U.S.-supplied, dropped four bombs, again most probably U.S.-supplied, onto the village. According to the U.S. State Department, at least four F-16s were reportedly involved. In the attack on Sapaca, five or six F-16s were probably involved. (Case 3).

October 1993

On October 22, 1993, according to five witnesses interviewed by Human Rights Watch, a large military force, supported by heavy artillery, armored vehicles, tanks, helicopters and aircraft, attacked the village of Zengök (Turkish name: Yörecik), located in Muş province. The security force raid was apparently part of a large operation in retaliation for an earlier PKK attack on a Jandarma post near the village of Altnova, in which one officer and several soldiers were killed. In addition, villagers had been ordered to evacuate Zengök a week earlier, because of their

L'usage des armes occidentales contre les civils kurdes

suspected support for PKK guerrillas active in the area. The village was burned and then shelled by a ground-based force. Later, it was bombed and strafed from the air by helicopters and aircraft. All of the villagers' livestock were killed, but no villagers were killed in the initial assault. Five villagers who returned to Zengök the next day, however, were killed; witnesses later found them burned in their home. They had apparently burned to death while bound together by electric cable and chain. Aircraft, helicopters, heavy weapons (artillery or mortars), and tanks were used to destroy Zengök. Armored personnel carriers and transportation vehicles were used to take troops to the scene. The make of the helicopters and aircraft is unknown, but both were most probably U.S.-supplied. The make of the artillery, mortars, armored personnel carriers and tanks used is unknown, but it is likely that some were U.S.-supplied. The tanks were most probably U.S.-supplied M-48s or M-60s. The identity of the small arms used by the troops is unknown. (Case 24).

February 1993

On February 21, 1993, according to a witness interviewed by Human Rights Watch, Turkish troops, some of whom arrived by helicopter, raided and burned down the village of Ormaniçi, located in the mountains of Güçlükönak district in Şırnak Province. The raid was part of a retaliation for an earlier PKK ambush during which one Jandarma trooper was killed. After being forced to lie in the snow for over eight hours, the witness, together with six other villagers, one of whom was a child, was taken to a nearby Army base. After several days in freezing temperatures in a room exposed to the weather, the witness and four others developed frostbite and gangrene. The prisoners were then taken by helicopter to a larger military base in Şırnak town. One villager eventually died, and four, including both the witness and the child, had their feet amputated. Several transport helicopters, most probably of U.S. origin, were used in the operation. The identity of the small arms used is unknown. (Case 19).

August 1992

According to a former soldier interviewed by Human Rights Watch, U.S.-supplied arms, including tanks, armored personnel carriers, helicopters and small arms played a key role in an assault by Turkish security forces on the town of Şırnak on August 18-20, 1992. The attack, described by diplomatic sources as a disproportionate and overly harsh military response to a small-scale PKK attack, led to the deaths of twenty-two civilians, the wounding of over sixty non-combatants, widespread destruction of civilian structures, and the wholesale flight of the town's 25,000 residents. Some civilians may have been the victims of summary executions. In addition to the civilian casualties, four security force personnel were killed in the fighting. The Şırnak incidents were part of an attempt by Turkish security forces to crush support for the PKK in the urban areas along Turkey's southeastern border with Iraq, which was especially strong during late 1991 and 1992. The witness identified troops as using U.S.-made M-48 tanks, M-60 tanks, M-113 armored personnel carriers, and U.S.-designed M-16 rifles and LAW anti-tank rockets. He also said 105 mm artillery or mortars were used, which may have been of U.S. or Turkish origin. Other unidentified armored and soft-skinned vehicles were also used, he said. Many soldiers, including the witness, carried a German-designed G-3 assault rifle, while a few carried the German-designed MG-3 light machine guns. During part of the assault Turkish helicopters, most probably U.S.-supplied systems for transport or reconnaissance, hovered over the city. (Case 28).

The New York Times, October 17, 1995

America Arms Turkey's Repression

Turkey lags behind only Israel and Egypt in receipt of U.S. military aid. Washington has approved \$7.8 billion in military sales to Turkey in the last decade, and has provided grants or loans to cover most of it. This year, unless dramatic events take place in the current House-Senate conference, Turkey will get \$320 million in U.S. credits to finish production, in Turkey, of F-16 fighter planes. America has traditionally used such aid to maintain its friendship with a strategically crucial ally, but the aid is now being used to prolong a war that both destabilizes Turkey and betrays American values.

The State Department has acknowledged that Turkey is using the F-16s and other American weapons to strafe Turkish villages in its war against a Kurdish guerrilla group, killing thousands of civilians and leaving millions homeless. Washington should end the sale of weapons used in the war, and condition further military aid and sales on Turkish respect for human rights.

One-fifth of Turks are Kurdish, a minority so repressed that its members are forbidden to speak Kurdish in many public settings. In 1984 the Marxist Kurdish Workers Party, or PKK, began a brutal civil war, killing many civilian officials and Kurdish opponents. The government responded with an even more brutal campaign to bomb and burn Kurdish villages. It has prosecuted even peaceful Kurdish politicians, writers and human rights workers whose only crime was describing the human rights violations. An American reporter for Reuters, Aliza Marcus, may be sentenced to three years in jail for her reporting from Kurdish areas. The PKK is weak, but the government has made little progress toward winning the war. Polls show that Turks overwhelmingly favor a political settlement.

Turkey's human rights record has caused several European countries to cut off military relationships (although Germany just resumed aid) and has so far denied Turkey coveted membership in the European Union. But the White House has allowed Turkish troops to pursue the PKK into Kurdish areas of Iraq that America protects against Saddam Hussein. The incursions have killed many civilian Kurds.

Since the Turks' war against the PKK escalated in 1992, U.S. military aid has escalated as well. Washington now provides 85 percent of Turkey's arms imports and 90 percent of its military aid. Despite the efforts of Senator Patrick Leahy and Representative John Edward Porter to curtail aid, Congress has not yet managed to block or place conditions on substantial amounts of Turkish military aid.

Turkey has escaped a cutback because of its strategic importance. America depends on military bases in Turkey, and wants Turkey to spread its moderate brand of Islam to Central Asia and its pro-Western views in the Balkans and the Middle East. The Turkish government and the Clinton administration argue that any cuts in arms transfers would weaken and radicalize Turkey. But the war itself poses a greater threat to Turkey's stability and prosperity. The Islamic party, a relatively moderate one, gained support after a ban on Kurdish parties left it as the only non-mainstream alternative.

Any further aid should carry human rights conditions that would promote a political solution to a war that has undermined democracy, boosted the power of the military, drained the economy and divided Turkey from its European allies. Placing such conditions on assistance would also reduce America's complicity in Turkey's repressive internal war.

— THE NEW YORK TIMES.

Madame le Premier ministre est une piètre politique

Fort comme un (militaire) turc, faible comme Tansu Çiller

Nommée chef du gouvernement en 1993 parce qu'elle donnait de la Turquie une image féminine et moderne, le Premier ministre a multiplié les échecs et perdu toute indépendance, au profit de l'armée.

Aussi élégante et charmante est-elle, Tansu Çiller est une femme. La plus belle Première ministre du monde - pour reprendre les termes utilisés par le quotidien à grand tirage *Hürriyet* lors de son accession à la tête du gouvernement, en 1993.

(...)

Il y a moins de deux ans, les Turcs vivaient dans la liesse la première femme accédant au pouvoir dans cette République patriarcale. "Nous avons changé l'histoire de la Turquie", exulta M^{me} Çiller le 15 juin 1993, après que les députés du Parti de la justice vraie (DYP) l'eurent élue comme chef du gouvernement. Cette femme dynamique aux affaires d'adolescente a fait assaillir un vent frais sur les structures patriarcales de son parti et du gouvernement d'Ankara. Son élection, emmenant avec le général Arslan, "signifie que la société est le changement".

La société voulait, en l'occurrence, prendre ses distances avec ces "figures du père" traditionnelles

d'un monde dominé par les hommes. Quelques députés du DYP ont avoué par la suite qu'ils n'avaient pas élu M^{me} Çiller pour ses capacités politiques, mais parce qu'ils voulaient donner à leur parti l'air d'être, et même à la Turquie tout entière, une image de "marques modernes, stylisées, pro-occidentales". En fait, cette femme étonnante personnellement la volonté d'avoir une place en Europe.

"Lady Tansu", comme on l'appelle gentiment, cette femme élue aux cheveux châtains, très grande impressionnée. Née en 1947 dans une famille aisée d'Istanbul, elle a suivi des études de sciences économiques à l'université Yale aux États-Unis. Dès l'adolescence, Tansu a montré une extraordinaire capacité à s'imposer. À dix-sept ans, elle a convaincu son père d'adopter son nom à elle et répandu ainsi un désir ardent de son père, qui n'avait pas de progéniture mâle. Avec son mari, homme d'affaires et banquier, cette mère de deux garçons possédait un solide patrimoine, estimé à 50 millions de dollars.

Elle s'est lancée en politique l'an 1982, lorsque l'actuel président Demirel, à l'époque encore dans l'opposition, l'a intégrée dans son équipe comme conseillère économique. Un an plus tard, après la victoire électorale du DYP, Tansu

Çiller devint ministre d'État chargée des questions économiques. Mais, après son accession fulgurante, l'étoile de M^{me} Çiller a très vite commencé à pâlir. Dans son domaine de prédilection - l'économie - sa crédibilité s'est effritée de plus en plus. À son accession au pouvoir, elle avait promis de réduire les coûts de quelques mois une inflation qui s'élevait à 51 %. Au lieu de cela, le niveau des prix a atteint en janvier 1994 un record historique : plus de 150 %. Son programme d'austérité annoncé en 1994 n'a pas eu, jusqu'à présent, les effets escomptés. Sa libéralisation économique a renforcé les antagonismes sociaux et fait grimper de manière alarmante le chômage. Rien qu'en 1994, plus de 300 000 personnes ont perdu leur emploi.

Les maîtres réels sont en bas, les problèmes sociaux en hausse, l'impéritie des experts grandissante. La crise d'insécurité du fait de l'insupportable guerre contre les Kurdes qui, chaque année, englobent près de 5 milliards de dollars. Le sentiment de frustration pour les déshérités pousse le désir d'un changement radical et pousse de plus en plus de Turcs dans les bras du *Halkin Parti* (Parti de la popularité, islamique). Même les milieux d'affaires se couchent plus la déception que leur inspire cette économie et reviennent aux conseils des experts.

L'écroulement politique de M^{me} Çiller inévitablement. Ainsi, fraîchement arrivée au pouvoir en 1993, elle déclara : "L'armée est la" - une armée qui, en sept ans, s'est pourtant engagée trois fois des rées pour sauver l'État d'Ankara. Très rapidement, de l'avis même de nombreux commentateurs

L'insupportable guerre contre les Kurdes englobant chaque année plus de 5 milliards de dollars

DU 15 AU 19 AVRIL 1994

COUVERTURE INTERNATIONALE N° 238

Points de vue Allemands sur la démocratie à la turque

turcs, elle se lance dans une "funeste alliance" avec l'armée. Mme Çiller a noué d'étroites relations avec le chef de l'état-major, Dogan Güres, qui ont profondément irrité beaucoup de démocrates. Jusqu'à son départ en retraite l'automne dernier, c'est le général Güres qui a apporté le plus fort soutien politique au Premier ministre, lorsqu'elle s'est trouvée sous les feux croisés de la contestation.

A l'arrière-plan, le pouvoir et l'influence des officiers se sont de nouveau renforcés. Mme Çiller a laissé le champ libre aux forces armées, notamment pour ce qui est de la question kurde. A son avènement, elle avait promis d'"embrasser" les 12 millions de Kurdes "avec l'amour d'une mère", de faire la différence entre la

guérilla du PKK et le peuple. Depuis, un plan d'autonomie sur le modèle du Pays basque en Espagne a fini dans les tiroirs, tout comme un programme de développement, avorté, destiné à combattre l'effroyable pauvreté dans le Sud-Est anatolien. Mme Çiller s'est ralliée aux nationalistes ultras au sein de l'armée.

Ceux-ci ne voient dans la question kurde qu'un "problème de terreur", qui ne se résoudra que par la force. Le chef du gouvernement a donc fait marche arrière sur toutes les timides tentatives d'ouverture. Les associations culturelles et les journaux kurdes sont interdits. Avec une grande fierté, Mme Çiller a déclaré l'an dernier qu'elle avait évacué du Parlement "d'un coup de

pied" les députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), qu'elle a ensuite interdit. Depuis, cinq d'entre eux ont été condamnés pour "séparatisme" à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison.

Les promesses de garantir davantage de liberté aux citoyens ont été oubliées, les entorses aux droits de l'homme se sont multipliées sous son régime à un degré jamais connu sous aucun gouvernement civil précédent. Sur les questions sécuritaires et à l'égard des Kurdes, Mme Çiller a perdu toute influence. Son manque de vision politique, sa faiblesse en tant que leader et, en partie aussi, les profondes dissensions qui déchirent son parti promettent à la Turquie, secouée par les crises, un avenir peu stable. ●

COURRIER INTERNATIONAL N° 232

DU 13 AU 19 AVRIL 1995

UNION EUROPÉENNE

Cette Turquie-là n'est pas de notre monde

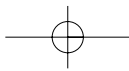
Comment l'Union européenne peut-elle s'y prendre avec une Turquie qui sape jour après jour ses propres revendications d'appartenance à l'Europe ? C'est une question que ne peuvent manquer de se poser ceux-là mêmes qui envisageaient des liens plus étroits entre Bruxelles et ce pays perçu comme rempart des valeurs occidentales face au fondamentalisme islamique, avant-poste de la démocratie, passerelle vers l'Orient et, enfin, facteur de stabilisation dans une région en effervescence.

Aujourd'hui, la Turquie est tout sauf un facteur de stabilité ou un phare des principes occidentaux. Le "professeur d'économie" Tansu Çiller l'a plongée dans une crise économique grave, avec une inflation de 150 %, une croissance négative, un budget de l'Etat pléthorique. Idéologiquement, le pays est de plus en plus la proie des fondamentalistes. Politiquement, c'est une semi-démocratie qui vit à l'ombre pesante des militaires. Socialement, elle est le théâtre de clivages profonds. Or la politique kurde du gouvernement empoisonne tout : la politique, l'économie et la société.

L'expérience l'a depuis longtemps démontré : quand on a pour seul outil un marteau, tous les problèmes deviennent des clous. Quand l'imagination politique fait défaut, l'armée a les mains libres. Qu'en est-il de l'enseignement du kurde, des émissions de radio et de télévision en kurde, de la reconnaissance du kurde comme langue administrative et juridique ? Quelques timides tentatives avaient été ébauchées au temps de la présidence de Turgut Özal (1989-93). Le pou-

voir actuel, lui, ne veut pas en entendre parler. Il préfère employer la force. Le bilan des dix dernières années est décourageant : 15 000 morts, 2 000 villages rasés, 2 millions de Kurdes déplacés, des centaines d'opposants disparus sans laisser de traces, des peines pour délit d'opinion infligées à des députés élus, la moitié de l'armée engagée dans le combat contre les Kurdes, un cinquième du budget de l'Etat englouti par la guerre. Comme il n'y a aucune alternative légale [au nationalisme kurde], les rangs du PKK grossissent sans cesse. Et, en appliquant une politique contraire aux droits de l'homme, on finit par violer sciemment ces mêmes droits, en intervenant avec 35 000 hommes sur le territoire d'un pays voisin, l'Irak. Quelle absurdité ! Cette zone d'exclusion établie par l'Occident pour les Kurdes au nord de l'Irak et dont le survol est interdit aux Irakiens, les Turcs peuvent la bombarder sans être condamnés ! L'Europe ne peut pas, ne doit pas accepter cela. Il est juste d'interrompre toute livraison d'armes à la Turquie - car il est évident qu'elle ne fait plus l'objet d'aucune menace extérieure. Il faut paralyser la ratification du traité d'union douanière signé en mars dernier. De même, il est essentiel de forcer la Turquie à respecter des réglementations civilisées en termes de droit des minorités, comme l'Union européenne a persisté à le faire avec les pays d'Europe de l'Est. Et si tout cela n'y change rien, pourquoi ne pas envisager une exclusion du Conseil de l'Europe ou même une suspension du statut de membre de l'OTAN ?

Theo Sommer. DIE ZEIT - HAMBURG



Quand le Premier ministre flirte avec l'extrême droite néofasciste

LES LIAISONS DANGEREUSES DE TANSU ÇILLER

ISTANBUL, (12 novembre 1995) IPS - Depuis quatre ans qu'elle est entrée dans la vie politique turque, Tancu Çiller a développé autour d'elle une réputation comme une grande survivante (des retournements politiques) et habile manipulatrice.

Rares sont ses actions, pour assurer sa survie politique, qui ont soulevées autant d'indignation que celles de connivence avec les partis d'extrême-droite en vue de prochaines élections législatives, le mois prochain.

«Elle est comme la veuve qui s'est mariée avec le tueur de son mari» la décrit Husamettin Cindoruk, qui vient d'être expulsé du Parti de la Juste Voie (DYP) et qui est considéré actuellement comme l'un de ses plus virulents opposants.

Cindoruk est indigné par la quête d'alliance du Premier ministre avec les partis fascistes. *«Je ne peux appeler quelqu'un comme «nationaliste turc» s'il ne comprend pas la justice. Ce genre de nationalisme n'est autre que chauvinisme»* déclare M. Cindoruk.

L'un de ces leaders avec qui Çiller est en train de chercher une alliance n'est que... Alpaslan Türkeş, du Parti d'Action Nationaliste (MHP), qui a été impliqué dans le coup d'État militaire de 1960 et qui a chassé du pouvoir le prédécesseur du DYP, le Parti Démocrate (DP).

Après avoir été jugés par les tribunaux d'exception le Premier ministre du DP, M. Adnan Menderes, son ministre des Affaires étrangères, M. Fatin Rustu Zorlu, et son ministre des Finances,

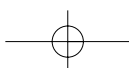
M. Hasan Polatkan, ont été exécutés pour *«haute trahison»*, en 1961.

Türkes servait à l'époque comme un colonel dans l'armée. Il a joué un rôle de premier plan dans le coup d'État et on se souvient de lui comme le porte-parole de la Junte militaire ayant annoncé la prise du pouvoir par les militaires à la radio.

Après avoir joué un rôle principal au sein du mouvement ultranationaliste du *«pan-turkisme»* comme un jeune officier depuis 1940, Türkeş a été forcé de démissionner de l'armée en 1962. Il a, depuis lors, constitué son propre parti, qu'il dirige d'une main de fer en s'attribuant le surnom de *«Basbug»*, l'équivalent turc de *«Führer»* allemand.

Türkes et son mouvement (MHP) sont devenus célèbres par les campagnes violentes *«anti-communistes»* en 1960 et en 1970 avec l'aide des Services secrets. Devenus également célèbres par leurs attaques contre les partis de gauche durant le coup d'État militaire à travers une branche des Services secrets dite *«L'organisation de contre-guérilla»*, organisation à laquelle étaient affiliés les militants du MHP, à l'époque du Premier ministre Bülent Ecevit, en 1970.

Les campagnes *«anti-communistes»* du MHP ont toujours eu le soutien des différents gouvernements dirigés par M. Süleyman Demirel (actuel président de la République) et son Parti de la Justice (AP). Ce parti a été banni en 1980. Türkeş et ses collègues ont été jugés par les Cours militaires pour meurtre des intellectuels de gauche,



Quand le Premier ministre flirte avec l'extrême droite néofasciste

attentats à la bombe et émeutes. Cependant, les dirigeants du MHP ont récusé ces charges en disant «*nos idées sont au pouvoir mais nos corps sont dans une prison militaire*». Leurs peines ont été atténuées et ils ont été relâchés. Ils ont reconstitué le MHP en 1984. Néanmoins, 24 de leurs membres de «la Jeunesse Armée» (les Loups Gris) ont été exécutés pour meurtre et quelques centaines d'autres ont été condamnés à de lourdes peines. Il n'en demeure pas moins que l'émergence du «*nationalisme grand turc*» comme anti-dote de la lutte des Kurdes, dans le Sud-Est, qui vise à créer leur propre foyer national, a blanchi le passé du MHP.

D'ores et déjà le bilan de la guerre s'élève à 18.000 personnes tuées, y compris les militants kurdes, des membres des forces de sécurité et des civils.

Le MHP est connu par son refus total de la reconnaissance même de l'identité kurde, et son implacable campagne pour «l'indivisibilité du pays». Il recrute parmi les jeunes dans les villes de l'ouest de la Turquie. «*Les sentiments nationalistes et le nationalisme politique sont bien implantés au sein de la population turque de sorte que (tous) les partis poursuivent des campagnes nationalistes.*» déclare Riza Muftuoglu, un dirigeant du MHP.

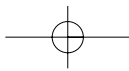
«*Les citoyens nous soutiennent parce qu'ils savent que nous n'avons pas peur de ceux originaires de l'Est et nous n'allons pas faire des concessions là-dessus*» déclare Yakup Tabakoglu, un dirigeant de la municipalité de l'ouest d'Adana, dirigée par le MHP.

Cependant, les dirigeants du DYP, le parti de Mme. Çiller, en particulier dans la région soumise à l'état d'urgence, sont profondément préoccupés les perspectives d'alliance avec le MHP. «*Comment pourrions-nous expliquer cette alliance à la population ?*» se demande Galip Ensarioglu, président de la branche locale du DYP de la ville de Diyarbakir, ville située au Sud-Est du pays, et d'ajouter «*Nous faisons confiance au peuple mais pas aux forces de sécurité*» a déclaré à IPS faisant ainsi allusion aux chefs de la police qui viennent de démissionner et

entendent figurer sur la liste électorale du DYP pour les prochaines élections. Par ailleurs, M. Ensarioglu croit que cette alliance avec le MHP va affecter négativement l'image du DYP auprès de ses supporters dans le Sud-Est: «*Le Sud-Est est différent de l'Ouest (du pays), ici nous faisons la politique au prix de nos vies. Nous ne pouvons pas adopter une stratégie qui va nous faire gagner quelques points de plus à l'Ouest, on ne va tout de même pas démissionner du parti mais on ne va pas faire d'alliance locale le MHP non plus*». Lorsque l'on lui pose la question sur les chances du «Super-gouverneur» de la région soumise à l'état d'urgence d'emporter les élections sur une liste du DYP à Diyarbakir, M. Ensarioglu dit «Oh, oui!» et sourit ironiquement. «*Nous récompensons les chefs de sécurité qui ont du succès. Çiller, dans un habit moderne et européen, veut coupler son parti avec le MHP*» dit un analyste de la vie politique turque, Dr. Tarik Demirkan, et ajoute : «*Tout est bien ficelé maintenant, les forces de l'ombre, les cadres corrompus vont oeuvrer au grand jour*». Il est convaincu qu'une fois le MHP au pouvoir «*les assassinats extra-judiciaires, les évacuations forcées des villages auront un soutien légal. Ainsi le fascisme sera institutionnalisé à travers le suffrage universel. Un fascisme rendu institutionnel par le suffrage universel est plus néfaste que la pire des dictatures militaires; car ayant été ainsi enraciné dans la société, il est difficile de l'éliminer sans s'attirer le courroux de la population*» conclut-il. Le principal slogan du MHP confirme apparemment les soucis de M. Demirkan: puisque sur leurs bannières dont les principales villes sont désormais parées on lit «*Aime la Turquie ou quitte-la*».

Le MHP détient déjà 17 sièges suite aux élections de 1991 obtenus grâce à leur alliance avec le parti islamiste *Refah*. Les sondages récents donnent 9% des voix au MHP et 13% au DYP. La majorité des électeurs restent encore indécis.

Tancu Çiller et son mari M. Özer sont actuellement sous les feux de la presse en raison de leurs propriétés et actions non déclarées en Turquie et aux États-Unis. Bien que les Çiller ont déclaré l'année dernière qu'ils vendraient leurs

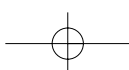


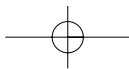
avoirs aux États-Unis et rapatrier leurs richesses au pays, ils ne l'ont pas encore fait. De plus, une commission d'enquête parlementaire a récemment révélé que les Çiller ont augmenté leurs investissements aux États-Unis.

Cela comprend un centre commercial, un hôtel,

plusieurs villas au New Hampshire et des actions dans une compagnie familiale.

La commission a par ailleurs découvert que les investissements des Çiller à l'intérieur du pays ont prospéré et que d'autres investis souvent dans l'infrastructure touristique n'ont pas été déclarés.





**COMITÉ INTERNATIONAL
POUR LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS EN TURQUIE
(C.I.L.D.E.K.T.)**

Présidente

Mme. Danielle MITTERRAND

Vice-présidents

- Mme. Anita APELTHUN SÆLE, députée, présidente du Comité norvégien
- M^e Christian CHARRIERE-BOURNAZEL, avocat, ancien secrétaire de la Conférence
- M. Gustav von ESSEN, député, président du Comité suédois
- Mme. Antoinette FOUQUE, parlementaire européenne, présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie.
- M^e Daniel JACOBY, avocat, président d'honneur de la Fédération Internationale des Ligues des droits de l'homme.
- Mme. Claudia ROTH, présidente du Groupe des Verts au Parlement européen
- Mme. Ségolène ROYAL, ancienne ministre, députée des Deux-Sèvres.

Comité de parrainage :

- M. Oscar ARIAS SANCHEZ, Prix Nobel de la Paix, ancien président de la République de Costa-Rica
- Mme. Mauread CORRIGAN, Prix Nobel de la Paix
- Sa Sainteté le DALAI LAMA, Prix Nobel de la Paix
- Mme. Catherine LALUMIÈRE, présidente du Groupe Alliance radicale européenne
- M. François MITTERRAND, ancien président de la République française
- M. Adolfo PERES ESQUIVEL, Prix Nobel de la Paix
- Mgr. Desmond TUTU, Prix Nobel de la Paix
- Mme. Betty WILLIAMS, Prix Nobel de la Paix.

Objectifs (Extrait des Statuts) :

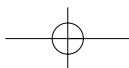
- Faire connaître à l'opinion publique le sort des députés kurdes emprisonnés pour délit d'opinion, assurer leur défense, agir pour leur libération et celle de tous les prisonniers d'opinion en TURQUIE.
- Promouvoir des actions en faveur de la paix et de la démocratie en TURQUIE et d'un règlement pacifique du problème kurde dans ce pays dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes.

Pour atteindre ses buts:

Le Comité mettra en oeuvre différents moyens tant matériels que financiers, tels que:

- création dans tous les pays démocratiques où cela est possible de comités nationaux ;
- réunions, colloques, conférences, débats ;
- publications périodiques ou non ;
- envois en TURQUIE et autres pays de missions ;

Chaque comité national est indépendant dans sa gestion.



POURQUOI CE DOSSIER ?

*L'accord d'union douanière avec la Turquie est-il juste un arrangement commercial ou s'agit-il d'une étape importante dans la voie d'une adhésion progressive à l'Europe ? Ratifier, dans les conditions actuelles, cet accord ne risque-t-il pas d'être interprété comme un **quitus** donné par le Parlement européen à un gouvernement turc ultranationaliste coupable notamment de la destruction de plus de trois mille villages kurdes, du déplacement forcé de plus de trois millions de Kurdes et de l'assassinat de plusieurs milliers d'opposants civils ?*

La modification «cosmétique» de l'article 8 de la loi anti-terreur a certes permis l'élargissement d'une centaine d'intellectuels souvent en fin de peine, mais que vont devenir les 12.000 autres prisonniers politiques du Goulag turc condamnés au terme de procès sommaires par des tribunaux d'exception appliquant d'autres dispositions scélérates de la législation turque ? L'Europe aurait-elle conclu une union douanière avec une Espagne franquiste régie par des lois non démocratiques et mal traitant ses Basques et ses Catalans ? Au-delà des considérations des droits de l'homme et de démocratie que valent les arguments «géopolitiques» avancés pour justifier la ratification ? Quel avantage peut-on espérer d'un pays instable miné par un grave conflit interne, politiquement chaotique où le parti du vice Premier ministre accuse le Premier ministre d'être «le cheval de Troie de l'extrême droite fasciste», où l'ancien président du Parlement

dénonce le «péril fasciste et la mise en place d'un Etat policier» et où, enfin, le président de la République déclare qu'il aurait «jeté le Premier ministre par la fenêtre si elle n'était pas une femme» ? Que deviendra l'union douanière si demain une coalition d'extrême droite arrive au pouvoir en Turquie ? Ne serait-il pas plus sage pour le Parlement européen d'attendre l'émergence d'un gouvernement turc stable et raisonnable remplissant l'ensemble des conditions de démocratisation posées par les eurodéputés pour ratifier l'Union douanière ? Sinon en ratifiant celle-ci alors même qu'à l'évidence Ankara n'a pas satisfait la plupart de ses conditions le Parlement européen ne risque-t-il pas de perdre de sa crédibilité et de son autorité morale aux yeux de l'opinion européenne ainsi d'ailleurs qu'auprès des Turcs ?

Ce dossier d'information, élaboré en collaboration avec plusieurs ONG suivant au jour le jour la situation en Turquie, se propose d'apporter à ces questions et à d'autres des éléments de réponse enrichis de nombreux documents et témoignages, pour contribuer à une information aussi complète que possible des eurodéputés afin qu'ils votent en toute connaissance de cause. Prenant à témoin l'opinion, nous avons également adressé ce dossier édité en allemand, en anglais et en français, à la presse et aux principales ONG de droits de l'homme de pays européens. Nul n'a le droit d'invoquer l'ignorance sur un problème qui touche de près l'avenir de la construction européenne, le contenu politique de celle-ci ainsi que la paix y compris dans l'Union européenne où vivent trois millions de Turcs et de Kurdes.

C . I . L . D . E . K . T .

106, RUE LA FAYETTE, 75010 PARIS

TÉL.: 01 45 23 11 72 • FAX : 01 47 70 99 04